



Paris, le 24 septembre 2009 n° 246/D130

Commission SERVICES PUBLICS et SERVICES AUX PUBLICS

Avant-projet de programmes statistiques 2010

Avertissement

Le décret du 20 mars 2009 relatif au Cnis et au Comité du secret statistique conforte le rôle du Cnis pour organiser la concertation entre les utilisateurs et les producteurs de la statistique publique. Il prévoit la mise en place de commissions thématiques en remplacement des formations existantes pour permettre une meilleure adéquation aux thèmes majeurs du débat économique et social. La Commission Services publics et services aux publics prend la suite des formations Santé-protection sociale, Éducation-formation et d'une partie de la formation Démographie-conditions de vie. Le champ de compétence de cette Commission est centré sur la connaissance de la production de services publics par les administrations mais aussi de services aux publics rendus par des entreprises privées dans le domaine de la santé et de l'éducation notamment.

page

| | |
|--|----|
| CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF) | 3 |
| CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM-TS) | |
| - Direction de la stratégie, des études et des statistiques..... | 9 |
| - Direction des risques professionnels | 10 |
| CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE (CNAV) | 11 |
| INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE SÉCURITÉ | |
| - Observatoire national de la délinquance - OND | 19 |
| INSTITUT DE PREVENTION ET D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ (INPES) | 27 |
| INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ (IRDES) | 40 |
| MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE | |
| - Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER..... | 47 |

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Direction des Affaires financières - Observatoire économique de la Défense51

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP et Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES53

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Direction centrale de la police judiciaire..... 63

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

- Sous-direction de la statistique et des études 66

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE**MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS**

- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)72

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA)84

Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)

1. Exposé de synthèse

Les travaux de recherche et de nature statistique de la CNAF s'inscrivent dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2009-2013. Celle-ci n'est pas encore signée, ce qui rend difficile l'affichage d'un programme de travail à l'horizon 2010.

Au sein de la CNAF, la direction Statistiques, Études, Recherche (DSER) est chargée de produire et analyser toutes les statistiques relatives à la politique familiale et sociale, notamment dans le champ des prestations légales et sociales. Des travaux de prévisions, simulations de différentes mesures sont également réalisés au sein de la direction, à l'aide de plusieurs outils dont elle s'est dotée. Elle participe à l'analyse et la conduite d'études sur les politiques familiales et sociales et rend à ce titre un service de conseil. Elle anime enfin des recherches sur les questions sociales et familiales et sur l'évaluation des politiques.

Dans la perspective de la prochaine COG, il est mis l'accent sur six types de travaux pour des travaux démarrant dès 2009 :

- (i) **Assurer le suivi statistique du RSA et son évaluation** : il s'agit de la mise en place d'un dispositif de suivi statistique complet, qui intègre les différents volets de la prestation et des « publics » concernés. La spécificité et la nouveauté de cette prestation obligent de fait à repenser profondément nos outils. Il ne s'agit pas d'une simple transposition du Rmi vers le Rsa mais bien de construire un dispositif en mesure de répondre aux attentes nouvelles créées par le Rsa. Dans la perspective de la généralisation de l'outil i-RSA et de la richesse de son contenu (données sur le niveau de qualification, la santé, le logement, le surendettement ou la situation vis-à-vis de l'emploi), autour duquel s'organisera la pré-orientation, la Cnaf a en outre une opportunité à saisir d'un enrichissement considérable des données, allant au-delà des seules informations utiles pour la liquidation de la prestation.

Devront également être envisagées la construction de nouveaux tableaux de bord pour répondre aux besoins des conseils généraux, la production d'une nouvelle méthode de prévision, à court et moyen terme, et la mise au point d'un suivi de conjoncture (très attendu et emblématique pour l'expertise de la Cnaf).

- (ii) **Poursuivre la construction de statistiques pour le suivi et le pilotage de l'action sociale** : il s'agit en premier lieu de contribuer activement à ce que l'outil servant à la liquidation des prestations de services présente un cadre cohérent qui permette les consolidations d'informations nécessaires au pilotage de la branche. Cette trajectoire est déjà bien amorcée pour ce qui concerne les équipements d'accueil des jeunes enfants ainsi que les contrats enfance-jeunesse, il reste encore à la poursuivre pour les autres équipements sociaux et dispositifs d'action sociale. Cette démarche permettra notamment la restitution d'indicateurs d'action sociale dans le recueil national des données des caisses, tout comme dans d'autres documents (annexe PQE du PLFSS, observatoire national de la petite enfance...).

En s'inscrivant dans cette démarche, le tableau de bord Imaje (indicateurs de mesure d'accueil du jeune enfant), outil pour l'aide au diagnostic et l'aide à la décision rassemblant des données de la branche Famille, de la Ccmsa et du CNTPaje, devrait être généralisé au premier semestre 2009.

- (iii) **Contribuer au pilotage de l'institution** : la Dser assure la maîtrise d'ouvrage opérationnelle du recueil national des données des caisses (Rndc). Dans ce cadre elle contribue à la réflexion sur les futurs indicateurs de la COG, au-delà de ceux qui seront restitués dans le Rndc. Outre la pertinence statistique des indicateurs envisagés, elle s'assure de leur degré de faisabilité et garantit leur mise en œuvre opérationnelle. On peut d'ores et déjà anticiper que de nouveaux indicateurs devront porter sur une meilleure caractérisation des délais de traitement, une meilleure appréciation des charges de travail et de la productivité. Il s'agira également de développer une expertise sur l'impact du développement de l'administration électronique comme sur celui de la mutualisation.

Les premiers travaux conduits relatifs à la maîtrise des risques appellent des investigations plus importantes. Il s'agit tout d'abord d'enrichir l'analyse des indus et rappels par une remontée de données plus complète : compléter la connaissance du profil des débiteurs à partir des fichiers statistiques d'une part et collecter l'information relative aux motifs d'indus par la voie la plus opérationnelle d'autre part. L'exploitation de ces données devra en outre permettre de fournir une assistance à l'évaluation des impacts réels des opérations de contrôle. La Dser participera également au groupe de travail en charge de la généralisation de l'outil datamining. Des travaux seront enfin conduits pour contribuer, par la construction d'un échantillon et l'exploitation des résultats obtenus des contrôles effectués, à l'estimation de la fraude sur le champ des prestations servies par les Caf.

(iv) Évaluer les politiques : la très forte demande d'évaluation porte à la fois sur les évaluations ex-ante (travaux de simulation) et ex-post (évaluations a posteriori). Pour y répondre, il est nécessaire de disposer de moyens et d'outils adaptés : des agents qualifiés, un budget pour financer des travaux, et notamment des enquêtes, des données statistiques complètes et détaillées, un modèle de micro-simulation, un échantillon allocataire. Le besoin se fait de plus en plus sentir d'un suivi longitudinal des allocataires, qui nécessite la construction d'un panel. Sous réserves de moyens adéquats¹, cela devrait être un objectif de faire aboutir ce projet au cours de la COG 2009-2012. Plusieurs évaluations ex-post ont débuté les années précédentes et vont se poursuivre, car elles sont pluriannuelles ou répétées dans le temps. Parmi celles-ci, on peut citer :

- Revenu de Solidarité Active (cf plus haut).
- Offre de service petite enfance : le protocole d'évaluation accompagne durant 3 ans l'expérimentation ; les premières années permettront d'observer la mise en œuvre et la satisfaction des parents vis-à-vis du service proposé, la troisième année devrait permettre d'observer l'effet de ces expérimentations sur la structuration de l'offre et de la demande.
- Lieux d'accueil parents enfants : clôture d'un programme d'évaluation comprenant un volet de bilan des structures et un volet sur la satisfaction des familles.
- Médiation familiale : poursuite d'une opération récurrente, avec une ouverture possible aux services de médiation externes aux Caf.

Enfin plusieurs nouvelles opérations sont programmées pour 2009 :

- Logement : fonctionnement des commissions Dalo et place des Caf.
- Subsidiarité Api / Asf : effets pour les bénéficiaires.
- Enquête sur les bénéficiaires d'action sociale : usage des différentes modalités d'intervention : il s'agit ici d'aborder l'action sociale dans sa globalité, pour comprendre comment les différentes modalités d'intervention (services, accompagnement, coups de pouces financiers...) soutenant les ménages dans leur parcours.

(v) Enrichir les travaux thématiques et de veille sur la politique sociale et familiale : parmi les travaux d'ores et déjà engagés, on peut citer :

- Décentralisation : lancement d'une recherche visant à appréhender les stratégies des Conseils Généraux en matière d'action sociale. Après une recherche bibliographique, des monographies couvriront 4 départements ;
- Petite enfance : plusieurs travaux sont en cours sur ce champ : exploitation des résultats de l'enquête mode de garde (2007), comparaisons internationales (France-Québec, comparaison dans 4 pays européens des modalités de prise en charge de la petite enfance), métiers de la petite enfance ;
- Pauvreté / précarité : exploitations des données des Caf par Zus, poursuite du groupe de travail « bas revenus » pour analyser les différentes sources et indicateurs de pauvreté.

De nouvelles études sont par ailleurs prévues, tenant compte des demandes formulées :

- Petite enfance : poursuite des réflexions sur les professionnels par l'analyse des conditions de travail des assistantes maternelles, conciliation vie familiale / vie professionnelle des populations précaires, étude sur de l'insertion professionnelle après un arrêt d'activité suite à la naissance d'un enfant, analyse des motivations de l'arrêt d'activité.
- Logement : le logement des jeunes : analyse de la décohabitation ; focus particulier sur le logement intergénérationnel.

¹ Recrutement sur un poste reconfiguré à la suite d'un départ d'un agent de la DSER en retraite à la fin 2008 pour le consacrer à la construction d'un panel d'allocataires : outil jugé prioritaire pour l'évaluation des politiques par les administrations de tutelles.

- Familles : étude sur les fratries et parcours sociaux, enquête auprès des jeunes, étude sur des aménagements possibles des prestations d'entretien et leur lien avec le mécanisme du quotient familial, les transferts publics sur cycle de vie.
- Pauvreté / précarité : analyse avec Myriade du lien entre travailleurs pauvres et la redistribution opérée par le système socio-fiscal, étude des difficultés en termes de conciliation des populations précaires.

(vi) Assurer une plus grande valorisation de nos travaux : la Dser diffuse les informations dont elle dispose en interne, ainsi qu'auprès des partenaires par exemple via des conventions. Elle poursuit l'objectif d'enrichir les données à disposition sur le site internet (séries longues, données trimestrielles sur les minima sociaux, les contrats aidés, cartes...) et d'améliorer, avec la contribution indispensable du service informatique, l'ergonomie du site.

Les demandes vont croissantes pour répondre aux besoins de la politique de la ville d'une part et des collectivités locales d'autre part : la branche Famille dispose de fait d'un patrimoine de données des plus riches et d'excellente qualité sur le champ social. Cependant les Caf ne sont pas « armées » pour répondre à plusieurs des demandes : il s'agit donc pour la Dser de proposer une offre nationale qui couvre des territoires infra-départementaux, tout comme de poursuivre l'œuvre de collecte et remontée de données sur des territoires à politiques ciblées, comme par exemple les zones urbaines sensibles.

La richesse des données produites et du champ couvert a également conduit à développer les échanges avec l'INSEE pour enrichir leurs enquêtes de données sociales. A moyen terme, l'Insee exprime d'ailleurs le souhait d'apparier l'exhaustif des données fiscales avec l'exhaustif des données des caisses.

La Dser enfin valorise et met à disposition du grand public les résultats de ses travaux, via les Dossiers d'Etude, l'E-ssentiel, Politiques Sociales et Familiales (ex Recherches et Prévisions), Informations Sociales. Elle met également à disposition du public de nombreux tableaux statistiques via les fascicules statistiques ou la brochure. L'année 2009 poursuivra des opérations comme celle déjà initiées en 2008 visant à accroître la notoriété de la branche et de ses travaux en organisant des colloques, points presse et séminaires à l'occasion de la parution de quelques publications.

2.Travaux nouveaux pour 2010

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Rien de programmé à ce jour pour 2010.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE pour l'enrichissement de l'enquête de revenus fiscaux avec les données des Caf.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2010

3.Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|--|--|--------------------------|---|
| <i>Fichier des allocataires :</i> . Bénéficiaires des prestations légales . Bénéficiaires du RMI . Bénéficiaires des prestations logement | Département des Statistiques, des Prévisions et des Analyses | | Mars/Juin/septembre/décembre |
| <i>Bénéficiaires de l'aide au foyer</i> | idem | | Décembre Enquête interne auprès des travailleurs sociaux des CAF |
| <i>Fichiers de paye</i> | idem | | Décembre |
| <i>Statistiques financières d'action sociale</i> | idem | | Décembre |
| <i>Échantillon national des allocataires</i> | idem | | Annuel |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1 Aspects « régionaux et locaux »

cf point vi exposé de synthèse

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

5.3 Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

cf point iv exposé de synthèse

5.4 Aspects « européens »

Néant

6. Diffusion des travaux

Revues à paraître au cours de 2010

- La brochure statistique
 - . Les Prestations Familiales – Année 2009
- Les fascicules - Tous les fascicules à paraître sont accessibles sur cnaf.fr
 - . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2009
 - . L'Aide au Foyer – Année 2009
 - . L'Action sociale – Année 2009
- Les dossiers d'études - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr
Les thèmes des dossiers d'études pour 2010 ne sont pas arrêtés à ce jour.
- La Revue "Informations Sociales" - 6 numéros à paraître dans l'année - sommaires disponibles sur le site cnaf.fr
Attention, les thèmes proposés ci-dessous ne seront pas forcément diffusés dans cet ordre
 - . Concevoir une politique sociale
 - . Le point de vue des usagers du service public
 - . L'enfant au cœur des politiques sociales
 - . Politiques familiales et sociales au Royaume Uni
 - . Les politiques de prévention
 - . Décentralisation et action sociale
- La Revue "Politiques sociales et familiales" - 4 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr
Cette revue était précédemment appelée « Recherches et Prévisions »
Attention, les thèmes proposés ci-dessous ne seront pas forcément diffusés dans cet ordre
 - . Fécondité et politiques publiques
 - . Numéro mixte
 - . Dispositifs publics et construction de la jeunesse
 - . Numéro mixte
- L'essentiel - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr
Le programme définitif des bulletins n'est pas arrêté pour 2010, mise à part les quatre numéros sur la conjoncture.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|------------|-------|-----------|--------------|-------|
| | | | | |
| | | | | |

Annexe - Liste des publications diffusées en 2008 et 2009

La brochure statistique

2008

- . Les Prestations Familiales – Année 2007

2009

- . Les Prestations Familiales – Année 2008

Les fascicules - Tous les fascicules à paraître sont accessibles sur cnaf.fr

2008

- . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2007
- . L'Aide au Foyer – Année 2007
- . L'Action sociale – Année 2007

2009

- . Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2008
- . L'Aide au Foyer – Année 2008
- . L'Action sociale – Année 2008

Les dossiers d'études - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr

2008

- . Prospective
- . Se faire parents à l'hôpital, interactions et co-élaboration des normes de parentalité dans un service de suivi des grossesses à haut risque
- . Socialisation familiale, délinquance et justice pénale
- . Presse enfantine
- . Exploitations complémentaires de l'enquête de satisfaction des allocataires
- . Comparaisons européennes des aides aux familles
- . Bas revenus – refonte de l'indicateur
- . L'évaluation politique enfance jeunesse
- . Les relais assistantes maternelles
- . Typologie des Caf
- . Résidence alternée
- . Sondages

2009

- . Comparaison aides aux familles
- . Contrats enfance jeunesse
- . Séminaire des chargés d'études
- . Évaluation Rsa
- . Typologie des Caf ou travail social
- . Conciliation comparaison quatre pays
- . Prix jeunes chercheurs
- . Prix jeunes chercheurs
- . Aides financières individuelles
- . Enquête sociale européenne
- . Les professionnels des EAJE
- . Sondages

La Revue "Informations Sociales" - 6 numéros à paraître dans l'année - sommaires disponibles sur le site cnaf.fr

2008

- . Les individus et leur appartenance
- . L'adoption, nouveaux enjeux
- . Le travail en réseau

- . Politiques de lutte contre les discriminations
- . Transformation des rôles familiaux
- . Évaluation des politiques sociales et familiales

2009

- . Femmes et pouvoir en Europe
- . Les nouveaux enjeux du travail social
- . Les temps sociaux
- . L'éducation parentale
- . Un logement à quel prix ?
- . Parcours de vie

La Revue "Politiques sociales et familiales" - 4 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr

Cette revue était précédemment appelée « Recherches et Prévisions »

2008

- . Minima sociaux : logiques assistantielles et diversité des publics
- . Conciliation vie professionnelle/vie familiale : le rôle des entreprises
- . Numéro mixte
- . Accès et maintien dans le logement

2009

- . Numéro mixte
- . Nouvelles conjugalités
- . Numéro mixte
- . Famille et pauvreté

L'e-ssentiel -12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site cnaf.fr

2008

- . Les aides au logement
- . Les bénéficiaires de l'Aah
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 décembre 2007
- . État des lieux sur le travail social
- . Les bénéficiaires de prestations familiales
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 mars 2008
- . Bas revenus
- . Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 juin 2008
- . Partage des Allocations familiales ou Résidence alternée
- . Le relogement
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 septembre 2008

2009 - 13 numéros à paraître en 2009

- . Contrats enfance et jeunesse
- . Satisfaction des parents par rapport aux modes de garde
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 décembre 2008
- . Expérimentation Rsa et accompagnement social
- . Les assistantes maternelles
- . Les bénéficiaires de prestations familiales en 2008
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 31 mars 2009
- . Les zones urbaines sensibles
- . L'assurance vieillesse des parents au foyer
- . Le nombre d'allocataires du Rmi au 30 juin 2009
- . Les aides financières individuelles
- . Les établissements d'accueil du jeune enfant
- . La montée en charge du Rsa

Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)
Direction de la Stratégie, des Études et des Statistiques (DSES)

Programme non disponible

**Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)
Direction des risques professionnels (DRP)**

Programme non disponible

Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav)

1. Exposé de synthèse

L'Assurance retraite est confrontée à d'importants enjeux, et ce dans un contexte économique difficile, tels que le nécessaire maintien de la solidarité intergénérationnelle et le souci des assurés de pouvoir bénéficier au moment de la retraite d'un niveau de vie suffisant, alors que se pose la question récurrente des voies et moyens pour assurer l'équilibre financier du régime.

Les projets statistiques de la CNAV rentrent dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) passée entre l'État et la CNAV. Une COG vient d'être signée pour la période 2009-2013. Cadre de référence pour l'activité de la branche retraite pour les cinq prochaines années, elle s'intègre naturellement dans le processus permanent de réflexion et d'action dans le domaine de la retraite. Une rubrique spécifique détaille les objectifs statistiques ayant pour vocation d' « éclairer et favoriser la prise de décision du Conseil d'administration de la CNAV et de la puissance publique grâce aux outils de suivi, aux modèles statistiques et actuariels mis à disposition par l'Assurance retraite et grâce aux études et recherches ». Dans cet axe s'inscrit l'amélioration de la capacité d'expertise de la CNAV afin d'assurer le suivi et l'impact des réformes et de préparer les rendez-vous désormais réguliers sur le sujet des retraites.

Par rapport à la précédente COG, celle couvrant la période 2009-2013 prévoit les développements particuliers suivants.

Dans le domaine de la production d'information statistique, le système d'information sera enrichi pour prendre en compte les évolutions de la réglementation. La plupart des remontées statistiques sont trimestrielles ou mensuelles, permettant le suivi de la montée en charge des mesures, tant sur le plan de la population concernée et des dépenses que sur le plan de la gestion. Un système de données conjoncturelles a ainsi été mis en place.

Un échantillon au 1/20^{ème} des assurés et retraités des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC² et SNSP est tiré tous les deux ans (2004, 2006 et 2008), servant de base aux outils d'évaluation et de simulations sur la retraite de changements de législation et des études de modélisation et de projection des charges du Régime Général. « PRISME »³, reposant sur cet échantillon continuera d'être développé et enrichi, comme les autres outils de simulations tels que ceux utilisés pour les adossements de régimes.

En matière d'études les principaux sujets traités viseront à :

- Analyser le comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) et études sur l'emploi des seniors,
- étudier l'évolution du régime général et des systèmes de retraite : étudier l'articulation des logiques de contributivité et de solidarité au sein du régime général, analyser l'évolution projetée des taux de remplacement, et des minima de pensions (minimum contributif, minimum vieillesse) au régime général au regard du risque de pauvreté,
- ...

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête sur le comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants. Cette opération sera menée en partenariat avec la Direction de la Sécurité sociale, le COR, la DREES, la DARES, la DGTPE, l'INSEE et la CNAV.

² Systèmes Nationaux de Gestion : Identification, Dossiers, Carrières.

³ PRISME : Modèle de « Projections sur les Retraites : Simulations, modélisation, Evaluation ».

L'enquête a pour objectif d'identifier les motivations de départ en retraite des assurés (d'ordre financier, liées à leur état de santé, à la situation du conjoint, ...). Le recours, ou non, aux dispositifs incitatifs à la prolongation d'activité (surcote, cumul emploi-retraite) sera observé.

L'échantillon sera composé d'assurés ayant liquidé leur droit au régime général depuis moins d'un an.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Le Système National Statistique Prestataires sera enrichi pour suivre les effets des mesures décidées dans le cadre du rendez-vous 2008 sur les retraites.

Le suivi du cumul-emploi retraite sera effectué pour 2008, à partir des données de retraités et de carrière.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|
| Enquêtes | | | |
| | | | |
| Exploitation de fichiers administratifs | | | |
| Bases de gestions des retraités (Système National Statistiques Prestataires) | Dir. Stat. Et Prospective | | Fréquence trimestrielle |
| Échantillon au 1/20 ^{ème} (Système National Statistiques Prestataires + fichiers de carrières) | Dir. Stat. Et Prospective | | Mise à jour biennale |
| Fichiers comptables | Dir. Stat. Et Prospective | | Fréquence mensuelle (suivi des dépenses et des prévisions) |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La CNAV utilise exclusivement ses données informatisées de gestion (dossiers de demandes de retraite, fichiers de prestataires, de carrières, de paiement, etc.) et les enquêtes statistiques existantes.

Les seules données statistiques collectées manuellement auprès des services des CRAM concernent les versements pour la retraite.

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La mise à disposition des fichiers SNSP sur les retraités en stock et résidents par région permet aux statisticiens des CRAM de tirer les informations détaillées à des niveaux géographiques fins.

La création d'un Infocentre sur le SNSP en stock et en flux permet désormais de répondre aux différentes demandes par des "requêtes d'entreprises" partagées par l'ensemble des organismes (CNAV, CRAM).

Les études par régions de Sécurité Sociale seront également alimentées par les Échantillons Inter-régimes de Retraités et les Échantillons Inter-régimes de Cotisants.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

La CNAV développe des études afin d'améliorer la compréhension des évolutions affectant le système de retraite. Dans cette optique, une attention forte sera accordée aux thématiques en lien avec le taux d'activité des seniors, les travaux du Conseil d'Orientation des Retraites sur une évolution du système de retraite et les problématiques d'adossement. Pour mieux comprendre les

besoins des nouvelles générations de retraités, qui sont les générations nombreuses du baby-boom, la CNAV conduira également des recherches sur les fins de carrière et le passage à la retraite, les conditions de vie des retraités, ainsi que sur les questions spécifiques concernant les publics fragilisés.

1) Analyse du comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) et études sur l'emploi des seniors

Cet élément s'inscrit dans la démarche d'ensemble portée par la CNAV : promouvoir le maintien dans l'emploi des seniors.

Des travaux spécifiques seront également effectués concernant les dispositifs visant à la prolongation d'activité :

- la surcote,
- sur le cumul emploi-retraite,
- sur la retraite progressive,

2) Études sur l'évolution du régime général et des systèmes de retraite

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 prévoit qu'avant le 1^{er} février 2010, le Conseil d'orientation des retraites remettra aux commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat un rapport sur les modalités techniques de remplacement du calcul actuel des pensions personnelles par les régimes de base d'assurance vieillesse légalement obligatoires, soit par un régime par points, soit par un régime de comptes notionnels de retraite fonctionnant l'un comme l'autre par répartition. Dans ce cadre, la CNAV contribuera aux travaux demandés par le Conseil d'Orientation des Retraites.

3) Études menées sur l'articulation des logiques de contributivité et de solidarité au sein du régime général.

- Analyse de l'évolution projetée des taux de remplacement, et des minima de pensions (minimum contributif, minimum vieillesse) au régime général au regard du risque de pauvreté
- Analyse des trajectoires féminines et projections. Comparaison avec les trajectoires des hommes
- Études sur l'inaptitude et l'invalidité (au régime « vieillesse » du régime général.

5.4. Aspects «européens »

Les statistiques annuelles des paiements émis à l'étranger dans le cadre de l'union européenne et des conventions internationales sont établies en lien avec le CLEISS.

Les données sur les effectifs de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre et sur les nés à l'étranger seront produites.

6. Diffusion des travaux

Parallèlement aux publications statistiques et à la publication de la revue « Retraite et société », en 2010, la CNAV consolidera le développement récent de ses nouveaux supports de diffusion :

- [Cadr@ge](#), publication électronique trimestrielle,
- « Les Cahiers de la CNAV », revue permettant de diffuser les études, les recherches, les travaux méthodologiques de la CNAV.

Un séminaire, « Les Mardis matins de la CNAV » de présentations des travaux d'études et de recherche également a été mis en place en 2008 pour la valorisation les travaux d'analyse et d'études.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|---------------------------------|--|--------------------------------------|--------------|-------|
| Enquête sur les choix de départ | COR, DREES, CNAV, Dir. Sécurité Sociale, DARES, INSEE, | Enquête réalisée fin 2009-début 2010 | | |
| Suivi du cumul emploi-retraite | CNAV | Premiers résultats fin 2009 | | |

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

- Le recueil statistique 2007 est paru en novembre 2008 avec un CD ROM permettant l'accès direct aux données.
- L'abrégé statistique 2007 est paru en novembre 2008.
- **Circulaires de résultats pour 2008, parues en 2008**

| Numéro | Date circulaire | Objet |
|---------|-----------------|---|
| 2007-36 | 04/05 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours du 1 ^{er} trimestre 2007 et bilan depuis l'origine de la mesure |
| 2007-37 | 04/05 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - FLUX Attributions des premières demandes au cours du 1 ^{er} trimestre 2007 – Premiers résultats |
| 2007-38 | 04/05 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 31 mars 2007 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats |
| 2007-52 | 17/07 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours du 2 ^{ème} trimestre 2007 et bilan depuis l'origine de la mesure |
| 2007-53 | 17/07 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - FLUX Attributions des premières demandes au cours du 2 ^{ème} trimestre 2007 – Premiers résultats |
| 2007-54 | 17/07 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 30 juin 2007 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats |
| 2007-56 | 03/08 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse Retraités au 30 juin 2007 selon la catégorie de prestation et le montant mensuel |
| 2007-65 | 22/10 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours du 3 ^{ème} trimestre 2007 et bilan depuis l'origine de la mesure |
| 2007-66 | 22/10 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - FLUX Attributions des premières demandes au cours du 3 ^{ème} trimestre 2007 – Premiers résultats |
| 2007-67 | 22/10 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 30 septembre 2007 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats |

| Numéro | Date circulaire | Objet |
|---------|-----------------|--|
| 2008-5 | 24/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours de l'année 2007 et bilan depuis l'origine de la mesure |
| 2008-6 | 24/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - Attributions des premières demandes au cours de l'année 2007 – Premiers résultats |
| 2008-7 | 24/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 31 décembre 2007 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats |
| 2008-10 | 11/02 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS – EFFECTIFS, MONTANTS et ÉLÉMENTS DE CALCUL Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours de l'année 2007 |
| 2008-11 | 11/02 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse Retraités au 31 décembre 2007 – Pyramide des âges - France Métropole |
| 2008-15 | 26/02 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - Retraités au 31 décembre 2007 selon la catégorie de prestation et le montant mensuel |

Circulaires de résultats pour 2008, parues en 2009

| Numéro | Date circulaire | Objet |
|---------|-----------------|---|
| 2009-4 | 22/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse Flux des départs avant 60 ans - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" en 2008 et bilan depuis l'origine de la mesure |
| 2009-5 | 22/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 31 décembre 2008 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats |
| 2009-6 | 22/01 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse - FLUX Attributions des premières demandes en 2008 – Premiers résultats |
| 2009-18 | 17/02 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse Retraités au 31 décembre 2008 – Pyramide des âges - Métropole |
| 2009-19 | 17/02 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse Flux des départs avant 60 ans – effectifs, montants et éléments de calcul Attrib. des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" en 2008 |
| 2009-24 | 06/03 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse – Métropole et DOM Compléments de retraite – Prélèvements sur les retraites- 31 décembre 2008 |
| 2009-26 | 19/03 | Résultats statistiques – Assurance vieillesse – Régime Général Retraités au 31 décembre 2008 selon la catégorie de prestation et le montant mensuel |

- **Les bilans statistiques parus en 2008/2009**

- Bilans de l'assurance veuvage : 2007
- Tableau récapitulatif des attributions de 1963 à 2008
- Bilans sur la retraite progressive : 2007, 2008
- Bilans sur la MFE (majoration forfaitaire pour enfant) : 2007, 2008
- Les prestations portées au minimum, France entière au 31/12/2007
- Bilans ARA (Aide au Retour à l'Emploi – DOM) : 2007
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/12/2007)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (31/03/2008)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/06/2008)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (30/09/2008)
- Pyramide des âges et décomposition du montant global du stock (31/12/2008)
- Bénéficiaires de la surcote : 2007, 2008
- Bilan sur les VPLR (Versements Pour la Retraite), 2007, 2008
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2007 par âges – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours du 1^{er} trimestre 2008 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours du 1^{er} semestre 2008 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2008 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2008 – premiers et deuxièmes droits – Total France

- **Études parues en 2008/2009**

• ***Parue dans Retraite et Société n° 53***

- Avantages familiaux : un apport essentiel à la pension des femmes - Faits & chiffres (Bertrand COUSIN)

• ***Parue dans Retraite et Société n° 54***

- *Surcote : les raisons d'un échec relatif*
(Christophe ALBERT, Nathanaël GRAVE, Jean-Baptiste OLIVEAU)
Les effets de la réforme du minimum contributif en 2003 : limités et éphémères
(Catherine BAC, Isabelle BRIDENNE, Julie COUHIN)
Les effets de la réforme de 1993 sur les pensions versées par le régime général
(Isabelle BRIDENNE, Cécile BROSSARD)
2004 à 2006, trois ans de retraite anticipée au régime général
(Christophe ALBERT)
Choisir l'âge de sa retraite : un arbitrage lié aux contextes économiques et professionnels
(Sabrina AOUCI, Séverine CARILLON, Corinne METTE)

• ***Parue dans Retraite et Société n° 56***

- *Évolution de la pauvreté des personnes âgées et minimum vieillesse*
(Nathalie AUGRIS, Catherine BAC)
- *Niveau des pensions et part du régime général (Faits & Chiffres)*
(Corinne METTE)
- *Indexation des pensions du régime général (Regards sur le droit)*
(Isabelle BRIDENNE, Cécile BROSSARD, Sylvie CHASLOT-ROBINET)

• ***Réunions plénières du Conseil d'Orientation des retraites – 2008/2009***

23 janvier 2008

- « Bilan des Versements Pour La Retraite au 30 septembre 2007 » (Manon MAZINGUE)

- « Note exploratoire sur l'impact financier pour le régime général des barèmes VPLR » (Vincent LELIEUR, Michel GLEIZES)
- « Régularisation de cotisations arriérées » (Émilie GAUTRON)

13 février 2008

- « Évaluation de la masse annuelle de retraites versée par le régime général au titre de la majoration de durée d'assurance pour enfant (MDA) » (Catherine BAC)
- « Évaluation du montant de la pension de droit propre versé au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF) au stock de retraités du Régime Général au 31/12/2004 » (Catherine BAC et Armelle PARISOT)
- « Masses globales attribuées en 2004 par le régime général au titre de la bonification de pension » (Isabelle BRIDENNE)
- « Avantages familiaux : un apport essentiel dans la pension des femmes » (Bertrand COUSIN)
- « Évaluation de l'effet des trimestres de majoration de durée d'assurance pour enfant (MDA) sur les montants individuels de pension » (Bertrand COUSIN et Catherine BAC)
- « Les effets de la neutralisation de l'Assurance Vieillesse des Parents au Foyer sur les montants individuels de pensions du Régime Général » (Bertrand COUSIN)

18 juin 2008

- « Description des trajectoires professionnelles des seniors à partir des données de carrière Cnav » (Cécile BROSSARD)

9 juillet 2008

- « Bilan assurance veuvage (1981 à 2007) » (Georges-Michel LESTRADE-CARBONNEL, Isabelle BRIDENNE)
- « Les attributions de droits dérivés au cours de l'année 2007 - Premiers et deuxièmes droits - Total France » (Christine BELLAVOINE-GAESSLER)
- « Présentation de la législation réversion » (Isabelle BRIDENNE)
- « Point sur la réforme de la réversion » (Isabelle BRIDENNE)

24 septembre 2008

- « Rappel sur l'historique des droits familiaux au régime général » (Catherine BAC)
- « La majoration de durée d'assurance en projection » (Bertrand COUSIN)
- « L'assurance vieillesse des parents au foyer en projection » (Bertrand COUSIN)

• **Économie et prévision 2007-4/5 - 180-181 - (paru en 2008)**

- « Profils types des salariés du secteur privé : approche par une classification des carrières » (Karine BRIARD)

• **Recherche et Prévision - (paru en 2008)**

- " Les bénéficiaires du minimum vieillesse au régime général " (Catherine BAC)

• **Association d'économie sociale septembre 2008** – actes de colloque et présentation (paru en septembre 2008)

- « L'incidence de la réforme 1993 sur les pensions versées par le régime général » (Isabelle BRIDENNE et Cécile BROSSARD)
- « Les droits familiaux en matière de retraite au régime général » (Bertrand COUSIN et Catherine BAC)

• **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 2** (paru en mars 2008)

- « Les motivations de départ en retraite » (Caroline Berteau-Rapin et Corinne Mette)

• **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 3** (paru en juin 2008)

- « L'apport du minimum contributif : entre redistribution et contributivité » (Catherine Bac et Julie Couhin)

• **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 4** (paru en septembre 2008)

- « L'emploi en fin de carrière : illustration avec la génération 1941 » (Cécile Brossard)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 5** (paru en décembre 2008)
 - « Les versements pour la retraite : un dispositif séduisant une minorité d'assurés » (Manon Mazingue)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 6** (paru en mars 2009)
 - « Vieillir loin de ses racines - Le choix irrésolu des immigrés résidant en foyer » (Rémi Gallou)
- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 7** (paru en juin 2009)
 - « Historique des modalités de départ à la retraite » (Alessandra Di Porto)
- **Les cahiers de la CNAV – Numéro 1** (paru en mai 2008)
 - « Les motivations de départ à la retraite » Sabrina Aouici, Séverine Carillon, Corinne Mette
- **A paraître en 2009**
 - **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 8** (à paraître en septembre 2009)
 - Les fins de carrière et la gestion des âges en entreprise bancaire
 - **Les cahiers de la CNAV - Numéro 2**
 - «Prisme – présentation du modèle de microsimulation de la CNAV »,
 - Retraite et Société n° 58 (à paraître en 2009)
 - *Evolution récente des âges de départ en retraite*
 - (Samia BENALLAH, Corinne METTE)
- **Conférence générale de l'association internationale de microsimulation** : juin 2009 à Ottawa au Canada.
 - Présentation de Prisme, le modèle de microsimulation de la CNAV
 - (Christophe ALBERT, Caroline BERTEAU-RAPIN, Julie COUHIN).

Institut national des hautes études de sécurité Observatoire national de la délinquance - OND

1. Exposé de synthèse

L'observatoire national de la délinquance (OND) est un département de l'institut national des hautes études de sécurité (INHES), établissement public administratif, sous tutelle du ministère de l'Intérieur. En 2010, selon les projets actuellement en cours d'élaboration, tant l'INHES que l'OND pourraient connaître une évolution très significative de leur organisation. Il est envisagé d'élargir aux questions pénales le domaine d'étude de l'INHES qui deviendrait alors un établissement public interministériel placé sous la tutelle du premier ministre. L'OND pourrait donc voir son champ d'analyse statistique étendue aux données sur les suites pénales des crimes et délits portés à la connaissance de la police, de la gendarmerie et désormais de la Justice. Ce processus d'évolution de l'INHES et de l'OND se traduirait notamment par un changement de nom et par un déménagement de locaux.

On rappelle que selon le décret actuellement en vigueur, datant du 29 juillet 2004, et jusqu'à l'éventuelle entrée en vigueur d'un nouveau texte, les missions de l'observatoire national de la délinquance sont les suivantes :

1. Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement des faits ou des situations d'atteintes aux personnes ou aux biens ;
2. Exploiter les données recueillies en procédant notamment aux analyses globales ou spécifiques de la délinquance ;
3. Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux ministres intéressés et aux partenaires de l'observatoire ;
4. Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données ;
5. Faciliter les échanges avec d'autres observatoires, en particulier l'Observatoire des zones urbaines sensibles ;
6. Animer un réseau de correspondants ;
7. Organiser la communication au public de ces données.

Le programme de travail de l'OND est déterminé par son conseil d'orientation, structure indépendante composée de près de 30 membres (élus, représentants de l'administration ou du secteur privé, de chercheurs et d'universitaires) qui a été renouvelée à l'été 2008.

Lors de chaque rapport annuel, le conseil d'orientation émet en particulier des préconisations que l'OND met en œuvre, sous réserve de faisabilité. Par la suite, les travaux statistiques conduits par l'OND sont présentés au conseil d'orientation pour validation avant leur publication.

Depuis 2007, le calendrier des travaux de l'OND s'articule autour de deux temps forts : la publication du bilan annuel au mois de janvier et la publication du rapport annuel au mois de novembre. Les nouveaux travaux peuvent être publiés soit sous forme d'articles appelés « grand angle », soit dans le rapport annuel. Les mises à jour de données déjà diffusées s'effectuent dans des articles de type « repères » ou dans des fiches thématiques du rapport annuel.

Si le recrutement de personnel statisticien se déroule en 2009 comme l'OND le souhaite, l'année 2010 pourrait être une année d'intensification des travaux d'étude sur l'enquête « Cadre de vie et sécurité ». Cette enquête annuelle de victimation fait déjà l'objet dans les rapports annuels de l'OND d'article sur l'évolution du nombre d'atteintes déclarées par les personnes interrogées et sur le profil des victimes, avec une attention majeure portée aux questions de violences physiques.

En 2009, ce travail a d'ores et déjà été complété d'un article sur les taux d'atteintes aux biens des ménages à l'échelle de grands regroupements régionaux en comparaison des faits constatés par la police et la gendarmerie (voir « *Victimation et délinquance enregistrées dans huit grands ensembles régionaux - Géographie comparée des vols liés aux véhicules et des vols dans les résidences des*

ménages » dans les « cahiers de la sécurité » de l'INHES, n°8 mai 2009) et sera suivi par un « Grand angle » sur la victimation et le sentiment d'insécurité dans les transports en commun. L'OND aimerait poursuivre en 2010 à la fois l'analyse locale des statistiques extraites de l'enquête de victimation, grâce aux 3 enquêtes annuelles consécutives qui seront alors disponibles, et l'étude comparée de la victimation et du sentiment d'insécurité mais cette fois de façon plus générale et pas uniquement dans les transports en commun.

Toujours si les conditions matérielles le permettent, 2010 pourrait être la première année de réalisation d'une enquête de victimation en milieu scolaire. Ce projet, qui trouve son origine dans une préconisation du conseil d'orientation de l'OND, est en cours de conception au ministère de l'éducation nationale. L'OND participe activement à cette phase et pourrait, si l'enquête se réalise, assurer une partie de l'exploitation des données sur la victimation à l'école.

En matière de délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie, une évolution majeure, longtemps repoussée, est attendue pour 2010. Il s'agit de l'entrée en service de nouvelles bases de données sur les faits constatés. Le jour où l'OND ne recevra plus sur les faits constatés de crimes et délits un tableau figé, appelé « état 4001 », composé de compteurs d'infractions comptabilisées selon leur lieu et leur date d'enregistrement, mais une base de données où chaque fait formera une ligne et sera accompagné d'informations sur leur déroulement (date et lieu de commission), leur victime et éventuellement leur mis en cause, les possibilités d'étude statistiques seront bouleversées.

La conjonction de la mise à disposition de données de délinquance constatée située selon leur lieu de commission et des statistiques détaillées de l'INSEE extraites du recensement ouvrirait de vastes champs d'étude et d'analyse. L'OND souhaite notamment se rapprocher de l'INSEE à propos des concepts de « bassins de délinquance » ou de « population présente ».

En attendant cette perspective, l'OND poursuit sa politique active de recherche d'informations qualitatives sur les faits constatés. Il s'agit de collecter de l'information soit à partir des bases de données opérationnelles de la police et de la gendarmerie (outil de rapprochement judiciaire très riches mais qui exigent un travail complexe pour les services informatiques des administrations afin d'en extraire des statistiques), soit à partir d'échantillon de procédures dont l'accès a été demandé au Procureur de la République. Des études sur les homicides, les violences sexuelles ou encore les violences intra familiales sont en cours de développement et pourraient aboutir ou avoir des prolongements en 2010.

Chaque point de programmation évoqué s'inscrit dans le cadre d'un, voire de plusieurs éléments du programme de moyen terme de l'OND. Leur réalisation en 2010 et *a fortiori* sur la période 2009-2013 est en grande partie conditionnée par un contexte matériel que l'OND ne maîtrise pas. La réalisation du programme dans sa forme la plus ambitieuse est en tout cas envisageable aujourd'hui.

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'enquête « cadre de vie et sécurité » 2010 pourrait au terme de test en cours se voir complété de questions de victimations sur les usages frauduleux de cartes bancaires, d'une question d'opinion sur la police et la gendarmerie et d'un module de victimation complet sur les menaces au sein du ménage.

L'OND est associé à l'enquête de victimation en milieu scolaire qui est aussi en phase de test. Il est prévu d'interroger environ 18 000 élèves et les personnels d'un échantillon national de 300 collèges sur les atteintes personnelles dont ils auraient pu avoir été les victimes au cours de l'année scolaire en cours (interrogation en fin de deuxième trimestre) et sur les opinions sur la sécurité et le climat scolaire dans leur établissement. L'enquête fournira uniquement des indicateurs valables à l'échelle nationale.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Si les nouvelles bases de données de la police et de la gendarmerie sur les faits constatés, voire de la Justice sur les affaires orientées par les Parquets, sont en service en 2010, l'OND aura comme première tâche de définir des modalités d'extractions de statistiques. Il devra déterminer si les nouveaux outils créent ou non une rupture de série dans la collecte d'information afin de savoir si les statistiques qui existent aujourd'hui pourront être comparées à celles à venir.

Une étude de faisabilité est en cours actuellement sur l'extraction de données sur les déclarations d'usager à la main courante. Il s'agit de savoir quels types d'incidents font l'objet d'une déclaration et si par la suite, il arrive que l'usager décide de porter plainte pour le même fait, ou pour la répétition d'un fait similaire à celui à l'origine de sa première déclaration. Si l'étude est autorisée par la CNIL, l'OND pourra en 2010 apporter des informations qualitatives sur le processus de déclaration des faits à la police et à la gendarmerie sous forme de main courante, de plainte, voire des deux. L'enquête de victimation apportera des données de cadrage utiles en cette matière.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

L'élargissement des compétences de l'OND, si elle devait avoir lieu en 2010, conduirait l'observatoire à se réorganiser afin d'intégrer dans son programme de travail des statistiques sur la réponse pénale qui sont actuellement traitées par le ministère de la Justice. Cela pourrait faire l'objet d'une présentation devant le CNIS.

3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Observations |
|--|--|
| Enquêtes | |
| « Cadre de vie et sécurité » | Pierre angulaire du dispositif de mesure de l'évolution des phénomènes de délinquance – Premiers résultats de l'enquête de l'année publiés en novembre dans le rapport annuel dont la date de publication a été modifiée à cet effet |
| | |
| Exploitation de fichiers administratifs | |
| État 4001 | Statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause publiés de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels, les « repères » et les fiches thématiques du rapport annuel. Les études introduisant des indicateurs nouveaux font l'objet d'article de type « Grand angle » |
| Autres données sur la délinquance enregistrée par la police ou la gendarmerie (main courante informatisée, contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale) | Statistiques publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels et les fiches thématiques du rapport annuel |
| Autres travaux répétitifs | |
| Les statistiques sur les atteintes subies par certaines professions ou les infractions collectées par certains organismes | Statistiques publiées dans le rapport annuel (voir sommaire en annexe). Exemples : les douanes, les impôts, les sapeurs pompiers, les entreprises de transports (RATP, SNCF, UTP), la violence en milieu hospitalier ou les faits d'insécurité dans l'habitat social |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Dans le cadre de l'opération « Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence », l'OND pourrait prendre des contacts au sujet d'une enquête de victimation auprès des entreprises.

5. Aspects particuliers du programme 2009

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le site « cartocrime.net » a été lancé fin avril 2009. Sa forme actuelle a vocation à être améliorée, notamment grâce à la possibilité offerte aux internautes de laisser des commentaires sur le site.

L'OND devrait assurer de façon régulière la diffusion de recueil de statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause à l'échelle départementale. Cela exige la conception de nouveaux outils méthodologiques.

De même, une étude sur les faits constatés à Marseille est en cours. Elle s'inscrit dans les travaux cartographiques de l'OND et s'inspirera notamment des études réalisées à Paris à partir des extractions du STIC.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

A la suite d'une préconisation du conseil d'orientation, l'OND a publié dans son rapport annuel 2008, une première étude sur les atteintes à l'environnement. Il entend rechercher auprès d'organismes chargés de la répression de ces atteintes des informations détaillées sur ce type d'infractions.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Les travaux de l'OND peuvent intervenir dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques. L'exploitation du module « Violences intrafamiliales » de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » en est une illustration : la communication institutionnelle autour de ce phénomène social s'appuie notamment sur les premiers résultats de l'enquête et le suivi des effets de la politique de prévention est envisageable grâce à la répétition chaque année de ce module.

De façon plus générale, la volonté de l'OND de définir des processus de mesure rigoureux dans une matière complexe comme la délinquance peut intéresser les organismes qui lui fournissent des statistiques, et en particulier la police et la gendarmerie. La façon dont l'OND présente les statistiques sur les faits constatés et sur les faits élucidés permet de faire évoluer certaines habitudes, même si c'est un processus qui demandera du temps et de la persévérance.

5.4. Aspects « européens »

Depuis 8 mois, l'Observatoire national de la délinquance a été désigné, aux côtés du ministère de la Justice, comme point de contact national auprès de la direction générale « Justice, Liberté, Sécurité » de la Commission européenne dans le cadre de ses travaux sur la collecte, l'analyse et l'harmonisation des statistiques criminelles au sein de l'Union européenne. Cette participation était auparavant assumée par la Direction générale de la police nationale.

Il ressort des premières réunions auxquelles l'OND a été convié que les travaux et réflexions en cours sont nombreux.

La Commission européenne entend tout d'abord travailler au développement d'indicateurs sur le trafic d'êtres humains et le blanchiment. Cet objectif va nécessiter une collaboration avec les services spécialisés de la police judiciaire pour laquelle l'OND a déjà saisi la DGPN dans le cadre d'une réflexion plus large sur la mise en place d'indicateurs propres à la criminalité organisée.

La Commission européenne a missionné une entreprise privée (UNYSIS) en vue de réfléchir à une nomenclature des crimes et délits constatés commune à l'ensemble des États membres de l'Union (dénommée EULOCs). L'OND, avec le ministère de la Justice, a déjà répondu à une première demande d'UNYSIS et une rencontre a été organisée avec des collaborateurs de cette société en décembre 2008. Le travail sur cette nomenclature, beaucoup plus précise que l'état 4001, devrait se poursuivre en 2009 et devrait entraîner nécessairement, à moyen terme, une adaptation, voire une réforme, de l'état 4001.

La Commission européenne, en collaboration avec Eurostat, a lancé le projet de réalisation d'une enquête européenne de victimation (EU CVS). Ce projet, qui est en cours de discussion depuis plusieurs années, devrait être inscrit au programme européen des enquêtes statistiques sociales en 2013. Il nécessite l'attention soutenue de la France compte tenu de l'existence de notre propre enquête nationale de victimation.

La Commission européenne prévoit également la réalisation d'une enquête de victimation en direction des entreprises à l'image de ce qui a été fait en Italie (83 000 entreprises interrogées par voie électronique et 11 000 réponses). La France devra nécessairement s'investir dans un tel projet qui serait une première sur le territoire national.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des projets, la Commission européenne entend réfléchir à la réalisation d'un rapport annuel de la criminalité en Europe, avec en ligne de mire, la création éventuelle, à moyen terme, d'un observatoire européen de la criminalité. A ce titre, et parce que l'OND est la seule structure de ce type existant en Europe, il a été sollicité pour participer au sous-groupe de travail créé à cet effet et qui ne regroupe, pour le moment, que l'Espagne, l'Allemagne, la Suède et l'Italie.

6. Diffusion des travaux

Le sixième rapport annuel sera publié au dernier trimestre 2010. Il contiendra une mise à jour des études déjà présentes dans les rapports annuels précédents et des articles sur les nouveaux thèmes d'études. Une partie de ces derniers, évoqués supra, sera traitée dans les publications de type « Grand Angle », dans des articles plus longs et orientés sur les questions de méthodes « Résultats et méthodes », dans une forme plus succincte dans la collection « Repères » ou pour les études cartographiques dans la collection « Focus »

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Date de lancement | Observations |
|--|-------------------|--|
| Collecter et diffuser les statistiques sur toutes les infractions enregistrées par la police et la gendarmerie | 2009 | En mai 2009, l'OND a mis en ligne l'application « cartocrime.net » qui permet d'accéder de façon conviviale aux statistiques sur les faits constatés |
| Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés | 2010 ou 2011 | L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie |
| Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause | 2009 | Grand angle 17 et 18 à paraître dans les semaines qui viennent |
| Analyser des échantillons de procédures pour répondre aux demandes qualitatives des phénomènes complexes ou émergents | 2009 | Thèmes d'étude actuel : violences et alcool, homicide, violences sexuelles, |
| Coordonner la collecte et l'analyse des statistiques sur les atteintes subies par les personnels et les biens | 2009 | Thème sur le quel l'OND assure actuellement une coordination : les violences intrafamiliales, la violence à l'école, la violence dans le football |
| Déterminer le devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires | 2010 ou 2011 | L'OND attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie et leur lien avec les bases judiciaires |
| Établir les évolutions des atteintes touchant les ménages et les personnes de 14 ans et plus à partir de l'enquête annuelle de victimation INSEE-OND | 2009 | Principaux articles du rapport annuel à paraître en novembre |
| Établir des indicateurs structurels sur les faits subis et les victimes par regroupement d'enquêtes successives | 2009 | Des articles ont déjà exploités les deux premières enquêtes en les regroupant (voir rapport annuel 2008), la 3 ^e enquête annuelle va encore développer les possibilités d'analyse |
| Étendre l'enquête de victimation aux DOM et développer les extensions locales | 2010 ou 2011 | L'OND ne peut pas développer ces projets sans participation des collectivités locales concernées |
| Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence | 2010 ? | L'enquête de victimation en milieu scolaire voit sa réalisation dépendre de décisions budgétaires à venir |
| Établir un bilan annuel multi sources | 2009 | Pour l'instant, c'est possible pour certaines atteintes, comme les vols, mais pas encore pour les violences. L'enquête 2009 pourrait le permettre |
| Diffusion des statistiques | 2009 | L'OND a de nombreux projets d'articles prévus avant l'été, cela illustre sa politique de diffusion qui consiste à rendre publiques toutes ses études |

ANNEXE : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

Hormis les bulletins mensuels sur les faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, le département OND a publié :

- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2007
- Les personnes mises en cause en 2007 (Repères n°7)
- Les faits élucidés par les services de police et les unités de gendarmerie (Grand angle n°12)
- Violences intra-relationnelles, violences dans le cadre professionnel, violences en situation de la vie quotidienne : les trois grandes catégories de violences physiques non crapuleuses (Grand angle n°13)
- Les violences au sein du couple enregistrées par la police et la gendarmerie nationales entre 2004 et 2007 (Grand angle n°14)
- Phénomènes de délinquance dans les transports ferrés d'Ile de France (Grand angle n°15)
- Origines, destinations, relations spatiales des mis en cause et des victimes de violences sexuelles à Paris en 2008 (Résultats & Méthodes n°9)
- Origines et destinations des mis en cause et des victimes de violences physiques crapuleuses enregistrées à Paris en 2005 (Résultats & Méthodes n°10)
- Rapport annuel de l'OND (novembre 2008)
- Bilan annuel des crimes et délits enregistrés en 2008 (janvier 2009)
- Les escroqueries et abus de confiance enregistrés en 2008 (Repères n°9)
- Mis en cause et élucidation en 2008 (Grand angle n°16)

Sommaire du rapport annuel 2008

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

PRÉAMBULE MÉTHODOLOGIQUE

DOSSIER 1 – LA VICTIMATION

- Les victimations subies en 2006 et 2007. Exploitation des résultats des enquêtes « cadre de vie et sécurité » INSEE-INHES/OND de 2007 et 2008
- Les victimes de violences physiques dans les enquêtes « cadre de vie et sécurité » 2007 et 2008. Profil des personnes de 18 à 60 ans s'étant déclarées victimes de violences physiques sur deux ans établi en cumulant les résultats des deux premières enquêtes « cadre de vie et sécurité »
- Les trois enquêtes nationales de victimation : ressemblances et différences
- Ne plus croire aux miracles : Pour une évaluation des politiques publiques de prévention de la délinquance juvénile

DOSSIER 2 – CRIMES ET DÉLITS CONSTATÉS

L'activité des offices centraux de police judiciaire

L'activité judiciaire pénale en 2006

Les crimes et délits enregistrés à Paris en 2007

Le rapport faits élucidés / faits constatés à Paris en 2007

Les signalements d'usagers enregistrés dans la main courante de la préfecture de Police de Paris en 2007

Éléments de mesure des violences entre conjoints

Éléments de connaissance de la fraude documentaire à l'identité

Qu'est ce qu'un service de sécurité publique rentable ?

Éléments de connaissance des infractions au droit de l'environnement

FICHES THÉMATIQUES

1. Les atteintes aux biens enregistrées en 2007
2. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés en 2007 dans les départements métropolitains et ultramarins
3. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrées en 2007
4. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés en 2007 dans les départements métropolitains et ultramarins
5. Les escroqueries et infractions économiques et financières enregistrées en 2007
6. Les infractions révélées par l'action des services enregistrées en 2007
7. Les « autres crimes et délits » enregistrés en 2007
8. Les personnes mises en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2007
9. Les mineurs mis en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
10. Les femmes mises en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
11. Les étrangers mis en cause en 2007 par les services de police et les unités de gendarmerie
12. Les mis en cause pour atteintes aux biens en 2007
13. Les mis en cause pour atteintes volontaires à l'intégrité physique en 2007
14. Les mis en cause pour escroqueries et infractions économiques et financières en 2007
15. Les mis en cause pour infractions révélées par l'action des services en 2007
16. Le rapport faits élucidés/faits constatés en 2007
17. Les phénomènes criminels traités par les douanes en 2007
18. Les infractions au code de la consommation et au droit de la concurrence en 2007
19. Les infractions fiscales en 2007
20. Les actes de violence recensés par SIVIS dans les établissements publics du second degré en 2007-2008
21. Les vols de métaux enregistrés par la Gendarmerie nationale en 2007
22. Les vols et tentatives de vols dans les coffres-forts et les distributeurs automatiques de billets recensés par l'OCLDI en 2007
23. Les vols et tentatives de vols de fret enregistrés par l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante en 2007
24. Les atteintes à l'environnement constatées par les unités de la gendarmerie nationale en 2007
25. Les infractions au droit du travail enregistrées par l'OCLTI et la DILTI en 2007
26. Les faits d'insécurité dans l'habitat social en 2006
27. Les signalements des usagers dans la main courante informatisée en 2007
28. Insécurité et délinquance routières en 2007
29. Les contraventions dressées pour violences par la Gendarmerie nationale en 2007
30. Les appels pour différends conjugaux enregistrés par le 17 à Paris en 2007
31. Les personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire en 2007
32. Les faits de nature à troubler la tranquillité publique dans les équipements municipaux de la ville de Paris
33. La violence enregistrée dans le football amateur durant la saison 2007-2008
34. L'indemnisation du vol dans l'assurance dommages en 2006
35. Les incidents recensés par le groupe La Poste en 2007

LES ATTEINTES DECLARÉES PAR CERTAINES PROFESSIONS

36. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Police nationale en 2007
37. Les atteintes aux personnels de la Gendarmerie nationale en 2007
38. Les condamnations pour infractions dont sont victimes les magistrats
39. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers de Paris en 2007
40. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels en 2007
41. Les atteintes aux biens et aux personnels de la direction générale des douanes et droits indirects en 2007
42. Les atteintes contre les agents et leurs biens, les services et installations des impôts en 2007
43. Les atteintes subies par les personnels de la RATP et de la SNCF : distinction atteintes physiques / atteintes verbales
44. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux Île-de-France / Hors Île-de-France
45. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux bus/tram et métro/RER/trains
46. Les agressions déclarées par les médecins en 2007
47. Les atteintes volontaires déclarées par le corps arbitral de football
48. Les actes de violence signalés en milieu hospitalier en 2007

L'OND, 5 ANS APRÈS

L'OND : réussite politique et limites scientifiques, indépassables ? (Christian Mouhanna et Jean-Hugues Matelly)

L'utilisation des statistiques à l'OND, un bilan flatteur, mais des pistes de progrès encore nombreuses (Stéfan Lollivier)

L'OND, un aiguillon incontournable au service de la performance des politiques de sécurité intérieure (Michel Gaudin)

L'apport de l'OND à l'évolution de la gendarmerie dans le domaine statistique (Rolland Gilles)

L'OND, un outil au service d'une photographie aux multiples facettes (Isabelle Mandraud)

Quand un observatoire cherche à imposer plus de transparence. Réflexion bilan sur l'action de l'OND (Frédéric Ocqueteau)

Vers un observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (Pierre-Victor Tournier)

OBSERVATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ORIENTATION

Observations de Jacques Mahéas, sénateur de la Seine-Saint-Denis

GÉOGRAPHIE CRIMINELLE DE LA FRANCE

Géographie des crimes et délits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie en 2007

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

La criminalité enregistrée aux États-Unis en 2006

La criminalité déclarée aux États-Unis à travers le NCVS

La criminalité enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles

La criminalité déclarée en Angleterre et au Pays de Galles selon l'enquête de victimation BCS 2007/2008

La criminalité enregistrée en Allemagne en 2007

La criminalité enregistrée en Suède en 2007

PRÉCONISATIONS

Les suites des préconisations émises par le Conseil d'orientation de l'OND

Les préconisations 2008 du Conseil d'orientation de l'OND

Institut de prévention et d'éducation pour la santé - Inpes

1. Exposé de synthèse

L'INPES a pour principales missions de promouvoir et mettre en œuvre les programmes de prévention et de formation à l'éducation à la santé, ainsi que d'exercer une fonction d'expertise de conseil sur ces mêmes domaines. La vocation de la Direction des Affaires scientifiques de l'INPES est d'enrichir la connaissance sur les comportements de santé et de fournir le substrat scientifique aux différentes équipes travaillant aux programmes thématiques de l'Institut. La production de données cherche donc se situer à la fois dans la continuité de la réflexion menée au sein des équipes programmes et en complémentarité de la connaissance fournie par l'ensemble des autres acteurs de santé producteurs d'information. L'INPES gère depuis 1992 un dispositif d'enquêtes nommées « Baromètre santé » qui sont une des sources importantes d'informations utiles non seulement à l'INPES mais à l'ensemble des acteurs et décideurs de santé publique. Les Baromètres santé s'inscrivent dans l'ensemble du dispositif des enquêtes santé (enquête décennale INSEE, enquête santé protection sociale (ESPS) de l'IRDES, enquêtes de la Drees, de l'InVS, de l'Inserm...) avec certaines spécificités (suivi des évolutions, centrage autour des attitudes et comportements de santé, liens comportements / représentations, surveillance comportementale, interrogation des moins de 18 ans...).

Au sein de la Direction des Affaires scientifiques Le département « Observation et analyse des comportements de santé » est chargé de la conception, de l'analyse et de l'édition d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et comportements de santé des Français. Il s'agit principalement d'enquêtes téléphoniques généralistes ou thématiques portant sur de gros échantillons. Les dernières enquêtes thématiques ont porté sur la santé-environnement, le cancer, les maladies infectieuses, la santé mentale, ou encore la nutrition. Les enquêtes sont pour la plupart menées en population générale. L'équipe réalise par ailleurs des analyses secondaires d'autres enquêtes.

Les missions sont assurées par dix chargés d'études (dont cinq seniors) et une assistante. Les chargés d'études sont pour moitié docteurs en démographie, sociologie ou psychologie et pour moitié ingénieurs statisticiens. Ces missions impliquent des collaborations et partenariats avec d'autres organismes d'études et de recherche françaises ou étrangères. L'équipe est fréquemment amenée à participer, à la demande du cabinet du Ministre de la santé ou de la Direction Générale de la Santé (DGS), à la gestion de situations urgentes ayant parfois des conséquences sanitaires collectives, notamment en fournissant de manière très réactive des points épidémiologiques sur les nombreux thèmes relevant de son champ de compétence.

Les résultats des analyses approfondies du Baromètre santé 2005 ont été rendus publics en 2008. Par ailleurs, il faut également noter la sortie de 3 nouveaux ouvrages : le 1er Baromètre santé environnement, la 1ère enquête sur la perception des risques infectieux et le 1er Atlas régional des consommations d'alcool, conçu à partir des données du Baromètre santé 2005 mis en regard d'une enquête en population adolescente de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT). Quatre terrains d'enquête de type Baromètre santé ont également été réalisés en 2008-2009.

Par ailleurs, la conception et l'évaluation des programmes de l'INPES sont accompagnées de nombreuses études qu'elles soient exploratoires, de prétest ou de posttest, ou de suivi spécifique lié à l'actualité comme le suivi de la cohorte de fumeurs et de non fumeurs ou le suivi du respect des lieux nouvellement non-fumeurs.

Par ailleurs, l'INPES contribue à des études, à des recherches et à des colloques scientifiques par voie de subvention. Ainsi, en 2008, 15 équipes de recherche retenues dans le cadre de l'appel à projets ont reçu une deuxième année de subvention, et 8 subventions diverses ont été attribuées.

Neuf ouvrages présentant les résultats des enquêtes réalisées ont été rendus publics en 2008-2009 :

- Février 2008. Les résultats d'une enquête sur la **perception des messages sanitaires associés à la publicité alimentaire** réalisée en fin 2007 auprès d'un échantillon de 1063 personnes de 15 ans et

plus et d'un échantillon 400 enfants de 8 à 14 ans ont été rendus publics dans le cadre d'un bilan du Programme national nutrition santé.

- Mars 2008. Une enquête, réalisée en fin 2007 et portant sur les **pratiques et représentation du sommeil** chez les adultes de 25 à 45 ans auprès d'un échantillon national représentatif 1004 jeunes adultes âgés de 25 à 45 ans, constitué par la méthode des quotas.
- Avril 2008. L'ouvrage **Baromètre santé 2005. Attitudes et comportements de santé** comprenant les analyses approfondies des réponses données par 30 000 personnes âgées de 12 à 75 ans a été présentée à la presse à l'occasion des Journées de la prévention 2008. Le dossier de presse était intitulé «les Français sont-ils égaux face à la prévention ?»
- Septembre 2008. Les résultats de l'**enquête sur la santé de 7154 élèves de 11, 13 et 15 ans** (Health behaviour in school-aged children), réalisée par une équipe du rectorat de Toulouse et l'Inserm, et subventionné par l'INPES ont été rendus publics.
- Octobre 2008. l'**Atlas régional des consommations d'alcool 2005**, réalisé en collaboration avec l'OFDT et contenant une cartographie des consommations d'alcool issues des données du Baromètre santé 2005 et de l'enquête enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense (ESCAPAD) auprès de garçons et de filles de 17 ans.
- Novembre 2008. Le **Baromètre santé environnement 2007**, enquête auprès de 6000 personnes de 18 à 75 ans sur la perception de différents risques environnementaux (eau, air, sol, bruit, ondes, substances toxiques, etc.) a été rendu public. Huit sur-échantillons régionaux ont été conduits en partenariat avec les ORS.
- Novembre 2008. Les résultats de l'**enquête Nicolle**, sur la perception de l'ensemble des risques infectieux, réalisée en collaboration avec l'InVS, ont été rendus publics. Plus de 4000 personnes âgées de 18 à 79 ans ainsi que près de 1300 médecins généralistes et près de 800 pédiatres avaient été interviewés par téléphone en 2006.
- Juin 2009. Les résultats de l'**enquête Baromètre dépression**, sur la perception de l'ensemble des risques infectieux, réalisée en collaboration avec l'InVS et la fondation MGEN pour la recherche en santé publique, ont été rendus publics. 6500 personnes âgées de 15 à 75 ans avaient été interviewées par téléphone en 2006.
- Été 2009. Les premiers résultats de l'enquête sur la perception des risques et des campagnes de prévention sont rendus publics

Cinq terrains d'enquêtes ont été réalisés en 2008 et 2009 :

Baromètre santé nutrition 2008 (troisième vague après 1996 et 2002) : Un échantillon représentatif de 6000 personnes a été interrogé de février à avril 2008, de même qu'un sur-échantillon de 500 jeunes de 12 à 18 ans favorisant les analyses sur ces tranches d'âge.

Cohorte de fumeurs et de non-fumeurs : L'INPES et l'InCA collaborent à un projet international d'évaluation des politiques publiques de lutte antitabac qui a pour but d'accompagner la mise en œuvre de la Convention cadre de lutte antitabac. Nous avons réalisé en septembre 2008 la deuxième vague d'interrogation des 1700 fumeurs et 500 non-fumeurs recrutés avant la mise en œuvre du décret Bertrand d'interdiction de fumer dans les lieux de travail le 1er février 2007, puis dans les lieux de convivialité le 1er janvier 2008.

Enquête sur la perception des risques et des campagnes de prévention 2008 : Un échantillon de 2000 personnes a été interrogé en juin et juillet 2008 sur leur perception des risques pour la santé et leur appréciation de l'efficacité des campagnes de prévention.

Baromètre santé médecins 2008 : Deux mille médecins ont été interviewés par téléphone au cours du dernier trimestre. Le protocole a évolué pour tenir compte de la difficulté croissante à interroger des médecins surchargés de travail. Une indemnisation a été mise en place ainsi que la possibilité pour les médecins qui le souhaitent de réaliser l'interview par Internet, à un horaire qui leur convenait, en dehors des plages horaires de consultations et de visites.

Enquête auprès des médecins du travail 2009 : Environ 600 médecins ont été interviewés par téléphone en mai-juin 2009. L'implication des médecins du travail dans le champ de la santé publique est encore peu documentée. Cette enquête poursuit les objectifs suivants :

- Identifier l'importance, pour les médecins du travail, des différentes thématiques de santé au travail et de santé publique
- Évaluer les opinions et les sollicitations reçues par les médecins du travail de la part de DRH sur des problèmes liés aux conduites addictives
- Identifier les pratiques des médecins du travail en matière de démarche de prévention collective en entreprise

- Relations générales avec les médecins généralistes : perceptions du rôle des médecins généralistes dans la prise en charge des problèmes de santé au travail, contacts pris par les médecins généralistes avec les médecins du travail, perception des différents rôles.

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Baromètre santé 2010

Les objectifs du Baromètre santé 2010 peuvent être décomposés en 4 grandes rubriques, eux-mêmes déclinés en sous-objectifs :

Baromètre

Suivre l'évolution dans le temps de certains indicateurs fondamentaux sur les comportements et les attitudes en matière de santé sur l'ensemble de la population

Suivre les évolutions de manière fine par tranche d'âge, sexe, sous-populations... grâce à la taille importante d'échantillon

Étude et recherche

Nourrir les différents programmes de l'INPES d'information sur les comportements, l'opinion et les attitudes en matière de santé ainsi que sur les déterminants (facteurs associés) de ces opinions, attitudes et comportements

Étudier, grâce à la taille importante d'échantillon, les spécificités de sous-populations (jeunes, personnes âgées, étudiants, chômeurs...) et les comportements rares

Étudier les liens entre les représentations et les comportements en matière de santé

Ce qui distingue les Baromètres des autres enquêtes santé, c'est qu'elles sont des enquêtes sur les pratiques de prévention et les modes de vie en ce qu'ils ont un lien avec la santé. On ne cherche pas à mesurer précisément l'état de santé. Une part importante du questionnaire concerne des sujets sensibles comme les addictions, la santé mentale, les comportements sexuels...

Cohérence au sein du système statistique public

Être complémentaire avec les autres grandes enquêtes de santé (éviter la redondance, rechercher la cohérence), dans un souci collaboratif

Participer, grâce à la taille importante d'échantillon, à la production de données régionales, en lien avec les ORS

Participation à l'évaluation

Dans la dimension étude / observation il y a aussi l'idée de servir de point d'appui à l'évaluation des politiques publiques

Participer à l'évaluation des politiques publiques : indicateurs de suivi de la loi de Santé Publique, évaluation des plans gouvernementaux (ex : plans addictions)

Rappel de la chronologie des enquêtes « Baromètre santé »

Cette série d'enquête est composée de 12 enquêtes en population générale adulte, 1 enquête en population générale jeune, 5 enquêtes auprès des médecins généralistes et de plus en plus d'enquêtes régionales montées en parallèle :

| | |
|----------------------------|--|
| 1992 Population générale | 2 099 |
| 1993 Population générale | 1 950 |
| 1994 Médecins généralistes | 1 013 |
| 1995 Population générale | 1 993 |
| 1996 Population générale | 1 984 (nutrition) |
| 1997 12-19 ans | 4 115 |
| 1998 Médecins généralistes | 2 073 (+ 1 001 pharmaciens) |
| 2000 Population générale | 13 685 (+ 5 échantillons régionaux) |
| 2002 Population générale | 3 153 (nutrition) |
| 2003 Médecins généralistes | 2 073 (+ 1001 pharmaciens) |
| 2005 Population générale | 30 514 (+ 7 échantillons régionaux) |
| 2005 Population générale | 4 046 (cancer) |
| 2005 Population générale | 6 498 (dépression) |
| 2006 Population générale | + MG 4 112 + 2 027 MG |
| 2007 Population générale | 6 007 (santé environnement) (+ 7 échantillons régionaux) |
| 2008 Population générale | 4 714 (nutrition) (+ 8 échantillons régionaux) |

2008 Médecins généralistes 2 073

Principaux thèmes abordés :

- Perception de santé
- Qualité de vie
- Vaccination
- Troubles des conduites alimentaires
- Tabac
- Alcool
- Suicide
- Santé mentale
- Violence
- Sexualité, contraception et IST
- Drogues illicites
- Consommation de soins et de médicaments
- Dépistage des cancers
- Jeu pathologique
- Accidents
- Maladies chroniques et infectieuses
- Virus respiratoires
- Maladie d'Alzheimer
- Internet et santé
- Inégalités sociales de santé

L'échantillon du Baromètre santé 2010 comprendra une part d'appels sur téléphones filaires (83% répartis en listes rouge, orange et blanche), une part sur des « exclusifs mobiles » (14%) et une part sur numéros de téléphone « dégroupés » (2 à 3%) selon la même méthodologie que celle du Baromètre santé nutrition 2008.

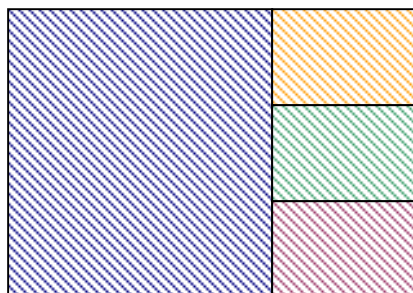
Pour les lignes fixes, la méthode de déclinaison utilisée consistera à affecter +1 au dernier chiffre du numéro de téléphone, à partir d'un fichier contenant autant de numéros de téléphone que nécessaire, numéros initiaux qui sont ensuite éliminés au profit des numéros générés.





L'indicatif des numéros de téléphones mobiles devrait évoluer à partir du premier semestre 2010. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) propose en effet d'ouvrir de manière progressive, la tranche des numéros commençant par 07 aux services mobiles. Si cette mise en place intervenait rapidement, il sera nécessaire de prendre en compte ces nouveaux indicatifs.

Afin de sélectionner l'individu au sein de son foyer, c'est la méthode Kish qui a été retenue, car plus rigoureuse que la méthode anniversaire et bien appréciée des enquêteurs.

Structuration de l'échantillon du Baromètre santé 2010

Lors du Baromètre santé 2005, l'échantillon avait été décomposé en deux grandes parties : un questionnaire court – 20 minutes – posé à tout l'échantillon et un questionnaire long – 45 minutes – posé aux individus possesseurs d'une ligne téléphonique fixe mais pas aux individus joignables uniquement par portable. Concernant la première des enquêtes envisagées dans le dispositif (le Baromètre santé 2010 auprès de 30 000 individus), contrairement à ce qui avait été fait en 2005, il a été décidé de poser un module principal composé de variables utiles à l'ensemble des thèmes (variables sociodémographiques + variables transversales, pour une durée de 20 à 25 minutes) aux 30 000 et de tirer aléatoirement 3 sous-échantillons de 10 000 pour leur poser à chacun un module contenant plusieurs thématiques (pour une durée de 10 à 15 minutes). Certaines questions pourraient même n'être posées qu'à 5 000 personnes, par exemple, la plupart des questions d'opinions ou des questions sous-exploitées en 2005 et qui ont pour principal intérêt le suivi barométrique, ainsi que toutes les questions qui n'ont pas vocation être transversales et ne nécessitent pas une grande taille d'échantillon.



| | |
|---|---|
|  | Module principal (n=30 000, dont 4 200 « portables exclusifs ») |
|  | Module 1 (n=10 000, dont 1 400 « portables exclusifs ») |
|  | Module 2 (n=10 000, dont 1 400 « portables exclusifs ») |
|  | Module 3 (n=10 000, dont 1 400 « portables exclusifs ») |

L'inconvénient est, bien sûr, que les variables présentes dans un des trois modules ne pourraient être croisées qu'avec celles de leur module et celles du module principal, mais pas avec celles présentes dans les deux autres module.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

Sans objet

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Sans objet

3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|--|-------------------|-----------------------------|--------------|
| Enquêtes | | | |
| Baromètre santé 2010 | Département OACS | | |
| Baromètre cancer 2010 | Département OACS | | |
| Exploitation de fichiers administratifs | | | |
| | | | |
| | | | |
| Autres travaux répétitifs | | | |
| | | | |
| | | | |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

La mise en place du prochain Baromètre santé 2010 est une opportunité intéressante de construction d'un système d'observation nationale qui puisse efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils seraient strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 portera sur un échantillon de 30 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux pourraient être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS serait de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions sont prévues dans plus de 10 régions, souvent sur la population « jeune adulte ». Elles sont à la charge des ORS et sont dépendantes de financements locaux.

Cette année, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les expériences d'extension de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.

6. Diffusion des travaux

L'INPES édite des ouvrages de présentations des résultats des enquêtes, ainsi qu'un « 4 pages » les synthétisant. Depuis 2007, le rythme des publications produites au sein du département OACS s'est considérablement accéléré, qu'il s'agisse des ouvrages produits par l'Inpes ou des travaux publiés dans des revues scientifiques (Voir liste des publications diffusées en 2008-2009 jointe en annexe).

Annexe : liste des publications diffusées en 2008-2009

Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture

- Andersson B, Miller P, Beck F., Lejckova P, The Prevalences of and Perceived Risks from drug use among Teenagers in 33 European Countries, *The Journal of Substance Use*, to be published.
- Beck F, Guillemont J., 2009, L'alcoolisation précoce : ce que la famille nous apprend, *Après-Demain*, n° 10, 34-37.
- Beck F, Guillemont J., Legleye S., 2009, L'alcoolisation des jeunes : l'apport de l'approche épidémiologique, *ADSP*, to be published.
- Beck F., Legleye S., Maillachon F., de Peretti G., 2009, Femmes actives sous influence ? Genre, milieu social et usages de substances psychoactives *Médecine/science*, to be published.
- Beck F, Legleye S, Michel C, Spilka S, Laumond S., Karila L, Le Nézet O, 2008, Usages de drogues à l'adolescence en Nouvelle-Calédonie, *Alcoologie et Addictologie*, 30 (4), 355-365.
- Beck F, Legleye S, Spilka S, 2008, Polyconsommation de substances psychoactives (alcool, tabac et cannabis) dans la population générale française en 2005, *La Presse Médicale*, Vol. 37, n° 2, 207-215.
- Beck F, Legleye S, Spilka S, Peretti-Watel P, 2009, Levels and trends in smoking, drinking, and illicit drug use among 17 year olds in France (2000-2005), *Addictive Behaviors*, Manuscript under review.
- Beck F, Legleye S., 2009, Sociologie et Épidémiologie des consommations de substances psychoactives de l'adolescent, *L'encéphale*, to be published.
- Beck F., Legleye S., Maillachon F., de Peretti G., 2009, La question du genre dans l'analyse des pratiques addictives à travers le Baromètre santé, France 2005, *BEH*, n°10-11, 90-93.
- Beck F, Léon C, Pin-Le Corre S, Léger D, Troubles du sommeil : caractéristiques sociodémographiques et comorbidités anxiodépressives. Étude (Baromètre Santé INPES) chez 14734 adultes en France, *La Revue neurologique* 2009 Mar 7. [Epub ahead of print].
- Beck F., Guignard R., Legleye S., Is computer survey technology improving reports on alcohol, tobacco and other drug use in the general population ? A comparison between two data collection modes in France, Manuscript under review.
- Beck F., Guilbert P., Gautier A., Peretti-Watel P., 2009, Représentations et attitudes du public sur le cancer, *Médecine/science*, 25(5):529-533.
- Beck F., Legleye S, Lejckova P, Miller P, 2009, A quantitative exploration of attitudes out of line with the prevailing norms towards alcohol, tobacco and cannabis use among European students, *Substance Use and Misuse*, to be published.
- Beck F., Legleye S., Maillachon F., de Peretti G., 2008, Le rôle du milieu social dans les usages de substances psychoactives des hommes et des femmes, *Regards sur la Parité*, INSEE, pp. 65-82.
- Beck F., Legleye S., Obradovic I., Cohen B., Mutatayi C., Karila L, 2008, Les plus jeunes adolescents face aux drogues : repérage des usages problématiques et éléments de réponse institutionnelle en France *Médecine/science*, 24 (8), 758-767.
- Beck F., Léon C., Léger D., 2009, Les troubles du sommeil en population générale : Évolution 1995-2005 des prévalences et facteurs sociodémographiques associés, *Médecine/science*, 25(2) : 201-206.
- Briffault X., Morvan Y., Guilbert P., Beck F, 2008, Évaluation de la dépression dans une enquête en population générale, *BEH*, n°35-36, numéro spécial santé mentale, septembre 2008, 318-321.
- Brugiroux M.-F., Cerf N., Beck F., 2009, L'alcoolisme en Polynésie française, *BEH*, numéro spécial "Polynésie française", to be published.
- Cerf N., Mou Y., Beck F., 2009, Alimentation et corpulence en Polynésie française, *BEH*, numéro spécial "Polynésie française", to be published.

- Eisinger F., Beck F., Viguier J., Blay, J., Coscas Y., Roussel C., Morere J., Pivot X., Mammographic screening - Evidence for a generational effect, *European Journal of Cancer*. (Submitted).
- Fong GT, Ratte S, Craig L, Driezen P, Wilquin J-L, Beck F, Guignard R, Kennedy RD, Arwidson P, 2008, Évaluation des politiques de lutte contre le tabagisme en France : résultats de la première vague de l'enquête ITC France, *BEH*, n°21-22, numéro spécial journée mondiale sans tabac, 31 mai 2008, 183-187.
- Karila L, Cottencin O, Coscas S, Benyamina A, Beck F, Aubin H-J, Lépine J-P, Reynaud M., 2008, Les agents glutamatergiques et GABAergiques dans l'addiction à la cocaïne : une revue des données actuelles, *Alcoologie et Addictologie*, 30 (2), 121-128.
- Karila L., Beck F., Legleye S., Reynaud M., Cocaïne : de l'expérimentation à la dépendance. *La Revue du Praticien*, vol 59, p 821-825.
- Kovess Masfety V, Beck F, Sevilla C, Gilbert F, 2008, Consommation de soins et troubles psychiatriques chez les 15-25 ans, *L'Encéphale*, Supplément 5, S162-S167.
- Le Vu S., Lydié N. Pratiques de dépistage du VIH chez les personnes originaires d'Afrique subsaharienne en Île-de-France, 2005. *Bull Epidemiol Hebd* 2008, n°7-8.
- Legleye S, Beck F, Peretti-Watel P., Chau N., 2008, Travail, chômage et études : les usages de drogue des 18-25 ans en 2005, *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, 56 (5), 345-355.
- Legleye S, Beck F, Spilka S, Le Nézet O, Les caractéristiques sociales des consommations de drogues des garçons et des filles à l'adolescence, *BEH*, n°10-11, 94-96.
- Legleye S, Spilka S, Le Nézet O, Beck F, Les usages de drogues des adolescents et des jeunes adultes entre 2000 et 2005, *BEH*, n°13, 89-92.
- Lejckova P, Miller P, Beck F., 2008, Perceived Risks of Alcohol and Illicit Drugs: Relation to Prevalence of Use on Individual and Country Level, *The Journal of Substance Use*, to be published.
- Lydié N. Les femmes africaines face au VIH/sida : perception et gestion du risque. *Médecines Sciences* 2008, vol. 24, Hors série n°2.
- Miller P, Lejckova P, Beck F., 2008, Predicting Teenage Beliefs Concerning the Harm alcohol and Cannabis Use may do in Eight European Countries, *The Journal of Substance Use*, to be published.
- Nicolay N., Lévy-Bruhl D., Gautier A., Jestin C., Jauffret-Roustide M. Mandatory immunization : The point of view of the French general population and practitioners. *Vaccine*, 26(9), 2008 : p5484-5493.
- Peretti-Watel P, Constance J, Seror V, Beck F, Cigarettes and social inequalities in France: is tobacco use increasingly concentrated among the Poor? *Addiction*, 2009, to be published (impact factor: 4.014).
- Peretti-Watel P., Constance J., Seror V., Beck F., 2009, Working conditions, job dissatisfaction and smoking behaviours among French clerks and manual workers. *Journal of Occupational and Environmental Medicine* (IF = 2,1) 51(3):343-50.
- Peretti-Watel P., Seror V., Constance J., Beck F., 2008, Poverty as a smoking trap, *International Journal of Drug Policy*, special issue on 'risk environments', 20 (3) : 230-6.
- Peretti-Watel P., Seror V., du Roscoät E., Beck F., La prévention en question : attitudes à l'égard de la santé, perceptions des messages préventifs et impact des campagnes, *Évolutions*, to be published.
- Plant, M. A., Miller, P., Plant, M. L., Kuntsche, S., Gmel, G., Ahlström, S., Allamani, A., Beck, F., Bergmark, K., Bloomfield, K., Elekes, Z., Knibbe, R., Kraus, L., Ólafsdóttir, H., Rossow, I., Vidal, A. (2008). Marriage, cohabitation and alcohol consumption in young adults: An international exploration. *The Journal of Substance Use*, 13(2), 83-98.
- Sapinho D., Chan Chee C., Briffault X., Guignard R., Beck F., 2008, Mesure de l'épisode dépressif majeur en population générale : enjeux, contraintes, limites, *BEH*, n°35-36, numéro spécial santé mentale, septembre 2008, 314-317.
- Spilka S, Le Nézet O, Beck F, Choquet M., Legleye S, 2008, Le tabagisme des adolescents suite à l'interdiction de vente aux mineurs de moins de 16 ans en France, *BEH*, n°21-22, numéro spécial journée mondiale sans tabac, 31 mai 2008, 187-190

Ouvrages

- Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 208 p.
- Beck F., Legleye S., Le Nézet O., Spilka S. *Atlas régional des consommations d'alcool 2005. Données INPES/OFDT*. Saint-Denis : INPES, coll. Études santé territoires, 2008 : 336 p.
- Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir.) (2008) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 405 p.
- Beck F., Fidion J.-M., Legleye S., Schiltz M.-A., Suicide et minorités sexuelles : état des lieux des connaissances et perspectives, Rapport au Comité d'observation et de prévention du suicide (COPS), à paraître Saint-Denis : INPES, coll. Référentiels.
- Gautier A. Jauffret-Roustide M., Jestin C. (sous la dir.). Enquête Nicolle 2006. Connaissances, attitudes et comportements face au risque infectieux. Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2008 : 252 p.
- Spilka S., Le Nézet O., Beck F., Legleye S., *Les substances psychoactives chez les collégiens et lycéens monégasques*, Saint-Denis : OFDT, 2009, 24 p.
- Legleye S, Spilka S, Le Nezet O, Beck F, 2008, Les usages de drogues des adolescents parisiens, exploitation secondaire de l'enquête nationale ESCAPAD 2005, rapport OFDT, 28 p.
- Beck F., Guilbert P., Gautier A. (sous la dir.). Baromètre santé 2005. Attitudes et comportements de santé. Saint-Denis : INPES, coll. Baromètres santé, 2008 : 608 p.

Chapitres d'ouvrage

- Beck F., « Entre invisible et indicible : Comment interroger sur un sujet sensible tel que les usages de drogues ? » in Balsa C. et Soulet M.-H. « Diffraction normative, comportements cachés et identités transverses », à paraître.
- Beck F., Gailhard-Rocher I., Grandguillot G. (2008) « Eau du robinet », in Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 252-285.
- Beck F., Gailhard-Rocher I., Pillebout A. (2008) « Eau de baignade », in Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 288-303.
- Beck F., Guignard R., Rolland du Roscoat E., Briffault X. « Attitudes et opinions vis-à-vis de la dépression » in Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 121-142.
- Beck F., Guilbert P., Gautier A., Arwidson P., 2008, L'acharnement téléphonique dans les enquêtes est-il justifié ?, in Guilbert P. Haziza D., Ruiz-Gazen A., Tillé Y., *Méthodes de sondages - Cours et cas pratiques - Master, écoles d'ingénieurs*, Dunod, Collection Sciences Sup, Paris, 254-259.
- Beck F., Legleye S (2008) « Tabagisme passif », in Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 170-186.
- Beck F., Legleye S, 2009, Epidémiologie de l'addiction à la cocaïne, in Karila L, Reynaud M. *Addiction à la cocaïne Flammarion Médecine/science*.
- Beck F., Legleye S, Guignard R., 2009, Les usages des enfants et adolescents : état des lieux épidémiologique, in Krebs M.-O. *Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent*. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.
- Beck F., Legleye S. (2008) « Measuring cannabis related problems and dependence at the population level » in Rödner Sznitman S., Olsson B., Room R., (eds.), *A Cannabis reader: global issues and local experiences, Volume 2*. EMCDDA monograph, European Monitoring Center on Drug and Drug Addiction (EMCDDA), 29-57.
- Beck F., Léon C., Guignard R. (2008) « Méthodologie d'enquête », in Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 43-55.
- Beck F., Obradovic I., Jauffret-Roustide M., Legleye S., 2009, L'apport de la sociologie à la compréhension des addictions à l'adolescence, in Krebs M.-O. *Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent*. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.

- Beck F., Sapinho D., Chan Chee C., Briffault X., Lamboy B. « Méthodologie de l'enquête Anadep » in Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 19-34.
- Briffault X., Beck F., « Perspectives sur les études et recherches en épidémiologie de la santé mentale en France » in Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 145-156.
- Gautier A., Léon C., Beck F., Guilbert P., 2008, Les évolutions méthodologiques d'une enquête répétée : avantages et inconvénients : l'exemple du Baromètre santé, Guilbert P. Haziza D., Ruiz-Gazen A., Tillé Y., *Méthodes de sondages - Cours et cas pratiques - Master, écoles d'ingénieurs*, Dunod, Collection Sciences Sup, Paris, 118-122.
- Karila L, Coscas S, Beck F, Lepine JP, Reynaud M. Cocaïne et autres substances. Abrégés Addictologie. Masson, à paraître fin 2008.
- Karila L, Coscas S, Lecacheux M, Noble F, Legleye S, Beck F, Dupont P, Benyamina A, Karmous R, Reynaud M. Conduites addictives. Traité de Médecine Akos EMC, 2008.
- Legleye S, Le Nézet O, Spilka S, Janssen E., Godeau E., Beck F., 2008, « Tabac, alcool, cannabis et autres drogues illicites : Les usages des élèves de 11 à 15 ans » in Godeau E., Arnaud C., Navarro F. (dir), La santé des élèves de 11 à 15 ans en France / 2006, INPES, St Denis, 128-163.
- Lydié N., Guilbert P., Sliman G. Exemple de méthodologie pour une enquête auprès des populations d'Afrique subsaharienne. In : Guilbert P., Haziza D., Ruiz-Gazen A., Tillé Y. Méthodes de sondages. Dunod, coll. Cours et cas pratiques, Paris, 2008.
- Ménard C., Léon C., Beck F. (2008) « Perceptions, informations et craintes par rapport aux risques environnementaux », in Ménard C., Girard D., Léon C., Beck, F. (dir) Baromètre santé environnement 2007, INPES, St Denis, 58-84.
- Sapinho D., Chan Chee C., Beck F. « Prévalence de l'épisode dépressif majeur et co-morbidités » in Chan Chee C., Beck F., Sapinho D., Guilbert P (dir.), La dépression en France, Saint-Denis : INPES, coll. Études santé, 2009, 37-59.

Vulgarisation et autres publications

- Guillemont J, Beck F, 2008, La consommation d'alcool des jeunes : Ce que nous apprennent les enquêtes, *La santé de l'homme*, INPES, n°398, pp. 10-12.
- Beck F, 2009, Usage régulier d'alcool en baisse ; tabagisme et usage régulier de cannabis en hausse : les dernières tendances à 16 ans, *La santé de l'homme*, INPES, n°399, p. 43.
- Beck F., 2008, Situation socio économique et consommation de substances psychoactives : une corrélation avérée, *La santé de l'homme*, INPES, n°397, pp. 30.
- Lydié N. Les populations africaines d'Île-de-France face au VIH/sida. *La santé de l'Homme*, n°393, janvier-février 2008.
- Lydié N. Les nouvelles données sur la circoncision. *Transcriptase* n°138. Numéro spécial automne 2008, p7-9.
- Beck F., 2008, Baromètre santé 2005 : enquête sur la santé des Français, *La santé de l'homme*, INPES, n°393, pp. 48-49.
- Beck F., 2008, Des substances psychoactives au mal être des adolescentes : focus sur quelques résultats du Baromètre santé 2005, *La santé de l'homme*, INPES, n°393, pp. 49-50.
- Beck F., Legleye S., 2008, Baromètre santé de l'Inpes : produits psychoactifs et santé mentale chez les étudiants *La santé de l'homme*, INPES, n°393, pp. 20-21.
- Legleye S, Beck F, Peretti-Watel P., Chau N., 2008, Usages de drogues des étudiants, chômeurs et actifs de 18-25 ans en 2005, *Tendances*, n°62, 1-4.
- Legleye S, Spilka S, Le Nézet O, Beck F, Godeau E, 2008, Tabac, alcool et cannabis durant la primo adolescence : Résultats de l'enquête HBSC 2006, *Tendances*, n°59, 1-4.
- Wilquin J-L, Beck F, Guignard R, Arwidson P, Ratte S, Fong GT, Craig L, Driezen P, Kennedy RD, 2008, Evaluation des politiques de lutte contre le tabagisme en France : résultats de la première vague de l'enquête ITC France, *Évolutions*, n°13, 1-6.

Communications avec actes dans un congrès international ou national

- Vuillemin A., Escalon H, Beck F. Contribution of the physical activity domains in reaching health-enhancing physical activity level in the French adult's population, presentation at the annual International Society for Behavioral Nutrition and Physical Activity (ISBNPA) 2009 conference.
- Beck F., Sociologie et Épidémiologie des consommations de l'adolescent, Actes de la seconde JEPEJAAD : Les états mentaux à risque des 15/25 ans et leur environnement, Paris le 24 mars 2009.
- Beck F., Legleye S., Peretti-Watel P. « Interprétation, communication et utilisation des résultats des enquêtes françaises dans les champs scientifique, médiatique et de la politique publique », Actes du Séminaire international de l'Office National de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie d'Algérie sur le rôle de la recherche scientifique dans l'élaboration des politiques en matière de drogue, Alger 3-6 décembre 2006, Actes, mai 2008, 36-54 (arabe) et 151-136 (français).
- Beck F., Les drogues et la culture techno : un phénomène transnational ? Discussion de la présentation de Geoffrey Hunt, Séminaire drogues et culture, Chaire Santé de Sciences Po, Paris, 11-13 décembre 2008.
- Beck F. Guignard R, Gautier A, Legleye S., Peretti-Watel P, Arwidson P., 2008, Apports et limites des Baromètres santé dans la mise en évidence des inégalités sociales de santé : l'exemple des usages de substances psychoactives. Congrès national des Observatoires Régionaux de la Santé, Marseille, 16-17 octobre 2008.
- Peretti-Watel P, Seror V, Halfen S, Grémy I, Beck F. Les inégalités sociales, un obstacle à la prévention ? L'exemple du tabagisme. Congrès national des Observatoires Régionaux de la Santé, Marseille, 16-17 octobre 2008.
- Gailhard-Rocher I, Lelièvre F, Lefranc A, Tallec A, Roussel I, Ménard C, Beck F, Perception de la pollution de l'air extérieur et de ses effets sanitaires : disparités territoriales et disparités sociales. Congrès national des Observatoires Régionaux de la Santé, Marseille, 16-17 octobre 2008.
- Beck F., « Évolution des conduites addictives, quel état des lieux ? », 2^{èmes} rencontre en Addictologie du RESAAD 43, Le Puy en Velay, 9 Octobre 2008.
- Jauffret-Roustide M., Nicolay N., Gautier A., Jestin C. Perceptions de la maîtrise des risques infectieux par la population, enquête Nicolle, France, 2006. Communication, Congrès Adelf, Paris, septembre 2008.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Déterminants de la pratique des mesures de distanciation sociale en cas de grippe saisonnière et de pandémie grippale. Communication, Congrès Adelf, Paris, septembre 2008.
- Erpelding ML., Vuillemin A., Collin JF., Boini S., Régat S., Gautier A., Briançon S. Qualité de vie et activité physique. Communication affichée, Congrès Adelf, Paris, septembre 2008.
- Legleye S., Beck F., Maillochon F., de Peretti G., Usages de drogues en France parmi les hommes et les femmes : une question de milieu social ? Congrès international d'épidémiologie de l'ADEL (Association des Épidémiologistes de Langue Française) et d'EPITER (Association pour le Développement de l'Épidémiologie de Terrain) 10-12 septembre 2008.
- Spilka S, Beck F, Legleye S, Le Nezet O. « Les usages de drogues des adolescents parisiens », Congrès international d'épidémiologie de l'ADEL (Association des Épidémiologistes de Langue Française) et d'EPITER (Association pour le Développement de l'Épidémiologie de Terrain) 10-12 septembre 2008.
- Beck F., 2008, Une histoire des mesures de la dépendance aux drogues, Journées d'Histoires de la statistique - deuxième édition, 18 mars 2008.
- Troussier T, Gautier A, Beck F, Les couples... du point de vue de la santé publique, 1ères Assises Françaises de Sexologie et de Santé Sexuelle, Strasbourg du 3 au 6 avril 2008.

Communications orales sans acte

- Ménard C, Léon C., Beck F, Santé-environnement : une responsabilité à partager collectivement. Données issues du Baromètre santé environnement, 2 octobre, congrès SFSP 2009.

- Beck F., Les troubles du sommeil et leurs corrélations dans la population française, Colloque « Les pathologies du sommeil » de la Société médicale des hôpitaux de Paris, Paris le vendredi 15 mai 2009.
- Léger D., Beck F., présidence de la session « Le sommeil et ses troubles : aspects épidémiologiques et évolutifs » au Colloque « Les pathologies du sommeil » de la Société médicale des hôpitaux de Paris, Paris le vendredi 15 mai.
- Beck F., Problem cannabis use — what is it and how to assess it? Presentation at the EMCDDA Conference: Identifying Europe's information needs for effective drug policy, Lisbon, 6-8 May 2009.
- Beck F., La quantification des usages de drogues : une histoire des outils de mesure, Congrès de l'Association Française de Sociologie, Paris, 17 avril 2009.
- Beck F., Présidence de la session « Addictions et santé mentale » aux Journées de la prévention de l'INPES, Paris, 3 avril 2009.
- Sansone GC, Fong GT, Hall PA, Guignard R, Beck F, Pötschke-Langer M, Mons U Omar M, Yong H-H, Time perspective as a predictor of smoking status: Findings from the ITC Scotland, France, Germany, China, and Malaysia Surveys, submitted to the 2009 Joint Conference of SRNT-Europe in Dublin.
- Chan Chee C., Sapinho D., Guignard R., Beck F. Issues and limits in the measurement of major depressive episodes in the general population, XII International Congress of International Federation of Psychiatric Epidemiology (IFPE) April 16 – 19, 2009, Vienna, Austria.
- Beck F., L'alcoolisation des jeunes : entre spécificités régionales et mondialisation des pratiques, Conférence "Les jeunes et l'alcool", Medec, Paris 12/03/2009.
- Beck F., présidence de la session « Perceptions et représentations » aux Journées de veille sanitaires de l'InVS, Paris, le 27 novembre 2008.
- Ménard C, Léon C., Beck F, Connaissances des Français dans le domaine de la santé environnement. Journées de veille sanitaires de l'InVS, Paris, 26-28 novembre 2008.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Pratique des mesures d'hygiène en population générale : résultats de l'enquête Nicolle. Communication, Journées de Veille Sanitaire, Paris, novembre 2008.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Antibiotiques : perceptions et connaissances à travers l'enquête Nicolle. Communication, Journées de Veille Sanitaire, Paris, novembre 2008.
- Jauffret-Roustide M. Nicolay N., Gautier A., Jestin C. Perceptions de la maîtrise des risques infectieux par le grand public et les médecins, enquête Nicolle, France, 2006. Communication, Journées de Veille Sanitaire, Paris, novembre 2008.
- Gautier A. Jestin C., Jauffret-Roustide M. Grippe saisonnière, grippe aviaire, grippe pandémique : connaissances et attitudes. Communication, 9^{ème} Journée Nationale d'Infectiologie, Marseille, juin 2008.
- Erpelding ML., Vuillemin A., Briançon S., Collin JF., Boini S., Régat S., Gautier A. Qualité de vie et activité physique. Communication, Journée de la Prévention, Paris, avril 2008.
- Gailhard-Rocher I, Lelièvre F, Lefranc A, Tallec A, Ménard C, Beck F, Perceptions de la pollution de l'air extérieur et de ses effets sanitaires. Journées de veille sanitaires de l'InVS, Paris, 26-28 novembre 2008.
- F. Eisinger, F. Beck, J. Viguier, J. Blay, Y. Coscas, C. Roussel, J. Morere, X. Pivot, Mammographic screening - The generational effect, 2008 Breast cancer symposium, Washington, September 5-7, 2008.
- Legleye S., Beck F., Maillochon F., de Peretti G., Gender differences in drug use in France : a Matter of social status ? 38th world congress of the International Institute of Sociology, Budapest, June 27-29, 2008
- Beck F., 2008, Surveys information and drug policies formulation and evaluation, 2008 Annual Expert meeting "Prevalence and patterns of drug use among general population", 26-27 June, Lisbon.
- Obradovic I., Beck F., 2008, French experience in Cannabis Treatment Centers, 2008 Annual Expert meeting "Prevalence and patterns of drug use among general population", 26-27 June, Lisbon.

- Legleye S., Beck F., 2008, Progress in the validation of a Cannabis Abuse Screening Test, 2008 Annual Expert meeting "Prevalence and patterns of drug use among general population", 26-27 June, Lisbon.
- Beck F., 2008, Économie politique du chiffre sur les drogues, Séminaire limites du politique, politiques des limites de l'EHESS, 14 avril 2008.
- Legleye S., Beck F., Maillochon F., de Peretti G. « Inégalités sociales et santé des femmes », 2^{ème} journée de réflexion de l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA), 7 mars 2008, Lille.
- Beck F., 2008, Addiction et suicide : Données épidémiologiques, 12^{èmes} journées nationales pour la prévention du suicide, Paris, UNPS, le 5 février 2008.
- Cavalin C., Beck F. Présentation de l'enquête « Événements de vie et santé », Séance du séminaire 3S de la DREES du mercredi 9 janvier 2008.

Institut de recherche et de documentation en économie de la santé - Irdes

1. Exposé de synthèse

Au cours de l'année 2010, l'IRDES poursuivra ses travaux selon la plupart des axes développés les années précédentes et en fonction de l'état d'avancement du programme 2009. Le programme statistique comprendra :

- la production, la gestion et la maintenance des sources statistiques ;
- la réalisation d'études et de recherches selon les pôles suivants :
 - Pôle 1 Organisation et financement des soins ambulatoires, régulation des professions de santé, pratiques professionnelles
 - Les travaux d'analyse et d'évaluation
 - Les travaux prospectifs dans le cadre des politiques publiques
 - Pôle 2 Organisation, financement, qualité et recours aux soins hospitaliers et alternatifs à l'hospitalisation
 - Organisation, financement, qualité des soins hospitaliers et alternatifs à l'hospitalisation
 - Soins psychiatriques
 - Pôle 3 État de santé, recours aux soins et déterminants
 - Les inégalités de santé et de recours aux soins
 - La mesure de l'état de santé et des inégalités de santé
 - Les relations entre la santé et caractéristiques individuelles et sociales (situation de travail, migration, capital social);
 - Consommation et prescription de médicaments
 - Pôle 4 Systèmes de santé, financement, assurance et régulation
 - Assurance maladie obligatoire et complémentaire : financement et dépenses
 - Assurance maladie et marché du travail
 - Impacts des réformes de l'assurance maladie, régulation du médicament
 - Études macro-économiques, comparaison des systèmes de santé
 - Observatoire franco-québécois de la santé

En outre, l'IRDES sera impliqué dans la réalisation de deux enquêtes périodiques :

- L'enquête Santé Protection Sociale (ESPS) 2010. Réalisée par l'IRDES depuis 1988, elle verra transformer sa méthodologie d'échantillonnage et élargir ses appariements avec des sources administratives. A partir de 2010 l'échantillonnage sera réalisé dans l'Échantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance Maladie (EPIB). En plus de l'appariement déjà existant des données d'enquête avec les données de remboursement de l'assurance maladie, nous projetons d'apparier nos données avec les remboursements des régimes complémentaires. 2010 sera une phase test pour vérifier la faisabilité du dispositif avec des organismes complémentaires volontaires, sans objectif de représentativité immédiate. 2009 verra les tests et la validation des choix méthodologiques liés au tirage, à la circulation et à l'anonymisation des données. Ce travail exploratoire s'effectuera sous l'égide de l'Institut des données de santé (IDS), avec le quel l'IRDES a signé une convention de partenariat.
- Le dispositif européen d'étude des personnes âgées SHARE (Survey of Health Ageing and retirement in Europe) maintenant pérenne, connaîtra une nouvelle vague d'enquête en 2010 avec rafraîchissement du panel, en fonction des possibilités de financement. L'INSEE et l'IRDES sont depuis son lancement, associés sur ce projet.

Les travaux de l'IRDES s'appuieront, comme les années passées, sur plusieurs sources administratives :

L'échantillon permanent d'assurés sociaux (EPAS) qui existe depuis 1988 sera interrompu en 2010. Le système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie, SNIIRAM pourra être utilisé, notamment dans l'évaluation des réformes, ainsi que l'EPIB, échantillon qui en est issu et permet de mener des analyses au niveau individuel.

Les données du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI) seront utilisées dans le cadre de travaux portant sur l'hôpital.

La base couplant les données administratives et individuelles, issues des données de l'assurance maladie et de la CNAV, sur les Indemnités journalières et accidents du travail, les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins sera actualisée.

2. Travaux nouveaux pour 2010

Les travaux nouveaux devront faire l'objet d'une présentation la plus précise possible. Sont concernés :

2.1 Enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.1.1 Enquête ESPS 2010 – appariement avec les données de l'assurance maladie et des organismes de couverture complémentaire

2.1.1.1 Synthèse des évolutions méthodologiques

L'Enquête Santé Protection Sociale (ESPS) de l'IRDES, est un dispositif d'enquête répétée et panélisté en population générale réalisé depuis 1988. Le champ de l'enquête est constitué des ménages ordinaires de France métropolitaine dont l'un des membres au moins est ressortissant d'un des trois principaux régimes d'assurance maladie (RSI, CNAMts, MSA) dont les fichiers de bénéficiaires sont utilisés comme base de sondage. Au total ce sont environ 8 000 ménages qui sont enquêtés, soit 22 000 individus. Un sur-échantillon de CMUistes, identifiés comme tels dans les données des régimes d'assurance maladie, a été ajouté en 2006 et 2008.

ESPS est réalisée les années paires, le dispositif de tirage dans les fichiers des caisses permettant de suivre les individus tirés au cours du temps, avec une ré-interrogation tous les quatre ans.

En outre, une partie de l'échantillon tiré est appariée aux données de l'assurance maladie (Échantillon Permanent d'Assurés sociaux : EPAS) , ce qui permet de connaître l'exhaustivité de leurs consommations de soins présentées au remboursement au cours de l'année. A partir de 2006 EPAS contient des informations sur le parcours de soins coordonné, les franchises, la CCAM. 2008 et 2009 seront consacrés à la validation de ces données.

ESPS recueille dans une perspective d'analyse multidimensionnelle et longitudinale des informations sur la santé, le recours aux soins, la couverture santé, le statut social et incorpore des questionnements plus ponctuels, sur le diabète, l'asthme, les soins préventifs, les troubles du sommeil ... Elle participe à l'évaluation des politiques publiques via des questionnements spécifiques (CMUC, Médecin Traitant, Déremboursements, Franchises, ...) et grâce aux analyses longitudinales, notamment du recours aux soins à partir des données de remboursement associées aux données de l'enquête.

A partir de 2010 l'échantillonnage sera réalisé dans l'Échantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance Maladie (EPIB). Elle conservera la taille de son échantillon, ses caractéristiques de Panel et son lien avec les données d'assurance maladie. En plus de l'appariement déjà existant des données d'enquête avec les données de remboursement de l'assurance maladie, un premier appariement test sera réalisé avec les données de remboursement d'organismes complémentaires. Ceci permettra de mener des analyses du reste à charge réel c'est à dire le plus souvent après complémentaire et donc des taux d'effort réels des ménages relatifs aux recours aux soins. 2010 sera une phase test qui validera la faisabilité du dispositif, sans objectif de représentativité immédiate.

2.1.1.2. Nouvel Échantillonnage à partir de l'Échantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance maladie (EPIB) et appariement avec les données d'assurance maladie

De 1988 à 2008, l'échantillon de l'enquête ESPS a été tiré dans l'EPAS, lui-même issu des fichiers des trois principaux régimes d'Assurance maladie, Cnamts, RSI et MSA. Après six points de panel, la mise en place de nouveaux systèmes d'information de l'assurance maladie (SNIIRAM et EPIB) nous donne l'opportunité de passer à une nouvelle base de sondage.

L'échantillon EPAS ne sera pas maintenu au-delà de 2010 en date de soins pour éviter des travaux informatiques redondants avec l'EPIB et anticiper les problèmes d'usure du panel. L'enquête 2010 sera échantillonnée dans l'EPIB. Un sous échantillon pérenne de bénéficiaires majeurs servira de base de sondage à l'enquête. L'unité méthodes statistiques de l'INSEE a été sollicitée pour construire cet échantillon. A partir du bénéficiaire échantillonné, les grappes d'assurés seront reconstituées par

les régimes. Puis la consommation des bénéficiaires échantillonnés dans l'EPIB et celles des membres de leur ménage seront remontées depuis SNIIRAM.

2.1.1.3. Appariement avec les données des organismes de couverture complémentaire ; projet MONACO (Méthodes, Outils, Normes pour la mise en commun de données de l'Assurance Complémentaire et Obligatoire

• Contexte et dessein général :

La dépense remboursée par la complémentaire santé représentait en 2004 13% de la dépense courante de santé. La connaissance de cette dépense et, en creux, du coût réellement supporté par les ménages, c'est à dire du reste à charge après complémentaire, reste très incomplète. Les dépenses d'assurance complémentaire sont absentes des systèmes d'information publics existants en France. Or la complémentaire santé ne profite pas à tous : environ 8 % des français n'ont de complémentaire d'aucune sorte – qu'il s'agisse d'une complémentaire privée ou de la CMUC- et toutes les études montrent qu'elle est un puissant levier de l'accès aux soins, le deuxième après l'état de santé lui-même.

Ainsi toutes les réflexions sur les dispositifs de remboursement ou d'accès aux soins se heurtent à une limite : on ne sait pas qui, au final, paie réellement quoi. C'est la raison pour laquelle s'est constitué un groupe de travail regroupant la Cnamts, la Drees et l'IRDES, en relation avec le comité de pilotage de ESPS, qui réfléchit à mettre en œuvre un appariement de données de remboursement et de reste à charge d'organismes complémentaires avec d'une part les bases de données de l'Enquête Santé Protection Sociale de l'IRDES et d'autre part les bases de l'Assurance maladie (EPIB). En outre, ce projet est discuté avec l'Institut des Données de Santé.

Ce travail aboutirait à la mise en place d'un échantillon représentatif France entière, parmi lesquels les ressortissants de la CMUC (7 % environ de la population) les personnes sans CMUC ni assurance complémentaire (8 %) et les bénéficiaires d'assurance santé complémentaire (85 %). L'ensemble serait apparié aux données d'assurance maladie⁴ et en plus aux données d'assurance complémentaire pour les derniers. Les trois sous échantillons seraient eux-mêmes représentatifs des sous populations.

• Objectifs pratiques

Il s'agit de s'appuyer sur un dispositif existant : l'enquête Santé Protection Sociale appariée aux données de remboursement de l'assurance Maladie depuis 1988. Rappelons que dans le dispositif ESPS, on tire un échantillon d'assurés de l'Assurance Maladie, que l'on enquête ainsi que l'ensemble de leur ménage. On recueille ensuite pour les individus tirés et leurs ayants droits cohabitants, l'ensemble des remboursements de soins sur l'année d'enquête, dans le système d'information de l'Assurance Maladie (EPIB et SNIIRAM à partir de 2010). Nous souhaitons connecter ces données avec celles des systèmes d'information d'organismes complémentaires qui auront accepté de rentrer dans le dispositif.

Compte tenu de l'hétérogénéité du paysage (systèmes d'information dispersés des organismes de complémentaires, etc.) une phase de test mobilisant quelques organismes complémentaires est une première étape indispensable.

Cette phase de tests réalisée en 2010 permettra de préciser le périmètre envisageable pour le projet à plus long terme : quel degré de finesse des données les organismes complémentaires peuvent-ils remonter, quelle est leur capacité à distinguer leurs ouvrants droits des ayants droit, etc.

2.1.2 Enquête SHARE 2010 (en fonction des possibilités de financement)

SHARE 2010 constituera la quatrième vague de l'enquête SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe). SHARE est une enquête européenne biennale menée auprès d'Européens de 50 ans et plus dont le but est de constituer une base d'information européenne sur la santé et le vieillissement en collectant des données homogènes sur des thèmes liés au vieillissement et à la retraite auprès d'Européens âgés de 50 ans et plus. Démarrée avec 11 pays lors de pour la première vague d'enquête en 2004, SHARE compte désormais 15 pays participants. L'objectif est de permettre une meilleure analyse des problèmes économiques et sociaux liés au vieillissement ainsi que des comparaisons internationales à partir des données collectées. Les thèmes abordés dans le cadre de cette enquête intéressent plus particulièrement les disciplines suivantes : la santé, la psychologie, l'économie et la sociologie. Lors de cette nouvelle vague, l'échantillon initial sera rafraîchi avec l'inclusion de nouveaux ménages.

⁴ Rappelons que cet appariement est réalisé depuis 1988.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

3. Opérations répétitives

3.1. Base de données sur les arrêts de travail

L'IRDES a été chargé par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère de la santé et de la protection sociale) de la réalisation d'une étude portant sur l'analyse des mécanismes d'arrêts de travail des salariés du privé, en lien avec la nature et les spécificités des établissements. Dans le cadre de cette mission, L'IRDES construit une base de données ad hoc qui permette de recouper au niveau individuel des informations sur les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins (accord CNIL n°2006-238 du 9 novembre 2006).

Les mécanismes individuels et contextuels des arrêts de travail et le versement des indemnités journalières conséquentes seront principalement analysés à travers deux grands axes de recherche (autour desquels pourront se greffer de multiples questions incidentes) : (1) les déterminants micro- et macroéconomique des arrêts de travail courts et longs ; (2) outre l'étude des liens entre prises d'arrêt de travail et caractéristiques individuelles des salariés; la question particulière des indemnités journalières chez les salariés âgés de 50 ans et plus, et notamment le lien avec le parcours professionnel du salarié et les éventuels effets de substitution entre différentes modalités de cessation d'activité.

A partir de 2008, cette opération est devenue un panel annuel.

3.2. Logiciel Eco-santé

L'IRDES produit et diffuse quatre bases de données sur www.ecosante.fr :

- Eco-Santé France depuis 1986
- Eco-Santé Régions & Départements depuis 1992
- Eco-Santé OCDE depuis 1991
- Eco-Santé Québec depuis 2002

Avec les bases de données Eco-Santé, l'IRDES met à disposition gratuitement (sauf OCDE) plus de 60 000 séries de données (soit plus de 2 millions de chiffres), permettant l'analyse des systèmes de santé.

Ces données portent sur de grands thèmes tels que :

- * l'état de santé de la population,
- * les dépenses de santé,
- * les professions de santé,
- * l'hôpital,
- * la protection sociale,
- * l'aide sociale

et des indicateurs plus globaux tels que

- * la démographie
- * l'économie.

Les données proviennent des principaux organismes officiels du domaine sanitaire et social, dont l'ensemble des sources statistiques officielles dans le domaine de la santé : CNAMTS, IRDES, Direction Générale de la Santé, HCSP, INED, INSEE, INSERM, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère des Transports, MSA, OCDE, Ordre des Pharmaciens, Sécurité Routière, DREES, SNIP ;

Depuis janvier 2007 la mise en ligne gratuite des bases France et Régions & Départements sur www.ecosante.fr en accord avec nos partenaires (DREES, Assurance Maladie, Mutualité RSI et MSA) nous permet d'effectuer des mises à jour mensuelles pour garantir à nos utilisateurs les données les plus récentes possibles.

Contact : ecosante@irdes.fr

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|--|-------------------|-----------------------------|--------------|
| Enquêtes | | | |
| ESPS | IRDES | | |
| SHARE | IRDES | | |
| Exploitation de fichiers administratifs | | | |
| EPIB | CNAMTS | | |
| SNIIRAM | CNAMTS | | |
| Base arrêts de travail | IRDES | | |
| | | | |
| Autres travaux répétitifs | | | |
| Eco santé | IRDES | | |
| | | | |
| | | | |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Sans objet

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

L'enquête ESPS a vocation à participer à l'évaluation des politiques publiques en santé, au travers de questionnements spécifiques ou grâce à sa dimension de panel.

5.4. Aspects « européens »

L'enquête SHARE décrite ci-dessus est la partie française d'un dispositif européen.

6. Diffusion des travaux

L'Irdes diffuse ses résultats d'enquête et de recherche en matière d'économie de la santé à travers différents types de supports :

- des supports édités par l'Irdes lui-même, dont Questions d'économie de la santé, 4, 6 ou 8 pages de synthèse, qui s'adresse à un public large ; les séries Documents de travail et Rapports de recherche, plus ciblées sur un public scientifique
- des revues françaises et internationales ainsi que des ouvrages collectifs publiés par des éditeurs commerciaux ou institutionnels et auxquels participent les chercheurs de l'institut.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

Questions d'économie de la santé publiés en 2009

L'hospitalisation à domicile, une prise en charge qui s'adresse à tous les patients.

Afrite A. (IRDES), Chaleix M. (DREES), Com-Ruelle L. (IRDES), Valdelièvre H. (DREES).

Questions d'économie de la santé IRDES n° 140. 2009/03.

Contexte géographique et état de santé de la population: de l'effet ZUS aux effets de voisinage.

Allonier C., Debrand T., Lucas-Gabrielli V., Pierre A.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 139. 2009/03.

Documents de travail publiés en 2009

Income and the Demand for Complementary Health Insurance in France

Grignon M. (McMaster University; Associate researcher, RDES), Kambia-Chopin B. (IRDES).

Document de travail IRDES n° 24. 2009/04.

Principes et enjeux de la tarification à l'activité à l'hôpital (T2A).

Enseignements de la théorie économique et des expériences étrangères

Or Z., Renaud T.

Document de travail IRDES n° 23. 2009/03.

The preferred doctor scheme: A political reading of a French experiment of Gate-keeping

Naiditch M. (Université Denis Diderot, IRDES), Dourgnon P. (IRDES).

Document de travail IRDES n° 22. 2009/03.

The preferred doctor scheme: A political reading of a French experiment of Gate-keeping

Naiditch M. (Université Denis Diderot, IRDES), Dourgnon P. (IRDES).

Document de travail IRDES n° 22. 2009/03.

Evolution 1998-2002 of the antidepressant consumption in France, Germany and the United Kingdom

Grandfils N., Sermet C.

Document de travail IRDES n° 21. 2009/02.

Dynamic Estimation of Health Expenditure: A new approach for simulating individual expenditure

Albouy V. (INSEE), Davezies L. (INSEE), Debrand T. (IRDES)

Document de travail IRDES n° 20. 2009/01.

Rapports 2008 publiés en 2008

Com-Ruelle L., Or Z., Renaud T. (2008/12), Volume d'activité et qualité des soins dans les établissements de santé : enseignements de la littérature, Rapport IRDES n° 1734, 146 pages

Bourgueil Y., Le Fur P., Mousquès J., Yilmaz E., (2008/12), Coopération entre médecins généralistes et infirmières pour le suivi des patients diabétiques de type 2. Évaluation médico-économique de l'expérimentation ASALEE, Rapport IRDES n° 1733, 144 pages.

Afrite A., Com-Ruelle L., Or Z., Renaud T. (2008/06), Soins de réhabilitation et d'accompagnement : une analyse comparative des coûts d'hospitalisation à domicile et en établissement. Rapport IRDES n° 1689, 166 pages.

Afrite A., Com-Ruelle L., Or Z., Renaud T. (2008/06), Soins de réhabilitation et d'accompagnement : une analyse comparative des coûts d'hospitalisation à domicile et en établissement - Rapport annexe. Rapport IRDES n° 1689bis, 134 pages.

Lièvre A., Jusot F., Barnay T., Sermet C., Brouard N., Robine J.-M., Brieu M.-A., Forette F. (2008/05), Espérances de vie professionnelle en santé. Méthodes de calcul et application à 13 pays d'Europe. Rapport IRDES n° 1709, 116 pages.

Renaud T., Sermet C. (2008/04), Les dépenses de prévention en France. Estimation à partir des comptes nationaux de la santé 2002. Rapport IRDES n° 1706, 110 pages.

Com-Ruelle L., Dourgnon P., Jusot F., Lengagne P. (2008/04), Prévalence et facteurs socio-économiques associés aux problèmes d'alcool en population générale en France. Rapport IRDES n° 1703, 98 pages. Prix : 25 €

Allonier C., Dourgnon P., Rochereau T. (2008/04), Enquête sur la Santé et la Protection Sociale 2006. Rapport IRDES n° 1701, 238 pages.

Dourgnon P., Guillaume S., Naiditch M., Ordonneau C. (2008/04), Les assurés et le médecin traitant : premier bilan après la réforme. In : Enquête sur la Santé et la protection Sociale 2006, Rapport IRDES n° 1701, 2008/04, 37-41.

Kambia-Chopin B., Perronnin M., Pierre A., Rochereau T. (2008/04), Les contrats complémentaires individuels : quel poids dans le budget des ménages ?, In : Enquête sur la Santé et la protection Sociale 2006, Rapport IRDES n° 1701, 2008/04, 45-55.

Questions d'économie de la santé publiés en 2008

L'asthme en France en 2006 : prévalence et contrôle des symptômes.

Afrite A., Allonier C., Com-Ruelle L., Le Guen N. avec la collaboration de Annesi-Maesano I., Delmas M.-C., Furhman C., Leynaert B.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 138. 2008/12.

L'enquête SHARE sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe devient longitudinale. Les données de la deuxième vague sont désormais disponibles.

Barangé C., Eudier V., Sirven N.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 137. 2008/12.

La coopération médecins généralistes/infirmières améliore le suivi des patients diabétiques de type 2.

Bourgueil Y., Le Fur P., Mousquès J., Yilmaz E.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 136. 2008/11.

Volume d'activité et qualité des soins dans les hôpitaux : quelle causalité ?

Com-Ruelle L., Or Z., Renaud T.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 135. 2008/09.

Modes d'accès aux spécialistes en 2006 et évolution depuis la réforme de l'Assurance maladie.

Le Fur P., Yilmaz E.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 134. 2008/08.

La santé perçue des immigrés en France. Une exploitation de l'Enquête décennale santé 2002-2003.

Dourgnon P., Jusot F., Sermet C., Silva J.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 133. 2008/07.

La complémentaire santé en France en 2006 : un accès qui reste inégalitaire. Résultats de l'Enquête Santé Protection Sociale 2006 (ESPS 2006).

Kambia-Chopin B., Perronnin M., Pierre A., Rochereau T.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 132. 2008/05.

L'Enquête Santé Protection Sociale 2006, un panel pour l'analyse des politiques de santé, la santé publique et la recherche en économie de la santé.

Allonier C., Dourgnon P., Rochereau T.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 131. 2008/04.

Comment expliquer les fortes disparités de clientèle CMUC des praticiens libéraux ?

Cases C., Lucas-Gabrielli V., Perronnin M., To M.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 130. 2008/03.

Les problèmes d'alcool en France : quelles sont les populations à risque ?

Com-Ruelle L., Dourgnon P., Jusot F., Lengagne P.

Questions d'économie de la santé IRDES n° 129. 2008/01.

Documents de travail publiés en 2008

La qualité des soins en France : comment la mesurer pour l'améliorer ?

Or Z., Com-Ruelle L., Document de travail IRDES n° 19. 2008/12.

A refutation of the practice style hypothesis: the case of antibiotics prescription by French general practitioners for acute rhinopharyngitis

Mousquès J. (IRDES), Renaud T. (IRDES), Scemama O. (HAS), Document de travail IRDES n° 18. 2008/10.

Impact of health care system on socioeconomic inequalities in doctor use

Or Z., Jusot F., Yilmaz E., Document de travail IRDES n° 17. 2008/09.

Drug price setting and regulation in France

Grandfils N., Document de travail IRDES n° 16. 2008/09.

Comparability of Health Care Responsiveness in Europe. Using anchoring vignettes from SHARE

Sirven N. (IRDES), Santos-Eggimann B. (IUMSP), Spagnoli J. (IUMSP)

Document de travail IRDES n° 15. 2008/09.

Etat de santé des populations immigrées en France

Jusot F., Silva J., Dourgnon P., Sermet C., Document de travail IRDES n° 14. 2008/07.

The sooner, the better? Analyzing preferences for early retirement in European countries

Blanchet D. (INSEE), Debrand T. (IRDES), Document de travail IRDES n° 13. 2008/07.

Social heterogeneity in self-reported health status and measurement of inequalities in health

Tubeuf S., Jusot F., Devaux M., Sermet C., Document de travail IRDES n° 12. 2008/06.

Health status, Neighbourhood effects and Public choice: Evidence from France

Debrand T., Pierre A., Allonier C., Lucas V., Document de travail IRDES n° 11. 2008/06.

Les territoires de santé : des approches régionales variées de ce nouvel espace de planification.

Coldefy M., Lucas-Gabrielli V., Document de travail IRDES n° 10. 2008/05.

Private supplementary health insurance: retirees' demand

Franc C., Perronnin M., Pierre A., Document de travail IRDES n° 9. 2008/04.

Working Conditions and Health of European Older Workers.

Debrand T., Lengagne P., Document de travail IRDES n° 8. 2008/02.

Promoting Social Participation for Healthy Ageing

Sirven N., Debrand T., Document de travail IRDES n° 7. 2008/01

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER

1. Exposé de synthèse

La mission de la stratégie et des systèmes d'information (MISSI) a pris la suite du BSIDP dans le cadre de la réorganisation des services du ministère de l'agriculture et de la pêche au 1er juillet 2008. La MISSI conserve les mêmes missions : exploitation et valorisation des données statistiques de la DGER, coordination et pilotage d'enquêtes et d'études dans un objectif d'allègement des sollicitations.

Un système d'information décisionnel, DéciEA, a été mis en place et le suivi de cohorte sera opérationnel en 2010 permettant alors de nouvelles analyses. Cependant le remplacement de l'INA par l'INE, projet conduit en lien avec l'EN, est reporté, ce qui retarde le suivi de nos élèves et étudiants hors de l'enseignement agricole.

La diffusion de données statistiques relatives à l'enseignement agricole prendra plusieurs formes :

- la poursuite de la programmation mensuelle thématique des StatEA (bulletins d'information statistique de l'enseignement agricole) sur internet (www.chlorofil.fr),
- la diffusion régulière de nouvelles analyses de filières de formation sur internet,
- le panorama de l'enseignement agricole, publié en juillet 2009 et disponible sur internet, sera mis à jour tous les 2 ans,
- l'accès aux données statistiques via l'outil DéciEA concernera un public élargi : en 2009 l'accès est réservé à l'administration centrale et régionale ; des formations ont été mises en place pour former les agents. En 2010 les établissements d'enseignement agricole devraient y avoir accès.

Le calcul d'indicateurs, en particulier en lien avec la LOLF, évolue avec la mise en place du DéciEA (le suivi de cohorte permettra le calcul du taux d'efficacité scolaire) et la mise en oeuvre de nouvelles enquêtes (le suivi de l'insertion des élèves et des étudiants dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur) ou la rénovation d'enquêtes existantes (le cheminement des élèves à 45 mois). Dans le cadre du 5ème schéma prévisionnel des formations (SPNF) la publication d'un rapport annuel de performance a été abandonnée, au profit de l'élaboration d'un tableau de bord annuel permettant de faire un bilan annuel et d'enrichir l'évaluation du 5ème SPNF.

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquêtes nouvelles :

- Suivi des élèves et étudiants du supérieur court 7 mois après leur sortie de formation: expérimental en 2009 et mis en oeuvre en 2010. Cette enquête fait l'objet d'une demande d'avis d'opportunité (passage le 31 mars 2009).

- Suivi des étudiants de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire : une réflexion est en cours pour mettre en oeuvre à titre expérimental en 2010 une enquête auprès des étudiants diplômés des grandes écoles du ministère de l'agriculture, 3 mois et 15 mois après leur sortie. Cette enquête doit également permettre de répondre aux demandes de la Conférence des Grandes Écoles (CGE).

Enquêtes renouvelées :

L'enquête de cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves ou apprentis, 45 mois après leur sortie de formation, existe depuis 1993, labellisée en 2006. Une réflexion est en cours en 2009 pour repenser cette enquête aux niveaux méthodologique et organisationnel, en cohérence avec la mise en oeuvre du DéciEA et de l'enquête de suivi des élèves et étudiants du supérieur court à 7 mois.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

L'exploitation des fichiers relatifs aux élèves et aux examens va évoluer dans le cadre du suivi de cohorte (croisement des données) dans le DéciEA.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

L'enquête sur le suivi des élèves et étudiants du supérieur court à 7 mois permettra de nouvelles analyses : l'insertion scolaire et professionnelle à court terme, notamment l'approche des sorties sans qualification, et l'enrichissement du suivi de cohorte dans le DéciEA.

3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|---|-------------------|-----------------------------|--|
| Enquêtes | | | |
| Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole | MAP-DGER | | Chaque niveau est enquêté tous les 2 ans. Enquête en cours de rénovation |
| Enquête sur les taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole | MAP-DGER | | A partir d'un échantillon |
| Enquête sur les taux de satisfaction des stagiaires à l'étranger de l'enseignement agricole | MAP-DGER | | |
| Suivi des élèves et étudiants du supérieur court 7 mois | MAP-DGER | | A partir d'un échantillon |
| Enquête relative aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps scolarisés dans le second degré de l'enseignement public et privé sous contrat des établissements agricoles | MAP-DGER | | Enquête identique à celle de l'EN |
| Exploitation de fichiers administratifs | | | |
| Remontée des effectifs élèves et étudiants du supérieur court | MAP-DGER | | |
| Remontée des effectifs du supérieur long | MAP-DGER | | En cours de rénovation |
| Remontée des effectifs d'apprentis | MAP-EN | | |
| Autres travaux répétitifs | | | |
| Publication des StatEA | MAP-DGER | | |
| | | | |

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les nouvelles enquêtes mises en œuvre par la DGER sont dématérialisées ou proposées au choix de l'utilisateur sous une version papier ou une version dématérialisée (suivi des élèves et étudiants à 7 mois, enquête satisfaction). Les résultats sont restitués aux niveaux national, régional et local via ce même outil dématérialisé.

La DGER met également à disposition un outil décisionnel qui allège la diffusion papier de statistiques.

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

5.4. Aspects « européens »

6. Diffusion des travaux

La mise à disposition des résultats d'enquête, des analyses et des synthèses sur le site internet de l'enseignement agricole doit se poursuivre en 2010 selon un calendrier identique à 2009. Cf. annexe

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|--|----------|----------------------|--|------------------------|
| Suivi de cohorte dans le DéciEA | MAP-DGER | A partir de fin 2009 | Après hachage-cryptage de l'INA, puis de l'INE | Annuel |
| Publication d'analyses de filières de formation | MAP-DGER | A partir de 2010 | Expérimentation en 2009 | Mises à jour biennales |
| Publication du panorama de l'enseignement agricole | MAP-DGER | A partir de 2009 | Publication sur internet et tirage papier | Publication biennale |
| Réalisation d'un tableau de bord annuel dans le cadre du 5ème SPNF | MAP-DGER | A partir de 2009 | Arrêt de la production du Rap du 4ème SPNF rénové | Production annuelle |
| Suivi des élèves et étudiants à 7 mois | MAP-DGER | A partir de 2010 | Production de nouvelles analyses et indicateurs, en particulier dans le cadre de la mission insertion des établissements Enrichissement du suivi de cohorte | Fréquence annuelle |

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2008-2009

| Sortie | Numéro | Titre des statEA |
|--------------|--------|---|
| Déc. 2007 | 07-11 | La population scolaire 2007 |
| Janvier 2008 | 08-01 | Les effectifs 2007 des formations générales, technologiques et professionnelles |
| Février 2008 | 08-02 | La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2006 |
| Mars 2008 | 08-03 | Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2007 |
| Avril 2008 | 08-04 | Le devenir professionnel des anciens élèves diplômés du BTA ou des baccalauréats professionnels 2003 (enquêtes ENESAD) |
| Mai 2008 | 08-05 | Le devenir professionnel des anciens élèves diplômés des baccalauréats technologiques ou scientifiques 2003 (enquêtes ENESAD) |
| Mai 2008 | 08-06 | Les trajectoires professionnelles de l'enseignement supérieur agricole (enquêtes ENESAD) |
| Juin 2008 | 08-07 | Le devenir professionnel des anciens apprentis diplômés de l'EA 2002 et 2003 (enquêtes ENESAD) |
| Sept. 2008 | 08-08 | La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2007 |
| Octobre 2008 | 08-09 | Les personnels de l'EA en 2007-2008 |
| Nov. 2008 | 08-10 | Les effectifs d'apprentis à la rentrée 2007 |
| Déc. 2008 | 08-11 | La rentrée scolaire 2008 |
| Janvier 2009 | 09-01 | Les effectifs 2008 des formations générales, technologiques ou professionnelles |
| Février 2009 | 09-02 | La population scolaire 2008 |
| Mars 2009 | 09-03 | Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2008 |
| Avril 2009 | 09-04 | EDUTER (BEPA) |
| Mai 2009 | 09-05 | Les enseignants dans les établissements d'enseignement technique agricole public en 2008-2009 |
| Juin 2009 | 09-06 | EDUTER (BTS - LP) |
| Juillet 2009 | 09-07 | VAE |
| Août 2009 | 09-08 | Les effectifs d'apprentis à la rentrée 2008 |
| Sept. 2009 | 09-09 | La formation professionnelle continue dans l'enseignement agricole en 2008 |
| Oct. 2009 | 09-10 | EDUTER (L'insertion professionnelle à 7 mois (élèves et apprentis)) |
| Nov. 2009 | 09-11 | La rentrée scolaire 2009 |
| Déc. 2009 | 09-12 | Les effectifs 2009 des formations générales, technologiques ou professionnelles / population scolaire 2009 |
| Janvier 2010 | 10-01 | Les résultats des examens de l'enseignement agricole – session 2009 |

Ministère de la défense
Direction des affaires financières
Observatoire économique de la Défense

1. Exposé de synthèse

L'Observatoire économique de la Défense (OED), qui est le service statistique du ministère de la défense, est rattaché à la sous-direction des questions économiques, fiscales et internationales de la Direction des affaires financières.

Au titre de sa mission de service statistique, l'OED rassemble et synthétise l'ensemble des informations, notamment à caractère statistique, économique et financier, qui concernent l'activité de défense. Dans ce cadre, l'OED construit et met à jour des bases de données : la base SANDIE (base des statistiques annuelles sur la défense, son industrie et ses entreprises), le Recensement des agents de la Défense, ainsi que le Recensement des marchés publics de la Défense. Il publie un annuaire statistique et réalise également un compte satellite de la Défense.

3. Opérations répétitives

L'annuaire statistique de la Défense

L'*Annuaire statistique de la Défense* regroupe les principales données relatives aux aspects économiques, budgétaires, industriels et sociaux du domaine de la défense.

Il est diffusé par la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD), en 4 500 exemplaires environ, qui en fait généralement une présentation à la presse. La onzième édition est prévue pour le printemps 2010. Elle sera également présentée sur le site Internet du Ministère et accessible par le nouveau portail de la statistique publique.

Constitution et exploitation de la base de données SANDIE « Statistiques ANnuelles sur la Défense, son Industrie et ses Entreprises »

Afin de pallier les lacunes constatées sur le secteur industriel de la défense, l'objectif de l'OED est de rassembler dans une même base de données l'information économique sur les entreprises liées à la défense, à partir de diverses sources d'informations.

Constituée à l'origine par des fichiers d'origine administrative du ministère de la défense, cette base est également enrichie régulièrement par des données en provenance d'enquêtes statistiques publiques ayant des rubriques « défense » (enquêtes sur la R&D dans les entreprises, enquêtes régionales sur la sous-traitance aéronautique), qui permettent de la compléter pour des études particulières, sous réserve de l'avis favorable du comité du secret statistique du Cnis.

Le compte satellite de la Défense

Les travaux sur le compte satellite s'effectuent actuellement en base 2000. Le changement de base s'est opéré au cours de l'année 2005 et les travaux de consolidation et rétropolation se sont poursuivis en 2006 et 2007. Un compte satellite définitif est actualisé annuellement.

Le recensement des agents de la Défense

Dans le cadre du système d'information sur les agents des services publics coordonné par l'Insee, l'OED élabore annuellement un recensement exhaustif des agents militaires du ministère de la Défense à partir des fichiers de paye, et saisit ainsi certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc.). Ces données, collectées au niveau individuel, font l'objet d'exploitations et d'analyses systématiques (statistiques d'effectifs et de rémunérations, flux d'entrées-sorties, calculs de GVT) et d'une diffusion, en ce qui concerne les données agrégées, vers les services fournisseurs ainsi que la Direction des affaires financières. Ces travaux devraient fournir des éléments permettant le pilotage de la masse salariale, devenu nécessaire avec la mise en place de la LOLF.

Les principaux résultats statistiques de ce recensement sont également largement repris dans l'*Annuaire statistique de la Défense*.

Le recensement des marchés publics de la Défense

La collecte des marchés notifiés par le ministère de la défense, aboutit à la constitution progressive d'une base de données sur les principales caractéristiques de ces marchés (organisme contractant, secteurs ou entreprises concernés, nombre de marchés, montants, mode de passation, sous-traitance, etc.). L'exploitation de cette base de données permet de recouper les informations issues d'autres sources administratives ou de la Commission centrale des marchés pour construire, à l'aide du répertoire Sirene, des séries de données spécifiques (ventilation des marchés par taille d'entreprise notamment), afin d'en dégager les implications économiques pour le secteur de la Défense.

L'analyse économique de la Défense

Les diverses analyses et études statistiques de l'OED sont utilisées dans une présentation annuelle de l'économie de la Défense, réalisée sous l'égide du Conseil économique de la Défense, et intégrée dans une publication de ce dernier. Le but de ce travail est de dresser un panorama de l'économie de la défense, en France, en Europe et dans le reste du monde, à travers les statistiques comparées des budgets de défense et de l'offre industrielle d'armement, pour éclairer les choix de politique nationale de Défense et leurs implications financières.

Études économiques

L'OED réalisera ou sous-traitera en 2010 des études à des laboratoires universitaires ou scientifiques sur des thèmes spécifiques.

Les principaux thèmes d'études qui sont développés par l'OED relèvent de l'économie industrielle et de l'économie publique et portent une attention particulière à la base industrielle et technologique de Défense. En 2009-2010, ces études devraient porter principalement sur :

- * L'emploi industriel lié à la Défense
- * L'impact des restructurations suite aux recommandations du Livre Blanc et de la RGPP
- * Les modes d'externalisation et les Partenariats Public Privé

Collaboration aux travaux de l'Insee concernant le recensement de la population et les répertoires d'équipements communaux

Dans le cadre du recensement de la population d'une part, et du répertoire des équipements communaux d'autre part, l'OED jouera en 2010 son rôle de correspondant de l'Insee au ministère de la Défense pour la constitution de répertoires de casernes (qui servent pour le recensement des communautés militaires) et d'équipements concernant la Défense.

6. Publications et séminaires

Publications

- Annuaire statistique de la défense
- *Divers articles économiques et statistiques dans les revues « ECODEF » (4 numéros / an)*
- *Rapports d'étude de l'OED*
- Le Compte satellite de la Défense
- Économie de la défense 2009 (*publication réalisée pour le compte du Conseil économique de la Défense*)

**Ministère de l'éducation nationale
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP**

**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES**

1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP), est maintenant du ressort de la sous-direction des Systèmes d'Information et Études Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Une convention passée entre la DEPP et le SIES permettra aux deux organismes de collaborer étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, suivi de cohortes) et assurera donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

L'année 2010 devrait être marquée par la reprise et la poursuite de sujets ou de thèmes de première importance pour le SSP, en accord avec les orientations à moyen-terme. La mise en place de dispositifs d'observation des parcours des élèves et des étudiants au sein du système éducatif devrait se poursuivre, après un temps de concertation sur le principe d'un numéro unique d'identification des élèves. Ce numéro unique est pourtant une nécessité pour pouvoir suivre les élèves, sachant que la seule finalité du dispositif est l'étude statistique des parcours. L'activation d'un système de cryptage de cet identifiant, actuellement en cours d'expertise, garantira la stricte anonymisation des informations.

Second axe important : les informations localisées. Les opérations de géoréférencement des établissements, notamment, se poursuivent. On devrait disposer courant 2010 d'une base permettant de situer finement l'offre de formation.

Autre avancée : la consolidation du système d'information sur les sortants du secondaire et leur insertion professionnelle à court terme, pour répondre à une demande récurrente en la matière. Des travaux sur l'insertion professionnelle des diplômés du supérieur seront également conduits en 2010, en lien avec les universités (enquête d'insertion et analyse des résultats).

Enfin, un effort important sera fait pour mieux répondre, dans la mesure du possible, aux demandes de statistiques internationales.

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

• Enquête victimation en milieu scolaire

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP préparera durant l'année 2010, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance (OND), une enquête de victimation en milieu scolaire auprès d'élèves de collèges, qui devrait se dérouler en mars 2011.

• Enquête auprès d'enseignants

La DEPP lancera une nouvelle enquête auprès d'un échantillon représentatif, au niveau national, d'enseignants du second degré public. La plus grande partie de l'enquête porte sur les conditions d'exercice des enseignants, leur appréhension du métier mais aussi les difficultés rencontrées. Quelques questions déjà posées lors des précédentes enquêtes sont reprises afin d'en mesurer l'évolution dans le temps.

- **Enquête européenne sur les compétences en langues étrangères**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en langues étrangères des jeunes européens en fin de scolarité obligatoire.

- **Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège.**

L'évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège a débuté en novembre 2008. Le but de cette enquête est de mesurer les effets de ce type d'enseignement sur les apprentissages des élèves, leur intérêt pour la science et leur orientation vers les filières de formation scientifiques. Les progrès de ces élèves seront comparés avec ceux d'un groupe témoin. L'évaluation s'effectuera sur un panel d'élèves au début et à la fin de chaque année scolaire pendant les quatre années de scolarité au collège, de 2008 à 2012.

- **Les évaluations-bilans**

Les évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège, sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009.

Ces opérations sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

- **Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.**

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège. Ces indicateurs sont établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Les effets de l'accompagnement éducatif**

Le but de cette enquête est d'évaluer les effets de la mise en place des actions d'accompagnement éducatif sur les résultats scolaires des élèves qui en bénéficient comparativement à ceux qui n'en bénéficient pas. L'évaluation a lieu par questionnaire auprès d'un échantillon d'élèves de troisième.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2010

- **Système d'information du premier degré**

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. À la rentrée 2008, environ 80 % des écoles publiques adhèrent à ce système d'information et la généralisation est prévue pour la rentrée 2009. À terme, les données de ce système d'information seront remontées à la DEPP pour élaborer le constat des effectifs d'élèves à la rentrée et constituer une base d'étude de données individuelles anonymes. En attendant la généralisation complète de ce système d'information, la DEPP procèdera à de premières analyses de fichiers à la rentrée 2008 et tentera, dans la mesure du possible, d'estimer certains indicateurs sur la base des 80 % d'élèves renseignés.

Ce système gèrera également des informations sur les divers intervenants, des informations générales sur l'école et un outil de simulation d'ouvertures et fermetures de classes. Il sera partagé (avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs (IEN et IA) et les collectivités territoriales concernées.

- **SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis)**

Le système mis en place pour l'ensemble des académies en 2007 consiste à faire remonter des CFA des fichiers individuels d'apprentis. Les informations collectées portent principalement sur l'origine

scolaire, l'origine sociale, les formations suivies et le sexe. Ce dispositif remplace l'ancienne enquête sur support papier (dite enquête n°51). Cela permet de disposer d'une information de meilleure qualité en ayant la possibilité de repérer les doubles au sein des fichiers d'apprentis, et dans quelques années d'analyser des parcours d'apprentis. De façon plus générale, cela permet de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et d'être ainsi en mesure de mieux répondre aux besoins européens en matière de statistiques de l'éducation.

Depuis janvier 2009, le portail professionnel dédié à la remontée des données individuelles des apprentis a transféré aux CFA la correction de leurs données et une partie des contrôles de cohérence. Cela doit, à terme, simplifier et accélérer le processus de collecte.

• SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)

Extension du champ

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE couvre aujourd'hui (à la rentrée 2008/2009) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieur et 88 % des écoles de management (à diplôme visé), soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,6 million d'étudiants. Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux quelques écoles d'ingénieurs et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour l'année universitaire 2009-2010, l'augmentation du nombre d'écoles de management devrait se poursuivre. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat. En 2009-2010, tout le champ des écoles d'ingénieurs devrait être couvert par des remontées individuelles. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômes des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des écoles utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. Cette intégration devrait se poursuivre en 2009-2010.

Il est également envisagé de conduire une réflexion sur la possibilité d'intégrer de nouveaux établissements (vétérinaire, architecture) dans le dispositif SISE.

Rénovation du dispositif SISE

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation va être lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové. Cette seconde version devrait être disponible pour les remontées 2009-2010.

• Service des enseignants du second degré (application « base relais »)

Extension du champ

L'application « base relais » mettant en relation les élèves et les enseignants ne prenait en compte que le secteur public. Concernant l'enseignement privé sous contrat, la constitution de bases relais est en cours d'expérimentation pour l'année scolaire 2008-2009. Cette expérimentation est limitée aux établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET concernant les élèves et STS-WEB permettant de saisir les services des enseignants. A ce jour les bases relais du secteur privé, concernant les établissements ayant à leur disposition les applicatifs SCONET et STS WEB, de la moitié des académies sont remontées à la DEPP. La constitution des bases relais « privé » sera possible dès la généralisation de la diffusion des applicatifs SCONET et STS WEB à tous les établissements du secteur privé sous contrat. Cette généralisation est prévue pour la rentrée 2009.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

• Mise en place d'une base nationale des identifiants élèves-étudiants (BNIE)

Cette base a en réalité le statut d'un répertoire. Il permet d'attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève-étudiant) à un élève nouvellement inscrit dans le système éducatif et de retrouver ce numéro tout au long de sa carrière scolaire, en cas de besoin (notamment lors de la mobilité vers l'apprentissage, l'enseignement agricole, l'enseignement supérieur, ...). Ce numéro doit servir à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Une première expérimentation a été faite début 2005 en lien avec l'expérimentation du système d'information (SI) du premier degré. Le système est opérationnel depuis la rentrée 2005 sur le premier degré en accompagnement de la montée en charge du Système d'information du premier degré. À la fin de l'année 2007, ce sont presque trois millions d'élèves qui ont été ainsi immatriculés, soit la moitié des effectifs du premier degré. L'objectif est d'étendre ce champ au second degré, à l'enseignement supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale, notamment celui de l'agriculture. Pour préparer cette extension, des études d'impact ont été menées avec les acteurs concernés du second degré MEN, de l'enseignement agricole, de l'apprentissage. Elles sont en cours sur le champ de l'enseignement supérieur. Les différents scénarii ont été confrontés aux contraintes techniques de réalisation au premier semestre 2008. Face aux interrogations qui ont été exprimées sur l'utilisation de ces identifiants, il a été jugé préférable de différer l'extension de la BNIE à d'autres niveaux d'enseignement. Une concertation sur les finalités, exclusivement statistiques, et les conditions d'utilisation de cette base doit avoir lieu en 2010 ; son aboutissement constitue un préalable à l'entrée dans la phase d'extension.

• **Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE)**

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves-étudiants se terminera au cours du premier trimestre 2010. Ce système devrait permettre à terme de constituer des fichiers statistiques retraçant les parcours d'élèves dans le système éducatif, avec une totale garantie d'anonymisation des informations. Ces fichiers seraient utilisés à des fins d'analyses et d'études.

• **Géoréférencement des établissements de formation**

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géoréférencement de tous les établissements de formation, de façon à disposer d'informations localisées. Ce géoréférencement se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Les travaux devraient se terminer au premier trimestre 2010. Des mises à jour annuelles sont prévues.

• **Géoréférencement des fichiers d'élèves**

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE se sont engagés fin 2008 dans un processus de géoréférencement des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. L'année 2009 est consacrée à l'extension du géo référencement pour tous les élèves du secondaire.

• **Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré**

Par suite de la loi « Initiative et responsabilités » d'août 2004 les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèrent les affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,...) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. L'application EPI rénovée sera un système d'information partagé entre le MEN et les collectivités territoriales.

• **Fiche mutualisée Etablissement**

Le principe porteur du projet est la capitalisation et la mutualisation des expériences académiques pour construire une fiche établissement partagée par l'administration centrale et les académies. Les objectifs de cet outil sont de servir de support au pilotage et à l'évaluation des établissements (interne/externe, national/académique), mais aussi à la communication auprès du grand public, notamment les parents d'élèves. Elle permettra au chef d'établissement de disposer des valeurs d'un grand nombre d'indicateurs simultanément pour son établissement, pour le département et l'académie d'appartenance et au niveau national.

• **Insertion professionnelle des diplômés du supérieur**

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de cette insertion

professionnelle seront menés en 2010 (enquête réalisée à partir de décembre 2009, analyse des résultats à partir de mai 2010). L'enquête, opération pilote pour 2009, a vocation à devenir annuelle.

3. Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|--|-------------------|-----------------------------|-----------------------------------|
| Enquêtes | | | |
| Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de technicien supérieur. | DEPP B1 | | |
| Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide). | DEPP A1 | | Sera remplacée par SIFA à terme |
| Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université (pour les établissements hors SISE) | SIES | | |
| Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995 | SIES | | |
| Le devenir des bacheliers 2008 | SIES | | |
| L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage | DEPP A1 | | |
| Le devenir des bacheliers 2002 et des bacheliers du panel d'élèves 1995 | SIES | | |
| Le devenir des bacheliers 2008 | SIES | | |
| Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997 | DEPP B1 | | |
| Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007 | DEPP B1 | | |
| Violence en milieu scolaire - SIVIS | DEPP B3 | | |
| Enquêtes sur les dépenses de recherche et de développement des entreprises, organismes, associations... | SIES | | |
| Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif | | | |
| Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France | DEPP B1 | | |
| La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré | DEPP B1 | | Informations au niveau individuel |
| Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier degré - SI 1er degré | DEPP B1 | | Informations au niveau individuel |

| | | | |
|---|----------|--|---|
| Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré - Scolarité | DEPP B1 | | Informations au niveau individuel |
| Base nationale des identifiants élèves – BNIE | DEPP A4 | | |
| Base centrale des établissements – RAMSESE | DEPP A4 | | |
| Absentéisme des élèves | DEPP B3 | | Collecte sous statut administratif |
| Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA | DEPP A1 | | Informations au niveau individuel |
| SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant | SIES | | Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur (IUFM, certaines écoles d'ingénieurs, de management, certains grands établissements, etc.) (informations au niveau individuel) |
| SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant | SIES | | Diplômes délivrés dans les universités et dans certaines écoles d'ingénieurs et de management (informations au niveau individuel) |
| Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence | SIES | | |
| La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique | DEPP A1 | | |
| La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement supérieur | DEPP A1 | | |
| Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC | DEPP A1 | | Application STAGE qui sera remplacée d'ici 2010 par PROGRE. La phase de transition entre les deux applications se situe en 2008. Il n'y aura pas de résultats d'enquête en 2009. |
| Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet | DEPP B1 | | Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN |
| Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel | DEPP B1 | | |
| Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel | DEPP B1 | | Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN |
| Les résultats au brevet de technicien supérieur (BTS) | SIES | | Résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN |
| Les élèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur | SIES | | Application AGLAE |
| Bilan des concours déconcentrés des ATS | DEPP A 2 | | Application OCEAN |
| Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale | DEPP A 2 | | Fichiers de paye |
| Les mouvements des corps des | DEPP A 2 | | Application AGAPE |

| | | | |
|--|----------|--|------------------------------------|
| instituteurs et des professeurs des écoles : constat et prévisions | | | |
| Le service des enseignants du second degré public | DEPP A 2 | | Application « Base relais » |
| Absences non remplacées des enseignants | DEPP B3 | | Collecte sous statut administratif |
| Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré | DEPP A 3 | | Application EPI |
| Les technologies de l'information et de la communication | DEPP A 3 | | Application ETIC |
| Les comptes financiers des établissements publics du second degré | DEPP A 3 | | Application COFI-Pilotages |
| Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA | DEPP A 3 | | |
| | | | |
| Autres travaux répétitifs | | | |
| | | | |
| | | | |

4. Allègement de la charge statistique

La couverture des établissements privés du second degré par le système 'Scolarité' a permis de supprimer l'enquête papier auprès de ces établissements. De même, la généralisation du système d'information du premier degré aboutira à faire disparaître l'enquête 19 papier. Au niveau de l'apprentissage, le passage au système 'SIFA' remplacera l'ancienne enquête papier. Enfin, dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. La collecte des informations des enquêtes papier est en voie de dématérialisation : les établissements pourront prochainement répondre au questionnaire sur un site Internet sécurisé.

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Déclinaison d'indicateurs de performance aux niveaux académiques et départementaux.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Participation à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Lancement de travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche

5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Participation au groupe de travail sur la construction de l'indicateur pour la compétence-clé européenne « apprendre à apprendre ».

6. Diffusion des travaux

Rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|---|---------|--|---|--|
| Evolution IVAL | DEPP B3 | | | Publication en avril 2009 des IVAL nouvelle méthodologie |
| Enquête de victimation en milieu scolaire | DEPP B3 | | | Expérimentation de l'enquête en mai 2009 |
| Indicateurs de valeurs ajoutés des collèges | DEPP B3 | | | Report du dossier en 2010 |
| Nouveau panel de bacheliers | SIES | | Remplacement du précédent panel | Première interrogation en 2009 |
| Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique | INSEE | | Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP | Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007. |
| Evaluations bilans | DEPP B2 | | | Nouveau cycle qui permettra d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003 |
| Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège | DEPP B2 | | | A débuté en novembre 2008, s'effectuera de 2008 à 2012 |
| La maîtrise des compétences du socle commun | DEPP B2 | | | Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF |
| Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) | DEPP B2 | | | En coordination avec le ministère de la Défense. Regard rétrospectif sur 10 ans d'évaluation |
| FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études) | DEPP | Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP | Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2009 | |

Annexe

Liste des publications diffusées en 2008

L'ÉTAT DE L'ÉCOLE – n°18 – octobre 2008 (*français, anglais, espagnol*)

L'ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE – n°2 – décembre 2008

REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 25^e édition – septembre 2008

ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2006-2007 – juin 2008

FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ – mars 2008

LE BAC A 200 ANS – juin 2008

LES NOTES D'INFORMATION : 38 numéros en 2008

Les élèves du premier degré à la rentrée 2007 dans les écoles publiques et privées

Les élèves du second degré à la rentrée 2007 dans les établissements publics ou privés

Les professeurs de langues vivantes : la passion des langues au service des élèves

Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré

Les sorties sans qualification : la baisse se poursuit

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 1 – publics et formations

L'activité de la formation continue universitaire fléchit en 2005 – 2 – diplômes délivrés et chiffre d'affaire

L'évolution des acquis des élèves de 15 ans en culture ma thématique et en compréhension de l'écrit – Premiers résultats de l'évaluation internationale PISA 2006

Les concours de recrutement des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé – Session 2006

La recherche en biotechnologie des entreprises implantées en France 2000-2004

La réussite scolaire des femmes et des hommes en Europe

Motivations, perspectives et conditions d'exercice des nouveaux personnels de direction nommés en septembre 2004

Le suivi et le devenir des élèves accueillis en classes et ateliers-relais – Année scolaire 2005-2006

Evolution des performances en lecture des élèves de C.M.1– Résultats de l'étude internationale PIRLS

Les coopérations public-privé pour innover en France

Disparités d'accès et parcours en classes préparatoires

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale

L'activité de formation continue dans les GRETA en 2006

Résultats définitifs de la session 2007 du baccalauréat

Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles – Croissance soutenue des effectifs à la rentrée 2007

Les concours de recrutement des personnels enseignants du second degré public – Session 2007

Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2007-2008

Résultats des brevets de technicien supérieur – Session 2007

L'accès à la licence des bacheliers 2002

Résultats provisoires du baccalauréat France métropolitaine et DOM – Session de juin 2008

Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur 2007-2008

Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2007

Les instituts universitaires de formation des maîtres 2007-2008

La taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2007

Les étudiants dans les écoles de management en 2007-2008 – Croissance soutenue des effectifs

L'éducation aux médias dans le second degré

Prévisions des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2008 à 2017

L'apprentissage : une voie de formation attractive, entre tradition et mutation

Les actes de violence recensés par SIVIS dans les établissements publics du second degré en 2007-2008

Les évaluations en lecture dans le cadre de la journée d'appel de préparation à la défense – Année 2007

La réussite au premier groupe d'épreuves de la session 2007 du baccalauréat (Série S)

Méthodologie de l'évaluation des compétences de base en français et en mathématiques en fin d'école et en fin de collège

Lire, écrire, compter : les performances des élèves de C.M.2 à vingt ans d'intervalle 1987-2007

LA REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS : 2 numéros en 2008

L'orientation

Comparaisons internationales

LES DOSSIERS EVALUATION ET STATISTIQUES : 3 numéros en 2008

Insertion des apprentis et des lycéens

Portrait des nouveaux personnels de direction du second degré – Interrogation de la promotion 2004, six mois après sa nomination en février-mars 2005

Les inspecteurs territoriaux et leur formation à l'École supérieure de l'éducation nationale (ESEN)

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel
- Résultats des évaluations des élèves de 6^{ème}
- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 22 numéros en 2008

Sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEPP

1 – Sites généraux de publications

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

Les publications de la DEPP, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;
- à partir du portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

IVAL : Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

2 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves <http://www.banqoutils.education.gouv.fr/> . Ce site est également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves.

3 – Autres sites thématiques :

Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs :

<http://www.reva-education.eu>

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales Direction centrale de la police judiciaire

1 - Exposé de synthèse

La statistique des crimes et délits, tenue par le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales, a pour objectif de dresser un état de la criminalité et de la délinquance apparentes, portées à la connaissance des services de police et des unités de gendarmerie. Ces informations permettent aux autorités chargées de l'ordre public et de la protection des personnes et des biens de localiser et de mesurer le phénomène criminel, d'en suivre l'évolution et de mettre en place des politiques publiques propres à y faire échec.

Mis en place en 1972, le système statistique a été modernisé une première fois en 1988, puis en 1995 à la suite des travaux menés par un groupe interministériel. Il repose sur une méthodologie unique de comptage des infractions composant la nomenclature statistique. Les règles édictées dans un guide de méthodologie statistique et les contrôles hiérarchiques effectués garantissent l'homogénéité et la fiabilité de la collecte effectuée par l'ensemble des services producteurs.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 1995, ce système permet une analyse mensuelle départementale de la criminalité et de la délinquance, grâce à la transmission par voie télématique à destination des échelons centraux, des statistiques établies en ce domaine par les services territoriaux de police et de gendarmerie.

La production de ces informations sera reconduite en 2010 pour répondre aux besoins de l'ensemble des autorités.

2 - Travaux nouveaux pour 2010

2.1. - Les enquêtes vraiment « nouvelles », les enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

2.2. - Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

- Poursuite du plan national d'enrichissement visant à améliorer la qualité et l'exhaustivité des informations alimentant la base nationale du système de traitement des infractions constatées (S.T.I.C.), source de production d'indicateurs statistiques complémentaires aux résultats statistiques issus de l'état 4001, notamment ceux concernant les victimes, les lieux de commission d'infraction, les modes opératoires ou encore les objets.

- Poursuite des travaux de finalisation des fonctionnalités statistiques du projet d'application de recueil de la documentation opérationnelle et d'information statistique sur les enquêtes (A.R.D.O.I.S.E.), dispositif destiné à remplacer les applications existantes locales (S.T.I.C.-F.C.E. et Omega) de la police nationale pour la collecte des statistiques institutionnelles 4001 et opérationnelles sur la criminalité et la délinquance.

- Mise en œuvre du nouveau système d'information mutualisé (police/gendarmerie) sur lequel s'adosseront les nouvelles applications statistiques de la police nationale avec d'une part l'application « STATISTIC 4001 », serveur qui permettra de poursuivre la production des statistiques institutionnelles de la délinquance de la police nationale (état 4001) et d'autre part l'application « STATISTIC OP » qui fournira, à partir d'une base d'informations « anonymisées » des données visant notamment : le fait (nature d'infraction), les victimes (personnes physiques et morales, profession, nationalité, âge), les objets, ainsi que les modes opératoires.

Ces nouveaux dispositifs statistiques seront appelés à remplacer les outils actuels. S'agissant de la statistique institutionnelle 4001, il n'est pas envisagé de modifier son champ d'application, son

contenu (enregistrement des crimes et délits dénoncés par les victimes aux services de police et de gendarmerie ou constatés d'initiative par ces derniers) ainsi que la nomenclature en 107 index sur laquelle elle repose depuis 1972. L'outil 4001 sera donc conservé.

2.3. - Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Néant

3 - Opérations répétitives

| Opérations répétitives | Unité responsable | Suivi (ne rien inscrire) | Observations |
|---|---|-----------------------------|--|
| Enquêtes | | | |
| -Néant | | | |
| | | | |
| Exploitation de fichiers administratifs | | | |
| - Collecte, centralisation et exploitation des statistiques sur la criminalité et la délinquance constatées par les services de police et les unités de gendarmerie, à partir d'une transmission par voie télématique de fichiers statistiques départementaux dont la gestion est assurée informatiquement par la D.C.P.J. (service central d'étude de la délinquance). | Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales Direction Centrale de la Police Judiciaire | | L'article D8 du code de procédure pénale (décret n° 96.74 du 25 janvier 1996) stipule que « les services de police et les unités de gendarmerie adressent aux services relevant de la D.C.P.J. les renseignements relatifs à la délinquance et à la criminalité susceptibles d'être exploités dans un but de centralisation, de classification ou de diffusion (avis, fiches, statistiques) ». |
| | | | |
| Autres travaux répétitifs | | | |
| -Néant | | | |
| | | | |
| | | | |

4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

- Mobiliser davantage les sources administratives

Néant

- Alléger les enquêtes existantes

Néant

- Dématérialiser la collecte des informations

Néant

5 - Aspects particuliers du programme 2010

5.1. - Aspects « régionaux et locaux »

- Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2008 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -I.N.S.E.E.-).

- Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2008 sur la délinquance constatée (destinataire : I.N.S.E.E.).

5.2. - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. - Aspects «évaluation des politiques sociales publiques »

Néant

5.4. - Aspects «européens »

Néant

6 - Diffusion des travaux

Rapport statistique annuel « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France » (édition 2008 tomes 1 et 2). A compter de l'édition 2008, la publication du tome 1 incombe à l'observatoire national de la délinquance.

Depuis 1999, le second tome de cette publication présente des données statistiques départementales (faits constatés en 4 grandes catégories), détaillées par service de constatation (police nationale d'une part, gendarmerie nationale d'autre part) et infra départementales (chiffres en 107 index des circonscriptions de sécurité publique et des compagnies de gendarmerie).

Depuis l'année 2005, cette publication est mise à disposition libre et gratuite sur le site Internet de la Documentation Française à la rubrique « bibliothèque des rapports publics », cette nouvelle diffusion s'inscrivant dans la recommandation « *d'utiliser largement les possibilités de diffusion offertes par l'Internet et à ne recourir à des publications imprimées que lorsque la teneur particulière de l'ouvrage le justifie* », qui conclut la circulaire du Premier Ministre en date du 24 mars 2005 relative à la réalisation de produits éditoriaux par les administrations de l'État.

7 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| Opérations | Unité | Prévision | Observations | Suivi |
|--|---|---|---|-------|
| <p>Police et Gendarmerie</p> <p>Criminalité et délinquance</p> <p>Réalisation du rapport statistique « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et les unités de gendarmerie ». Uniquement tome 2.</p> | <p>Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire</p> <p>Direction centrale de la police judiciaire</p> | <p>en cours</p> <p>Sortie publique de l'édition 2008 prévue pour le 1^{er} semestre 2009 sur le site Internet de la documentation française rubrique des rapports publics.</p> | <p>Opération annuelle permanente depuis 1972.</p> | |

Ministère de la justice et des libertés

Sous-direction de la statistique et des études (SDSE)

1. Exposé de synthèse

La statistique officielle de la chancellerie est encore fondée en grande partie sur les indicateurs d'activité, alimentés par les juridictions à l'aide des tableaux de bord (TdB) à leur disposition. Ce dispositif présente les inconvénients suivants :

- les tableaux de bord ne permettent de remonter que des données agrégées figées

Les demandes de données nouvelles qui ne figurent pas en tant que telles sont en général difficiles à satisfaire. Toute demande particulière de la chancellerie, qui ne figure pas directement dans les TdB en tant que compteur, n'est pas satisfaite à partir du dispositif des TdB mais à partir des fichiers détail.

La plupart des demandes nouvelles suscitées par les évolutions législatives ne peuvent être satisfaites rapidement. Cela nécessite des évolutions des modules statistiques qui sont très lourdes en termes de moyens et de temps pour la SDSE. De plus, on se heurte au goulot d'étranglement de la SDIT (Sous-Direction de l'Informatique et des Télécommunications) qui est sous dimensionnée.

- les indicateurs issus des tableaux de bord ne peuvent faire l'objet d'un retraitement statistique pour en améliorer la qualité

La qualité des indicateurs peut souffrir de quelques affaires mal saisies ou de certaines variables qui n'ont pas été saisies pour certaines affaires. Pour effectuer des imputations, des corrections, des redressements, il est nécessaire de remonter à la donnée primaire. Cette opération, difficile à mettre en œuvre dans les TdB, est une opération statistique classique à partir des fichiers détail.

Le souhait de la SDSE est de se désengager le plus possible de la responsabilité des outils de contrôle de gestion de la Chancellerie et de pilotage par les juridictions : les indicateurs d'activité et les tableaux de bord. Ce désengagement permettrait de dégager des moyens pour recentrer la statistique de la SDSE sur :

- l'extraction des données détail en sortie des logiciels de gestion ou des Infocentres permettant des statistiques plus fiables, plus souples pour répondre aux demandes nouvelles et permettant aussi de disposer de réelles séries chronologiques annuelles et infra annuelles,
- le développement et la création d'instruments plus élaborés comme le panel des mineurs permettant de réaliser des analyses longitudinales et non simplement transversales,
- la poursuite et le développement d'outils permettant la connaissance des justiciables et des phénomènes sociaux comme cela a été fait avec les premières enquêtes auprès des justiciables.

Cette orientation devrait être facilitée par la mise en place de l'Infocentre Pharos développé par la Cellule Contrôle de Gestion de la DSJ (Direction des Services Judiciaires) et par la mise en place des Infocentres Statistiques nationaux sur l'ensemble des domaines judiciaires.

2. Travaux nouveaux pour 2010

• Enquête auprès des justiciables

La première enquête auprès de 5 000 victimes de délits, dont l'affaire a fait l'objet d'une réponse pénale, a été collectée en mars et avril 2006 sur un champ incomplet. Cette enquête a été reconduite en 2007 et en 2008 mais cette fois la base de sondage repose sur l'ensemble des bases affaires (y compris les affaires des grands TGI de province). Les enquêtes réalisées en 2006 et en 2007 ont fait l'objet de deux rapports d'études et de deux Infostat. L'enquête 2008 a été centrée sur la prise en compte de l'intervention du juge d'instruction dans la procédure. Un rapport d'étude est en cours de réalisation.

Sur l'année 2009, une enquête d'opinion sur les connaissances et représentations du public sur la prison a été engagée en liaison étroite avec la Direction de l'administration pénitentiaire. Cette enquête est réalisée en population générale sur un échantillon de 3000 personnes de plus de 18 ans. L'année 2010 devrait explorer la satisfaction du justiciable sur d'autres domaines que le pénal.

• Statistique pénale

Mise en production du module d'extraction des données détail à partir de l'Infocentre statistique, lié à la nouvelle application de gestion CASSIOPÉE. La première version (V1) de l'Infocentre devrait être opérationnelle mi-2009.

Dans la V1 de l'Infocentre, 5 fichiers de données détail seront extraits :

- le fichier détail "Affaire"
- le fichier détail "Auteur"
- le fichier détail "Enquêtes"
- le fichier détail "Décisions"
- le fichier détail "Obligations".

Ces fichiers sont destinés à alimenter une base relationnelle. De nouveaux fichiers seront créés et les fichiers existants seront enrichis avec la mise en production des nouvelles versions de l'Infocentre Cassiopée.

Des fichiers détail pourraient aussi être réalisés dans le domaine de l'application des peines à partir de l'Infocentre lié à l'application de gestion APPI (Application des Peines Probation Insertion).

• Statistique des mineurs

Panel des mineurs

La collecte des données du panel de l'année 2008 a porté sur les parquets de l'ensemble des TGI. Les anciens logiciels de gestion « mineurs » hétérogènes sur l'ensemble du territoire sont remplacés progressivement en 2009 par Cassiopée pour le pénal et APPI pour l'application des peines. Par contre, l'activité civile des tribunaux pour enfants sera toujours collectée en 2009 à partir du logiciel Wineurs.

Il est donc nécessaire de prévoir :

- la mise en production du module d'extraction des données utiles au panel relatives au pénal (hors application des peines) à partir de la nouvelle chaîne pénale Cassiopée
- la mise en production du module d'extraction des données utiles au panel relatives à partir de l'application des peines à partir du logiciel APPI.

Données détail

Les variables des données détail relatives aux mineurs seront présentes dans les fichiers détails extraits des Infocentres statistiques Cassiopée pour le pénal et APPI pour l'application des peines. Les variables relatives aux mineurs sont en nombre restreint dans la V1 de l'Infocentre Cassiopée.

• Statistique civile

Conception et premières réflexions sur le projet de logiciel Portalys sur la statistique du domaine civil.

3. Opérations répétitives

La liste des opérations statistiques permanentes conduites au ministère de la Justice est la suivante :

• **Direction des Affaires Civiles et du Sceau** : Statistiques sur la profession d'avocat

• **Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

Gestion Automatisée des Mesures confiées aux Établissements du secteur public (GAME)
Statistiques des Mesures confiées au secteur associatif habilité

• **Direction de l'Administration Pénitentiaire**

Statistique mensuelle et trimestrielle sur la population pénitentiaire
Statistique d'activité des Juges d'application des peines et des services de probation et d'insertion professionnelle

• **Secrétariat Général - SDSE**

Dispositifs civils

Répertoire général civil : affaires détaillées, registres

Tableaux de bord et de suivi détaillé des affaires des cours d'appel, TGI et Conseils des Prud'hommes
 Répertoire des tribunaux de commerce : affaires détaillées, registres
 TASS, tribunaux, et cours régionales des pensions
 Acquisitions de la nationalité française
 PACS
 Conciliateurs de Justice
 Enquêtes sur les associations de médiation civile
 Réparation des détentions provisoires à tort.

Dispositifs pénaux

Cadres du Parquet
 Prototype d'infocentre national NCP
 Casier Judiciaire National
 Répertoire de l'instruction
 Activité des associations d'aide aux victimes, d'alternatives aux poursuites et de contrôle judiciaire
 Délégués et médiateurs du Procureur
 CRPC, activité du JLD et des JIRS (enquête électronique dite Perben II)
 Indicateurs mensuels de suivi de la délinquance des mineurs.

Autres dispositifs permanents

Indicateurs trimestriels d'Activité (dans les domaines civil, pénal et mineurs)
 Indicateurs annuels du domaine civil
 Répertoire de l'Aide Juridictionnelle
 Tableaux de bord mineurs
 Panel des Mineurs
 Activité des maisons de justice et du droit et des antennes de justice.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet en ce qui concerne le Ministère de la justice

5. Aspects particuliers du programme 2010

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Le SSM apporte une contribution importante à l'évaluation des politiques de Justice à travers des enquêtes régulières et sa participation à des groupes de travail portant sur l'évaluation. Ces activités s'inscrivent dans le prolongement des travaux permanents de la sous-direction de maintenance évolutive (adaptation aux évolutions juridiques) des logiciels de suivi de l'activité des juridictions, dont les sous-produits statistiques alimentent en continu l'évaluation de l'action du Ministère (montée en charge de l'application des nouveaux textes, développement de telle ou telle procédure, pilotage de la performance).

Les enquêtes statistiques auprès des juridictions, à vocation d'évaluation sont les suivantes :

- éviction du conjoint violent (trimestrielle)
- utilisation de la visioconférence pour réduire les extractions de prisonniers (mensuelle)
- suivi de la délinquance des mineurs (mensuelle)
- évaluation des dispositifs mis en place par la Loi Perben 2 (activité du juge des libertés et de la détention et activité des juridictions interrégionales spécialisées) (trimestrielle)
- évaluation de l'activité du juge des victimes (trimestrielle)

Deux enquêtes d'opinion :

- satisfaction des usagers des maisons de la Justice et du Droit
- satisfaction des victimes d'infractions pénales

Contributions aux groupes de travail sur l'évaluation :

- évaluation préalable de la réforme de l'instruction (Ministère)
- coûts, efficacité, qualité de la Justice (Conseil d'État)
- ressources et outils de l'évaluation préalable (interministériel)

5.4. Aspects « européens »

• Eurostat

Au 1^{er} semestre 2006, un plan d'action de l'Union européenne concernant ***l'élaboration d'une stratégie de mesure de la délinquance et de la justice pénale*** a été mis au point. Pour mettre en œuvre ce plan d'action, deux instances sont créées :

- 1 – un **groupe expert** (auprès de la DG JLS) sur les besoins politiques en matière d'information sur la délinquance et la justice pénale,
- 2 – un **groupe de travail statistique** sur la délinquance et la justice pénale qui comprend des représentants des systèmes statistiques des États membres.

La SDSE représente la France au groupe de travail. Cette représentation est désormais facilitée par le fait que le ministère de la Justice participe chaque année à l'enquête de victimation dont l'OND et l'INSEE sont à l'origine.

Dans ce cadre, Eurostat a mis en place une task force "Statistics on crime, victimisation and criminal justice". La SDSE y représente la France. Le but de la task force est de proposer aux pays membres des variables harmonisées pour des enquêtes de victimation, d'établir des séries statistiques sur la délinquance et de suivre des études sur des types de délinquance qui intéressent la DG Justice, liberté, sécurité de la Commission européenne.

• Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a créé une commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) dont une des tâches est l'élaboration et l'exploitation d'un questionnaire adressé aux pays membres sur la justice : données statistiques et informations sur l'organisation et la procédure judiciaire. La SDSE est fortement impliquée dans la réponse à la partie statistique du questionnaire.

6. Diffusion des travaux

6.1. Direction de la Protection Judiciaire et de Jeunesse

Bilans statistiques annuels de l'activité des établissements du secteur public et des établissements et services du secteur habilité justice.

6.2. Direction de l'Administration Pénitentiaire

- Statistique mensuelle de la population détenue
- Statistique trimestrielle de la population détenue
- Chiffres-clés de l'administration pénitentiaire
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire (et ses "tirés à part")
- Cahiers de démographie pénitentiaire
- "Travaux et documents"

6.3. Direction des affaires civiles et du sceau

- Statistiques sur la profession d'avocat

6.4. Secrétariat Général – SDSE

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

| opérations | Unité | Prévision | Observation | Suivi |
|--|---|---|--|---|
| Cassiopée | -Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique | Déploiement de l'application sur le suivi du pénal | Alimentation de l'infocentre PHAROS à partir des fichiers détail | Version 1 déployée au 2ème trimestre 2009 |
| Portalys | Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique | Premières études préparatoires à l'établissement d'un cahier des charges pour un logiciel intégré des procédures du civil | En attente d'une décision de lancement | |
| Enrichissement de l'offre Internet avec des tableaux détaillés | Bureau des dispositifs statistiques et des études -Bureau de l'informatique statistique | Définition et spécification des tableaux | | |
| Avancement de la publication des « chiffres clés de la Justice » au mois de juin | Bureau des dispositifs statistiques et des études | Première édition précoce visée en juin 2009 | Dépend des livraisons de données non produites par la sous-direction | |

Paru en 2008-2009

Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice -données 2007- internet
- Les Chiffres clés de la justice -données 2008 – à paraître
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2008, séries 2002-2006

Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2007
- L'aide juridictionnelle en 2007
- Les associations de médiations familiales et lieux de rencontre en 2007
- L'activité des conciliateurs en 2007
- L'activité des tribunaux pour enfants en 2007

Infostat justice (4 pages)

- Les condamnations de personnes morales en 2005
- Les divorces prononcés de 1996 à 2007
- Les affaires prud'homales en 2007
- L'appel des décisions des cours d'assises : conséquences sur la peine
- L'activité pénale des parquets en 2007
- L'appel des décisions des cours d'assises : conséquence sur la déclaration de culpabilité
- Les admissions à l'aide juridictionnelle en 2006
(à paraître)
- L'adoption
- La perception de la justice par les victimes d'infractions
- Les étrangers en situation irrégulière
- Suivi socio-judiciaire
- Connaissance et représentations des Français sur la prison
- Cadre de vie et sécurité

Rapports d'étude

- Les condamnations prononcées en 2007
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2007
- L'activité des maisons de justice et du droit en 2006
- Les décisions des cours d'assises d'appel
- Les condamnations de personnes morales de 2003 à 2005
(à paraître)
- La perception de la justice par les victimes d'infraction selon le type de procédure
- Les décisions d'adoptions en France et à l'étranger

A paraître en 2010

Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice (données 2009)
- L'Annuaire statistique de la justice séries 2004-2008.

Données par juridiction mises à disposition sur internet uniquement

- L'activité judiciaire en 2008
- L'aide juridictionnelle en 2008
- Les associations de médiations familiales et lieux de rencontre en 2008
- L'activité des conciliateurs en 2008
- L'activité des tribunaux pour enfants en 2008.

Infostat et rapports d'études (thèmes à définir)

Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Ministère de la santé et des sports

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2010 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

En 2010, les orientations du programme de travail de la DREES sont fortement influencées par :

- ▶ La poursuite de l'expertise de nouvelles sources administratives, telles les DADS-U ou les PMSI (MCO, HAD, SSR) afin de pouvoir mener ensuite des études, par exemple, sur l'offre hospitalière ou les effectifs et la rémunération des personnels des établissements de santé et afin d'envisager un allègement des enquêtes auprès des établissements.
- ▶ La nécessité de renforcer la connaissance des comportements et besoins des publics et des modalités de leur prise en charge par les politiques publiques, afin d'apporter une vision d'ensemble ou de nouveaux éclairages. Dans ce cadre, la Drees préparera notamment la collecte de l'enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique.
- ▶ La nécessité de développer des indicateurs avancés de l'évolution de la pauvreté ou de l'exclusion par la mise en place d'une enquête permanente auprès des responsables de la mise en œuvre d'actions concernant ces populations, qu'ils soient dans le public ou dans le secteur associatif.

2. Travaux nouveaux pour 2010

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- Enquête auprès d'acteurs de terrain sur les phénomènes émergents de pauvreté et d'exclusion. (*demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie*)
- Enquête nationale sur les conditions de vie des personnes atteintes d'une maladie longue ou chronique (*demande d'avis d'opportunité examinée le 24 mars au cours de la formation démographie condition de vie*)
- 2nd volet de l'enquête « Santé et itinéraire professionnel » réalisée sous la responsabilité de la DARES et de la DREES (*avis d'opportunité du 6 juin 2005 sur l'ensemble de l'opération*)

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2010

La Statistique Annuelle des établissements de santé (SAE) est l'un des grands systèmes d'information de référence du Ministère sur les établissements de santé, complémentaire du PMSI puisqu'elle renseigne sur leurs capacités et équipements. L'enquête de l'été 2008 auprès des utilisateurs nationaux et régionaux l'a confirmé. Elle alimente de nombreux indicateurs (notamment pour le suivi des plans urgence, Alzheimer, etc.) et tableaux de bord, parmi lesquels on peut citer Platines, PRODIGE (tableau de bord de contractualisation État-ARH, pilotage DHOS) ou les PQE

(annexe PLFSS, pilotage DSS). Afin d'optimiser la collecte, une refonte à moyen terme de la SAE a été engagée, afin d'aboutir à l'horizon 2010 à un raccourcissement de ses délais de diffusion (données N disponibles à l'été N+1). Par ailleurs, la collecte des **rapports d'activité de psychiatrie** en 2009 permettra de compléter les informations fournies par la SAE et le Rim-P sur la prise en charge hospitalière de la santé mentale, et permettra d'alimenter la préparation des prochains SROS.

La diffusion **d'indicateurs de qualité des soins** des établissements de santé est depuis plusieurs années un projet prioritaire pour le Ministère et un devoir vis-à-vis des usagers. La Drees pilotera avec le concours de la Dhos et de la DGS un groupe chargé de préparer la diffusion en 2010 des indicateurs issus du projet Compaqh via le site Platines. La DREES, la DHOS et la HAS, en lien avec l'ATIH instruisent les questions relatives à la construction, l'interprétation et la diffusion d'indicateurs de mortalité. Une phase d'expérimentation et de concertation avec les professionnels sera réalisée d'ici la fin 2009, avant d'envisager, le cas échéant, une généralisation et une diffusion via le site Platines.

L'acquisition fin 2009 d'une nouvelle base annuelle exhaustive constituée par l'Insee à partir de la source Acoss sur les non-salariés et leurs revenus, ainsi qu'un panel depuis 2004, permettra des exploitations dès 2010 et un suivi des revenus d'activité complets (salaires et revenus libéraux) des professionnels de santé libéraux : médecins, chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, etc. Une expertise sera menée pour comparer les évolutions de revenus que l'on peut tirer de cette source avec d'autres mesures de l'évolution des revenus libéraux et des salaires.

Suite au colloque CNIS-ADF de janvier 2008, la Drees développera ses outils de mise à disposition des données collectées et cherchera à développer ses liens avec l'ADF, de façon à construire un système d'information partagé. Une première étape sera la co-animation par la Drees d'un groupe de travail du CNIS sur la construction d'indicateurs de l'action sociale des départements. Ce groupe de travail rendra ses travaux fin 2009 auprès de la formation « Statistiques locales du CNIS ». Ce chantier devra par ailleurs prendre en compte les évolutions organisationnelles induites par la création des futures directions de la cohésion sociale et des agences régionales de santé.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2010

Après la publication des nouvelles **projections régionalisées de médecins** (par spécialités, mode d'exercice, etc.) à l'horizon 2030 la DREES mettra en chantier des projections régionalisées d'infirmières au même horizon, qui seront publiées début 2010. Ces travaux sont menés en collaboration avec l'ensemble des directions du ministère concernées et l'ONDPS.

L'exercice de prospective démographique concernant les infirmières s'accompagnera d'un investissement sur les **conditions d'exercice et trajectoires professionnelles des infirmiers** : projet alliant démographie (formation, répartition, structures d'exercice, cessation), activité (type de tâches), rémunération et carrière des infirmiers. Le projet produira des résultats au fil de son déroulement jusqu'en 2010.

La Drees étudiera la redistribution opérée par le système de santé, en s'intéressant plus particulièrement à la **redistribution induite par l'assurance maladie**, grâce à son modèle de microsimulation INES. Elle engagera une révision du questionnaire sur l'offre de contrats pour mieux connaître les primes payées par les assurés). Elle mobilisera par ailleurs les données de l'ACAM pour étudier la situation économique des organismes complémentaires et rédigera à partir de ces données transmises par l'ACAM un rapport annuel à remettre au parlement en septembre, comme le prévoit la LFSS 2009

La réédition en 2009 de **l'enquête sur les événements indésirables graves** associés aux soins en établissements de santé avec le concours de la DGS, de la Dhos, de l'INVS, de la HAS, de l'AFSSAPS, permettra en 2010 d'évaluer les progrès réalisés par le système de soins dans ce domaine ces cinq dernières années.

La Drees réalisera fin 2009-début 2010 une enquête auprès des **bénéficiaires de la PCH ou de l'ACTP**, pour étudier les conditions d'utilisation de ces prestations et la satisfaction de leurs bénéficiaires en termes de couverture de leurs besoins.

Avec la **mise en place du RSA** en juin 2009, la Drees investira de façon prioritaire le développement des outils de suivi de la montée en charge et de l'évaluation du nouveau dispositif. La réflexion sur ces outils n'est cependant pas encore aboutie à ce jour.

Différents types d'outils devront notamment être mobilisés, à savoir :

- des tableaux de bord comportant des données agrégées issues des caisses de sécurité sociale (CNAF et CCMSA), de façon à disposer de données régulières sur le nombre de bénéficiaires, leurs caractéristiques, les entrées et les sorties dans le dispositif ; des données issues du pôle emploi sur la recherche d'emploi et sur les contrats aidés bénéficiant aux allocataires du RSA ; des données des conseils généraux et de Pôle Emploi décrivant les actions d'insertion vers et dans l'emploi.
- des indicateurs de retour à l'emploi ou de persistance dans l'emploi, ainsi que des descripteurs des types d'emplois occupés : la réflexion devra porter sur la façon d'obtenir ces indicateurs (données administratives ou enquêtes/cohortes)
- des études sur l'organisation mise en place par les acteurs (monographies ou enquête).

3 - Opérations répétitives (publication à mettre à jour)

| INTITULÉ | NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ | UNITÉ(S) OBSERVÉE(S) | CHAMP | PRINCIPALE(S) VARIABLES | DERNIÈRES PUBLICATIONS |
|---|---|---|---|--|---|
| ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ | | | | | |
| SAE | Enquête administrative Annuelle | Établissements de santé publics et privés | Exhaustif | - Équipement, plateaux techniques - Activité- Personnel par établissement et par discipline | Études et résultats N° 618, décembre 2007 N° 614, décembre 2007 N° 605, octobre 2007 Site de diffusion des données de la Statistique annuelle des Établissements de Santé |
| Rapports d'activité des secteurs psychiatriques | Enquête administrative Annuel | Secteur de psychiatrie infanto-juvéniles et en milieu pénitentiaire | Exhaustif | - Activité - Personnel - patients | Document de travail N°76 – février 2005 N°77 – février 2005 |
| Base nationale de RSA (PMSI) | Exploitation statistique de fichiers administratifs Annuelle | Établissements de santé publics et privés | Exhaustif | - clientèle des hôpitaux - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie | Études et résultats N° 473 mars 2006 N° 654 aout 2008 |
| PROFESSIONS DE SANTÉ | | | | | |
| ADELI | Système d'information national sur les professionnels de santé | Professionnels de santé, du social et psychologues | Exhaustif | état civil - situation professionnelle - activités exercées | Document de travail N° 121 mars 2008 N° 127 octobre 2008 |
| Écoles de formation aux professions de santé | Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale Annuelle, DGS, DHOS, DRASS | 8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002 | Échantillon | - Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques | Document de travail N° 118- octobre 2007 N° 128 janvier 2009 |
| Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale | Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URML) et des unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM) de 5 régions | | Échantillon (environ 1900 médecins) Basse-Normandie Bourgogne Bretagne Pays de la Loire PACA | - cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge | Études et résultats N° 610 novembre 2007 N° 649 aout 2008 |
| ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION | | | | | |
| Santé de la mère et de l'enfant | Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24 mois Annuelle | Département | Exhaustif Échantillon pour dép. de la région parisienne | -caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère - déroulement de la grossesse et de l'accouchement | |

| INTITULÉ | NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ | UNITÉ(S) OBSERVÉE(S) | CHAMP | PRINCIPALE(S) VARIABLES | DERNIÈRES PUBLICATIONS |
|---|--|---|---|---|---|
| Enquête en milieu scolaire | Examens de santé réalisés par la médecine scolaire Annuelle | Balayage successif de plusieurs classes d'âge sur un rythme triennal (bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2) | Sondage stratifié par académie | Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies | Études et résultats N° 573 mai 2007 N° 632 avril 2008 |
| Suivi des IVG | Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle | Établissements de santé publics et privés | Exhaustif | Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention | Études et résultats N° 624, février 2008 |
| DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE | | | | | |
| Centralisation des documents comptables des établissements de santé | Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle | Établissements de santé | Échantillon | | Comptes nationaux de santé n+1 |
| Enquête auprès des organismes complémentaires | Enquête annuelle | Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance | Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustivité des institutions de prévoyance | -activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...). | Études et résultats N° 635 mai 2008 N° 575, mai 2007 |
| Médicament à l'hôpital | Recueil annuel | Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM | Exhaustif | achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession) | Études et résultats N° 563 • mars 2007 |
| ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS | | | | | |
| ES (difficulté sociale) | Enquête Quadriennale | Établissements et services pour - enfants en difficulté sociale - adultes et famille en difficulté sociale | Exhaustif (10 000 établissements et services) | - caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle | Études et Résultats N° 620, janvier 2008 Documents de travail N° 113 - juillet 2007 N° 119, novembre 2007 |

| INTITULÉ | NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ | UNITÉ(S) OBSERVÉE(S) | CHAMP | PRINCIPALE(S) VARIABLES | DERNIÈRES PUBLICATIONS |
|--|---|---|---|---|--|
| ES (handicap) | Enquête Quadriennale | Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés | Exhaustif (10 000 établissements et services) | - caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle | Études et Résultats N° 466 février 2006 N° 641 juin 2008 N° 669 novembre 2008 |
| EHPA | Enquête Quadriennale | Établissements d'hébergement pour personnes âgées | Exhaustif (10 000 établissements) | - caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle | Études et Résultats N°485-avril 2006 N°494 – juin 2006 N°515-août 2006 Document de travail N°106 janvier 2007 |
| Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile | Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle | Données transmises par les Conseils Généraux DDASS | Exhaustif | - Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel- Consultations- Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans | Document de travail N° 125 mai 2008 Études et Résultats N° 548 janvier 2007 N° 608, novembre 2007 N° 681 février 2009 |
| Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales | Enquête annuelle | Établissements de formation, étudiants | Exhaustif | nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes | Document de travail N° 98 juin 2006 N°117- octobre 2007 Études et Résultats n° 513 août 2006 |
| Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance Dépenses de l'aide sociale | Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis par les départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDASS (État) Remontée administrative | Départements DDASS | Exhaustif : 100 DDASS et 100 départements | - Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide -Personnel - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) | Études et Résultats N° 656 septembre 2008 Document de travail N°124 mai 2008 N°122 avril 2008 Études et Résultats N° 622, janvier 2008 N° 682, mars 2009 |
| Personnels des services sanitaires et sociaux | Enquête annuelle | DDASS | | - | |
| LUTTE CONTRE L'EXCLUSION | | | | | |
| Base de données sur les minima sociaux | Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle | Bénéficiaires | Exhaustif | Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif) | Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : N° 617, décembre 2007 Trimestriel sur le RMI : N° 627, mars 2008 N° 642 juin 2008 N° 657 septembre 2008 N° 673 décembre 2008 N° 683 mars 2009 |

| INTITULÉ | NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ | UNITÉ(S) OBSERVÉE(S) | CHAMP | PRINCIPALE(S) VARIABLES | DERNIÈRES PUBLICATIONS |
|---|---|---|--|---|--|
| Échantillon national inter-régimes d'allocataires de minima sociaux ENIAMS | Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre | Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH. | Échantillon | Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes | Études et Résultats N° 680 février 2009 |
| RETRAITES | | | | | |
| Échantillon inter régimes de retraités EIR | Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC. | Individus Générations paires entre 1910 et 1954 : la quasi-totalité des caisses | Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008 | - Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage | Études et Résultats N°538 - novembre 2006 N° 556- février 2007 N° 587-juillet 2007 |
| Échantillon inter régimes de cotisants EIC | Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés | Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970,1974 | Échantillon de cotisants | - données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis... | Document de travail N°538 novembre 2006 Études et résultats n° 40-mai 2005 n° 558-février 2007 |
| Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse | Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées | Allocataires | Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total | - Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence | Études et résultats N° 631 avril 2008 Document de travail N° 121 mars 2008 N° 129 mars 2009 |
| Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées. | Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance | Données agrégées | France entière | Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées. | Études et Résultats N° 626, février 2008 |
| Enquête annuelle auprès des caisses de retraites | Exploitation statistique de données administratives | | Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires | | Document de travail N° 86 mars 2009 Études et Résultats N° 587, juillet 2007 N° 662 octobre 2008 |

| INTITULÉ | NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ | UNITÉ(S) OBSERVÉE(S) | CHAMP | PRINCIPALE(S) VARIABLES | DERNIÈRES PUBLICATIONS |
|---|--|--------------------------------------|----------------|--|---|
| FAMILLE, HANDICAP, DEPENDANCE | | | | | |
| Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation compensatrice du handicap (PCH) + données agrégées sur les bénéficiaires de l'aide ménagère | Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite | Département | France entière | Décisions d'attribution de la prestation - Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation + attribution d'une aide ménagère | Études et Résultats N° 637 mai 2008 N° 666 octobre 2008 En consultation Internet : Système d'information statistique sur les bénéficiaires de l'APA |
| Département « méthodes et systèmes d'information » | | | | | |
| FINISS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux | Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement). | Établissements sanitaires et sociaux | Exhaustif | Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier | En consultation internet |

4 - Allégement de la charge statistique des entreprises

Néant

5 - Aspects particuliers du programme 2008

5.1 Aspects régionaux et locaux

Néant

5.2 Aspects européens

Néant

6 - Liste des publications

Les **Dossiers solidarité santé** réunissaient jusqu'en 2006 des articles portant principalement sur les grands thèmes de la santé et de l'action sociale. Ces dossiers sont diffusés à la Documentation Française.

Depuis 2007, les articles sont publiés séparément les uns des autres et uniquement diffusés sur Internet. Tout comme les dossiers, ces articles sont essentiellement axés sur la présentation et l'analyse des résultats des enquêtes suivies par la DREES.

Articles

N° 8 - 2008 - Vingt ans après les premières unités, un éclairage sur le développement des soins palliatifs en France

Anne Dujin, Bruno Maresca, Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin et Gilles Poutout

N° 7 - 2008 - Les consommations d'antibiotiques dans les centres hospitaliers universitaires en 2005

Marie-Émilie Clerc, Brigitte Haury et Sophie Stamenkovic

N° 6 - 2008 - Cessation d'activité libérale des médecins généralistes : motivations et stratégies

Anne Véga, Marie-hélène Cabé et Olivier Blandin

N° 5 - 2008 - Prime pour l'emploi, redistribution et incitation à l'emploi

Vincent Bonnefoy, Benoît Mirouse, Isabelle Robert-Bobée, Fanny Mikol et Augustin Vicard

N° 4 - 2008 - Impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020 et 2030

Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin

N° 3 - 2008 - La protection sociale : un aperçu de la situation en Bulgarie et en Roumanie

Guillaume Delautre, avec la collaboration de Sylvie Cohu et Diane Lequet-Slama

Document de travail

Les documents de travail se décomposent en trois collections. La collection « Études » présentent les premiers résultats d'enquêtes de travaux d'études préliminaires. La collection « Statistiques » se compose de séries longues, de résultats complets d'enquêtes, de documents méthodologiques. La collection « Sources et méthodes » présente la documentation des enquêtes et les travaux de méthode.

Série Études et recherche

- **n° 86 mars 2009**

les retraites en 2007

- **n° 85, février 2009**

rapport sur l'état des lieux du dispositif de soins palliatifs au niveau national

Marie-Hélène Cabé, Olivier Blandin, Gilles Poutout (Atemis)

- **n° 84, décembre 2008**

les contrats d'assurance dépendance sur le marché français en 2006

Sandrine Dufour-Kippelin

- **n° 83, novembre 2008**

étude sociologique sur les conditions d'entrée en institution des personnes âgées et les limites du maintien à domicile

Jean Mantovani, Christine Rolland, Sandrine Andrieu

- **n° 82, novembre 2008**

examen des liens entre les modes de financement et la planification et les modifications induites par la T2A - Rapport final

Claire Briffaut, Marie-Eve Mouret, Ariane Piana-Rogez (Pricewaterhousecoopers)

- **n° 81, novembre 2008**

la prise en charge des populations dites précaires dans les établissements de soins

Michel Maric, Emmanuel Gégoire, Lucie Leporcher (IRIS)

- **n°80 aout 2008**

l'évolution de la situation économique et financière des cliniques privées à but lucratif entre 2005 et 2006

Johanne Aude

Série Statistiques

- **n° 129, mars 2009**

les bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse au 31 décembre 2007

Nathalie Augris

- **n° 128, janvier 2009**

la formation aux professions de la santé en 2007

Dorothee Jolly

- **n° 127, octobre 2008**

les médecins - estimations au 1er janvier 2008

Daniel Sicart

- **n° 126, septembre 2008**

comptes nationaux de la santé 2007

Annie Fenina, Yves Geffroy, Michel Duée

- **n° 125, mai 2008**

l'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2006

- enquête annuelle auprès des services de PMI
Guillaume Bailleau
- **n° 124, mai 2008**
dépenses d'aide sociale départementale en 2006
Élise Clément
 - **n° 123, mai 2008**
les professions de santé au 1er janvier 2008
Daniel Sicart
 - **n° 122, avril 2008**
bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2006
Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux
 - **n° 121, mars 2008**
l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse
bénéficiaires au 31 décembre 2006
Nathalie Augris

Études et Résultats Hebdomadaire Diffusion gratuite à la DREES

N° 683, mars 2009

le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2008
Isabelle Mirouse, CNAF
Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES

N° 682, mars 2009

les dépenses d'aide sociale départementale en 2007
Élise Clément, DREES

N° 681, février 2009

l'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007
Guillaume Bailleau, DREES

N° 680, février 2009

les allocataires de minima sociaux en 2007
Sandrine Mathern, avec la collaboration de Sandrine Micheaux et Nathalie Augris, DREES

N° 679, février 2009

la démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales
Ketty Attal-Toubert et Mélanie Vanderschelden, DREES

N° 678, février 2009

modes de garde et d'accueil des enfants de moins de 6 ans en France en 2007
Sévane Ananian et Isabelle Robert-Bobée, DREES

N° 677, février 2009

le Compte social du handicap en 2007
Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES

N° 676, janvier 2009

les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2008
Mélanie Vanderschelden, DREES

N° 675, janvier 2009

quelles caractéristiques sociales et quel recours aux soins pour les bénéficiaires de la CMUC en 2006 ?
Bénédicte Boisguérin, DREES

N° 674, décembre 2008

les prestations familiales et de logement en 2007
une redistribution en faveur des familles nombreuses et des personnes isolées
Emmanuel Berger, avec la participation de Vincent Bonnefoy, DREES

N° 673, décembre 2008

le nombre d'allocataires du RMI au 30 septembre 2008
Marie Hennion-Aouriri et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES
Isabelle Mirouse, CNAF

N° 672, décembre 2008

les montants des retraites selon le lieu de naissance et de résidence

Virginie Christel et Alexandre Deloffre, DREES

N° 671, décembre 2008

les sept premières années de carrière des infirmiers diplômés en 1998

Carine Ferretti et Clémentine Garrouste, DREES

N° 670, novembre 2008

les fonds de solidarité pour le logement : l'aide des départements au logement des personnes défavorisées

Éric Renard, DREES

N° 669, novembre 2008

les structures pour enfants handicapés en 2006 : un développement croissant des services à domicile - Résultats de l'enquête ES 2006

Alice Mainguené, DREES

N° 668, octobre 2008

perdre un parent pendant l'enfance : quels effets sur le parcours scolaire, professionnel, familial et sur la santé à l'âge adulte ?

Nathalie Blanpain, DREES

N° 667, octobre 2008

les comptes de la protection sociale en 2007

Alexandre Bourgeois et Marie Hennion-Aouriri, DREES

N° 666, octobre 2008

l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap au 30 juin 2008

Philippe Espagnol, Seak-Hy Lo et Clotilde Debout, DREES

N° 665, octobre 2008

les prestations de protection sociale en 2007

Alexandre Bourgeois et Michel Duée, DREES

N° 664, octobre 2008

la spécialisation des établissements de santé en 2006

Philippe Lombardo, DREES

N° 663, octobre 2008

typologie des contrats les plus souscrits auprès des complémentaires santé en 2006

Marie-Laure Arnould, Guillaume Vidal, DREES

N° 662, octobre 2008

les retraites en 2006

Alexandre Deloffre, DREES

N° 661, octobre 2008

épisodes dépressifs : des situations multiples

Thomas Morin, DREE

N° 657, septembre 2008

le nombre d'allocataires du RMI au 30 juin 2008

Sophie Cazain et Isabelle Mirouse, CNAF

Marie Hennion et Emmanuelle Nauze-Fichet, DREES

N° 656, septembre 2008

les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2007

Guillaume Bailleau et Françoise Trespeux, DREES

N° 655, septembre 2008

les Comptes nationaux de la santé en 2007

Annie Fenina, Yves Geffroy et Michel Duée, DREES

N° 654, septembre 2008

l'impact du vieillissement sur les structures de soins à l'horizon 2010, 2020, 2030

Marie-Claude Mouquet et Philippe Oberlin, DREES

Revue française des Affaires sociales

La RFAS est une revue thématique trimestrielle pluridisciplinaire dans le champ de la santé et des politiques de solidarité (voir les recommandations aux auteurs).

La revue est en vente à la Documentation Française.

N° 4, octobre-décembre 2008

politiques de la santé, du handicap et de l'aide sociale, au Canada et aux États-Unis

N° 2-3, avril-septembre 2008

santé et travail

N° 1, janvier-mars 2008

état de santé : quelques illustrations des apports, limites et perspectives de l'Enquête décennale Santé

Comptes nationaux de la santé, rapport, une édition par an

Les comptes de la protection sociale, une édition par an

Chiffres et indicateurs régionaux et départementaux, pas de périodicité stricte

Suivi barométrique de l'opinion des Français à l'égard de la santé, de la protection sociale, de la précarité, de la famille et de la solidarité : résultats de la huitième vague en ligne sur le site de la DREES.

La vie deux ans après le diagnostic du cancer

Les établissements de santé, un panorama pour l'année 2006

La prise en charge de la santé mentale

Suivi de la loi de santé publique :

L'état de santé de la population en Franc, rapport 2007

Données sur la situation sanitaire et sociale en 2005

Rapport "Indicateurs de suivi de l'atteinte des 100 objectifs du rapport annexé à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique"

Mutualité sociale agricole

1. Exposé de synthèse Formation Agriculture

La direction des Études, des Répertoires et des Statistiques de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques des régimes de sécurité sociale relevant du code rural. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

2. Travaux nouveaux

L'utilisation des données contenues dans la DUE (déclarations uniques d'embauches) devrait permettre de disposer d'informations plus fraîches sur l'évolution conjoncturelle des contrats de travail des salariés agricoles.

Un flux d'informations supplémentaires va être mis en place afin de récupérer des informations issues des déclarations trimestrielles de salaire, avant la phase d'émission de cotisations.

La transmission au SSP du ministère de l'agriculture des bases de données statistiques de la MSA par l'intermédiaire de l'INSEE sera effective.

Les flux d'information non salariés seront étendus aux D.O.M. hors Guyane.

3 - Opérations répétitives

Les travaux répétitifs du département Statistiques de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur

- les employeurs et les salariés du régime agricole : évolution des effectifs, des assiettes, et des cotisations ;
- les non salariés du régime agricole : évolution des effectifs, nouveaux installés, assiettes et cotisations

| Intitulé | Nature du système d'information | Unité(s) observée(s) | Champ | Périodicité | Principale(s) variable (s) | Publications Diffusion | Évolution 2009-2010 |
|--------------------------|--|--|-----------|-------------|---|--|---|
| ACTIVITÉ SALARIÉE | - SISAL : Système d'information des salariés agricoles | Émissions de cotisations et contributions sociales | Exhaustif | Trimestriel | Employeurs Effectifs cotisants Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales | États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et Études de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'Agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi agricole | Maintenance en fonction des évolutions législatives portant sur les charges sociales Mise en service du flux d'information transmis à l'INSEE pour le suivi conjoncturel de l'emploi |

| Intitulé | Nature du système d'information | Unité(s) observée(s) | Champ | Périodicité | Principale(s) variable (s) | Publications Diffusion | Évolution 2009_2010 |
|------------------------------|---|---|------------------|--|--|---|--|
| ACTIVITE NON SALARIÉE | Réseau trois branches SIERA | Assiettes, Cotisations et cotisants Entreprises | Cotisants actifs | Annuel | Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants | Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI Études financières États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux | Maintenance en fonction des évolutions législatives Mise en service du tableau de bord de l'emploi non salarié agricole |
| | Suivi des installations en agriculture | Exploitants agricoles assujettis par la MSA | Exhaustif | +Enquête complémentaire à la demande des MSA | Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation | | |

4. Liste des publications

Économie agricole : non- salariés

Tableau de bord des NSA 2008

Tableaux de bord régionaux des NSA 2008

États des NSA 2008

- Taux de cotisations complémentaires des non-salariés agricoles en 2008
- Les chefs d'exploitations agricoles en 2008
- Les femmes dans l'agriculture en 2008
- Les cotisants de solidarité en 2008
- Analyse conjoncturelle de l'emploi non salarié agricole en 2008-2009

Économie agricole : salariés

Chiffres repères SA 2008

Tableau de bord du salariat annuel 2008

Tableau de bord du salariat trimestriel 2008

Tableaux de bord du salariat régionaux 2008

- Analyse conjoncturelle de l'emploi salarié agricole en 2008-2009
- Les mesures d'exonérations liées aux heures supplémentaires dans le régime agricole

Études économiques et financières

Réunion conjoncture, note et diaporama du n°7 au numéro 11 inclus.

Annuaire statistiques

Chiffres utiles MSA édition 2008

Annuaire statistique Populations 2004

Annuaire statistique Populations 2005

Annuaire statistique Populations 2006

Résultats nationaux Prestations familiales 2004

Résultats nationaux Prestations familiales 2005 et 2006

Annuaire statistique ATEXA 2005

Annuaire statistique ATEXA 2006

Annuaire statistique ATEXA 2007